

LE MONDE LIBERTAIRE

HORS-SÉRIE

Bimestriel de la Fédération anarchiste
n°53 janvier-février 2014

Nouveaux visages de L'AUTORITÉ

+

Cuba : l'Observatoire Critique de la Havane

Interview : L.L. de Mars

Hors-série n°53 du *Monde Libertaire*
Supplément au *Monde Libertaire* hebdomadaire n° 1727
Du 8 janvier 2014 au 8 mars 2014

M 06726 - 53H - F:5,00€ - T:5,00DT-rid



#53

Édito	1
DOSSIER : NOUVEAUX VISAGES DE L'AUTORITÉ	
De quoi la démocratie participative est-elle le nom ?	4
Novlangue : tyrannie de l'euphémisme et domination "douce" ..	9
La touche rôti du four	12
La méritocratie, fabrique d'une société hiérarchisée et élitiste ..	16
Bois, paie et tire toi : une petite histoire du crédit	18
Capitalisme numérique et impuissance politique	29
Le participatif, ou comment restaurer un système pourri	32
Le travail et la femme libérée (tu sais c'est pas si facile...)	34
Entretien avec Jean Rat, auteur de "la monnaie de leur pièce" ..	38
PORFOLIO	
L.L. de Mars	21
PLUS	
La bibliothèque noire	42
Chronique : "Quatre Mares", de Jean-Pierre Levaray	43
Interview : L.L. de Mars	44
Anarchie sans frontière : l'Observatoire Critique de la Havane... 50	
Frank Zappa (seconde partie)	54
FÉDÉRATION	
Les 111 groupes et liaisons de la Fédération Anarchiste	58
Radio Libertaire la grille des programmes	62
Abonnements	64

Le Monde Libertaire Hors Série, supplément du Monde Libertaire Hebdomadaire édité aux Editions du Monde Libertaire.

Direction de la publication : Fédération Anarchiste - Imprimé par les presses du Ravin Bleu, 27 rue du Capitaine Ferber, 75020 Paris.

Ont participé à ce numéro : Le comité de rédaction du Monde Libertaire ainsi que : Bertrand Rothé, Evelyn, Fred, Jauffrey, Jean Rat, L.L. de Mars, Louis la Grange-aux-Belles, Lucien, Marcelo "Liberato" Salinas, Marie Joffrin, Paul Boino, Pola-k.

Illustrations : Alain Lefebvre (p 43), L.L. de Mars (portfolio et illustrations pages 44 et 49), Loran (couverture et photos pages 4, 13, 16, 29, 37 & 59), l'Observatoire Critique de la Havane (pages 51 et 52), Pola (pages 2-3 et autres petites escroqueries kitschs).

Contact rédaction : ml-hs@federation-anarchiste.org

Les articles publiés dans ce journal sont proposés par des rédacteurs qui, partageant notre sensibilité libertaire, écrivent librement selon le principe de la responsabilité individuelle : ils ne reflètent aucune "position officielle" de la Fédération Anarchiste, mais tout simplement l'expression ouverte des multiples sensibilités susceptibles de traverser l'Anarchie en général, au delà même de notre fédération. Si vous butez sur certains propos, nous vous invitons à les considérer comme le point de départ de discussions qui ne pourront qu'être enrichissantes pour tous. Cependant, c'est avec grand plaisir que nous acceptons par avance et solidairement la responsabilité de tout propos qui viendrait heurter vos convictions racistes, homophobes, sexistes, religieuses, patriarcales, nationalistes, colonialistes ou autoritaires. Adeptes d'un vieux monde, lisez autre chose, tout simplement.

Qu'on ne s'y trompe pas : le propos du dossier qui suit n'est pas de minorer l'importance, toujours très actuelle, de l'autoritarisme "à l'ancienne". Le professeur atrabilaire, mi-maton mi-pervers, continue de rôder dans les couloirs des écoles, tout comme le petit chef vicieux arpente les allées de l'atelier. Les religions, leurs représentants, n'ont pas non plus cessé de sévir et même tentent désormais à grand renfort de "manif pour tous" et autres démonstrations de rue d'imposer leurs diktats. Partout, les hiérarchies sévissent, les ordres pleuvent comme autant de coups sur celles et ceux pris dans cette nasse, c'est-à-dire nous tous. Pendant ce temps, d'étranges créatures tiennent les rues, robocops protégeant durant les manifestations les vitrines des boutiques de luxe et celles des MacDo, cognant sans ménagement et sans aucune consigne si ce n'est celle d'assurer l'ordre républicain, de sinistre mémoire. Sur ces terrains, rien ne semble avoir bougé, les schémas paraissent figés malgré quelques aménagements. Et nous sommes loin d'en avoir fini avec la "dictature des marchés", celle de la publicité, celle d'un État entendu comme bras armé de la patrie, protecteur du travail et ami de la famille.

Pour autant, sous nos yeux, se développent d'autres stratégies, qui visent le même objectif de contrôle des foules, au sein desquelles l'autorité interprète la mascarade de son propre reniement, se grimant en gribouille à seule fin de nous faire avaler carambouilles et autres couleuvres. Selon ce nouveau masque, désormais la démocratie règnerait dans les entreprises, puisque les salariés y seraient consultés. Selon quelles modalités, dans quel but ? Mystère... On verra, dans les pages qui suivent, qu'au-delà du champ du travail, les multiples dispositifs de type participatif sont autant de rideaux de fumée destinés à maintenir en place des systèmes hérités du siècle précédent, paternalisme d'entreprise, hiérarchisme outrancier, municipalisme démagogique : "donnez-moi votre avis afin que je n'en tienne aucun compte" semble être la devise partagée par l'ensemble des défenseurs du participialisme tel qu'il se pratique aujourd'hui.

Cette fable, cependant, ne saurait suffire à contenir les désirs d'émancipation et les révoltes à venir qui y seront fatalement liées. D'autres techniques alors sont convoquées sur le champ, très sensible, de l'économie. Ici, le principe du crédit s'avère opérationnel à un point que même les organismes prêteurs n'avaient anticipé. Tenir par les traites le bon peuple n'est certes pas une nouveauté, mais avec l'invention du crédit "en un clic", dédié à la consommation mais en réalité permettant la survie, c'est peu de dire que le collier s'est encore resserré. Tous ceux et celles qui y souscrivent sont placés sous la menace de la faillite personnelle. Est-il de meilleure laisse que celle-ci ?

Qui dit laisse dit collier. Un des plus funestes qui soient est celui enserrant nos langues, ne permettant plus l'expression d'une parole libérée, désormais contenue dans les carcans d'une autocensure morbide. La nuance n'étant plus de mise, nos lexiques ont fondu comme neige au soleil de l'autorité euphémique. Notre vocabulaire est en ruine. Règne désormais le mot d'ordre publicitaire, et l'image toute faite.

L'autorité est là aussi : dans cette langue nouvelle et totalitaire par essence, qui est de tous les jours, de tous les cercles, portée par ceux-là mêmes qu'elle contraint, opprime. Aussi cette novlangue, langue de la domination, laquelle s'est instillée dans toutes les sphères de la société, se révèle être un outil central dans le cadre des nouveaux modèles de l'autorité.

Il en est d'autres, moins visibles, plus insidieux encore. Car il ne suffit pas de maintenir les populations dans l'ignorance et le mensonge, encore faut-il les pousser à désapprendre ce qu'elles savent. Qui oublie comment se prépare une mayonnaise ira l'acheter, à grands frais, au supermarché d'à côté : sur ce principe furent élaborés de nombreux processus, s'attaquant à la connaissance classique et à ses voies de transmission, jugés trop peu rentables. Il nous faut maintenant ne rien savoir : de bonnes âmes se chargeront ensuite de nous farcir le cerveau et de nous vendre les équipements, les matériels adéquats. Tu sais construire une étagère ? Connaissance superfétatoire dans le monde d'Ikea ! Ton père t'a montré, enfant, comment cuire une volaille ? Quelle drôle d'idée, à l'époque où une simple pression du doigt te permet de régler ton four... Tout cela peut paraître, finalement, très accessoire. Mais c'est justement l'accessoire, venu remplacer l'essentiel, qui désormais forme la matrice dans laquelle se débattent nos existences formatées. Le bouton sur lequel appuie le trader / soldat du capitalisme numérique ne ressemble-t-il pas, trait pour trait, au bouton "rôtisserie" du four ?

Fred

Groupe Saint-Ouen 93
Fédération Anarchiste

Dossier

**NOUVEAUX
VISAGES DE**

L'AUTORITÉ



DE QUOI LA DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE EST-ELLE LE NOM ?



Conseil de quartier, comité consultatif des services publics, jury citoyen, budget participatif, conseil municipal des jeunes, commission extra-municipale, assises de la ville, site internet collaboratif, débat public thématique, concertation de projet, conseil de développement, référendum d'initiative locale... les vingt dernières années ont connu un très important essor ainsi qu'une très forte diversification des dispositifs de participation citoyenne.

A côté des outils classiques d'information (journaux municipaux, affichage des décisions publiques, bulletins officiels...) et des procédures électorales toujours en place, ces nouveaux modes d'exercice de la citoyenneté se sont développés en partie sous l'impulsion de la loi Bourchardeau du 12 juillet 1983 sur la démocratisation des enquêtes publiques, de la circulaire Bianco du 15 décembre 1992 relative à la conduite des grands projets nationaux d'infrastructures, de la loi Barnier du 2 février 1995 relative au renforcement de la

protection de l'environnement, de la loi du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité... Ils l'ont été plus souvent encore à l'initiative même des institutions publiques : démarche Millénaire 3 à Lyon, Jury-citoyen en Poitou-Charentes, commission extra-municipale des jeunes de Neuilly-sur-Seine, etc.

Le phénomène est patent, quoi qu'essentiellement au niveau local : celui des quartiers et des communes, ainsi que des Régions ou, plus marginalement, des Départements. Le niveau étatique est peu touché ; l'Union européenne moins encore, pour ne pas dire pas du tout. Avec cette limite qui n'est évidemment pas anodine, l'extension de ces nouveaux dispositifs n'en demeure pas moins impressionnante. On les retrouve désormais dans des collectivités territoriales de tous niveaux, rurales et urbaines, plutôt cossues ou sensiblement plus populaires, de gauche mais aussi de droite. Ils sont promus en effet par des formations émanant de l'ensemble du spectre politique : de la gauche anticapitaliste à l'extrême-droite en passant par la gauche institutionnelle, les écologistes, les centres et la droite.

Ce consensus générique n'implique pas l'absence de différences quant aux modalités de mise en œuvre, aux sujets à soumettre ou non à la participation, aux publics à mobiliser ou encore aux séquences à mettre en débat (présentation préalable, évaluation à posteriori...). Il n'en possède pas moins certaines caractéristiques communes,

à commencer par un postulat sous-jacent : la volonté d'associer directement les citoyens à la gestion des affaires publiques. Cet axiome de base a de quoi interroger. Il le sera en se fondant, non pas sur les intentions que l'on peut prêter à ceux et celles qui promeuvent la démocratie participative, mais sur ce qu'ils revendiquent explicitement. Il le sera également non pas en leur attribuant des manœuvres qu'ils n'opèrent peut-être pas, mais en regardant concrètement ce qu'ils font et ce que cela produit.

Spécificité de la proposition participative

Le premier point que l'on puisse relever est que la proposition centrale de la démocratie participative n'est pas tout à fait une idée neuve. Depuis le XIXe siècle, cette idée générique d'une prise en charge directe des affaires publiques par les citoyens a par exemple été portée par les courants libertaires à travers leurs propositions – en fait assez flottantes – d'action directe, de démocratie directe, de gestion syndicale ou encore de municipalisme. Plus sporadiquement et en des termes un peu différents quoi que tout aussi mouvants, elle l'a été également par certains courants marxistes avec leurs notions cette fois-ci de conseil et de soviet. Dans les années 1960-70, elle le fut aussi et en des termes à nouveau relativement spécifiques – à défaut d'être mieux stabilisés – par des courants comme le PSU et la CFDT par exemple, avec leur projet autogestionnaire.

D'une notion à l'autre, c'est-à-dire à la fois d'un courant politique à l'autre, mais aussi au sein d'un même courant, il existait et il existe toujours des différences quant au contenu (sur quels sujets), la portée (dans quel but), l'assise (qui) et les modalités (comment) à donner à cette intervention directe des citoyens. Pour autant, elles ont en partage une même idée commune, qui n'est a priori pas très éloignée de ce que proclament aujourd'hui les tenants de la participation citoyenne.

Nous pourrions donc être amenés à penser que la proposition participative n'est, d'une certaine manière, qu'une nouvelle reformulation de cette idée générique. Il s'agirait non pas de la reprise pure et simple d'un concept préexistant parfaitement défini – et pour cause, il ne l'est pas – mais de la énième traduction d'une aspiration plus générale, avec son lot inévitable de glissements de sens, de portée et de contenu. A l'examen, des différences substantielles apparaissent toutefois.

Historiquement, la proposition fut portée par des groupes contestant l'ordre établi dans une démarche de transformation tout à la fois sociale, économique et politique. Elle visait et vise toujours à opérer un dépassement de la démocratie représentative fondée sur une délégation du pouvoir des citoyens à une représentation politique accaparée, sinon de droit du moins de fait, par des représentants issus, contraints ou liés aux classes dominantes. En vis-à-vis, les forces politiques institutionnelles et les autorités en place se sont historiquement employées au mieux à disqualifier cette proposition en la taxant d'utopie nécessairement irréaliste, au pire à la combattre en tant que menace pour l'ordre public.

Le contraste avec la situation présente est saisissant. La participation des citoyens est promue par l'ensemble ou presque des forces politiques, y compris celles qui n'ont pas particulièrement à cœur l'intervention directe des citoyens dans les affaires publiques ou parfois même la simple démocratie représentative. Elle est mise en œuvre par les autorités en place y compris en l'absence de mouvements sociaux porteurs d'une telle revendication. Elle est enfin

explicitement conçue, non pas en substitution, mais en complément de la démocratie représentative.

Sur ces points, la démocratie participative se différencie donc des autres propositions. Il en est un, en revanche, où elle les rejoint : son ambition exprimée de contribuer à une transformation de la société, non pas générale il est vrai, mais au moins au plan politique. Après l'avènement du suffrage censitaire, le droit de vote universel masculin, le droit de vote des femmes, puis l'abaissement de l'âge de la majorité, elle constituerait, selon ses partisans, une nouvelle et significative avancée de la démocratisation de nos sociétés. Cette assertion mérite d'être présentée et discutée plus précisément.

La démocratisation de la démocratie en question

Le deuxième point que l'on puisse relever est en effet l'ambition politique, mais aussi l'adossement théorique de la proposition participative. Elle entend non seulement promouvoir une nouvelle avancée de la démocratisation de nos sociétés, mais se fonde pour cela, tout à la fois en cause (pourquoi le faire) et en méthode (comment le faire), sur un certain nombre d'analyses scientifiques, disons-le, non dénuées d'intérêt.

Au plan théorique, les tenants de la démocratie participative se réfèrent en l'occurrence et à titre principal à Jürgen Habermas et à son concept de démocratie délibérative. A travers ce terme, le philosophe allemand désigne un phénomène social suffisamment constant pour être considéré comme un trait caractéristique de nos sociétés modernes. Il explique, en l'occurrence, que la légitimité des décisions politiques ne procède plus aujourd'hui, ou de plus en plus difficilement, du seul suffrage universel et de la délégation de pouvoir qu'elle octroie légalement aux élus. Notre époque est travaillée par un processus de laïcisation qui a remis en cause hier la légitimité d'édicter des lois au nom de principes transcendants comme Dieu ou la Nature. Ce même processus affecte désormais les institutions publiques y compris lorsqu'elles sont élues, en leur déniaient le droit d'édicter l'intérêt général, le bien et le mal, l'utile et l'inopportun sans que cela soit soumis à un débat public, contradictoire et argumenté, mais également inclusif et équitable.

Public : les individus attendent aujourd'hui plus qu'hier, que les décisions soient pré-

sentées, expliquées et discutées ouvertement. Contradictoire : des positions différentes doivent pouvoir s'exprimer et en réciproque, amener des justifications. Argumenté : les positions de chacun doivent être assises sur des considérations vérifiables, une logique raisonnée, des objectifs lisibles et des systèmes de valeurs explicites. Inclusif : chacun doit avoir la possibilité d'y intervenir s'il le souhaite. Équitable : chacun doit avoir les moyens de se faire entendre à la mesure non pas du pouvoir qu'il détient, mais en fonction de la valeur des arguments qu'il porte au débat.

A défaut, si la puissance publique refuse la controverse, si elle s'avère incapable de contre-argumenter ou bien encore si le débat est tronqué ou confisqué, c'est alors sa décision qui sera considérée comme arbitraire et illégitime. Cela ouvrira la voie non seulement au rejet social de cette décision en particulier mais portera atteinte plus globalement à la confiance que les citoyens ont dans les institutions publiques.

Des secteurs minoritaires de la société ont pu historiquement porter et depuis longtemps cette laïcisation du monde. Sporadiquement, on a pu la voir également s'imposer parfois dans l'Histoire. La différence, selon J. Habermas, est qu'aujourd'hui, ce paradigme délibératif est devenu hégémonique. Il est partagé par des pans entiers de la société bien au-delà des clivages partisans, et bien en-deçà aussi d'une théorisation forcément consciente. Il ne s'en exprime pas moins constamment et avec force sur maintes questions sociales, sociétales, économiques ou encore strictement politiques.

Ce changement se lit par exemple, dans la difficulté croissante des institutions publiques à imposer purement et simplement leurs décisions y compris, voire surtout au nom de l'intérêt général ; dans la défiance croissante vis-à-vis de la classe politique que les élus sont les premiers à déplorer ; dans la hausse de l'abstention qui affecte y compris les élections locales ; dans l'explosion des recours juridiques déposés par des particuliers contre des décisions publiques ; dans les mouvements protéiformes qui contestent le droit de l'État à prélever l'impôt, ici à modifier les rythmes scolaires ou là encore à déterminer comment on doit se vêtir, si l'on a le droit ou non de se prostituer ou si l'on doit travailler ou pas le dimanche. De nombreux autres exemples pourraient être pris, à commencer par les conflits autour du mariage pour tous, des grands projets d'infrastructures comme les aéroports ou les stades de foot, ou encore des écotaxes. On y retrouve à chaque fois la même grammaire sous-jacente : l'acceptabilité sociale d'une décision publique ne procède plus du simple fait que l'autorité qui la prend ait été élue. Il y a nécessité aujourd'hui comme hier qu'il y ait un consentement à la loi, mais ce n'est plus aujourd'hui au seul nom du suffrage universel, comme hier au seul nom de Dieu que ce consentement s'obtient. C'est désormais à l'épreuve du débat public que sa légitimité se forge... ou pas.

C'est à cette exigence de démocratie délibérative que la démocratie participative entend donc répondre. Ses promoteurs la présentent en l'espèce, comme un outil en capacité de prévenir les conflits croissants autour des décisions publiques en les soumettant avant, pendant et après à des débats publics. Elle entend prendre en compte les avis des différentes catégories de population (riches et pauvres, jeunes et vieux, hommes et femmes) et de structures (entreprises, associations, etc.) qui composent la société, nonobstant leur statut, leur pouvoir, leur influence ou encore leur richesse. Elle se veut en capacité de faire remonter les problèmes dont ces différentes catégories de citoyens et de structures font état, les solutions qu'ils préconisent, les priorités qu'ils affichent, les remarques qu'ils émettent et cela en fonction de la seule valeur de leurs arguments. Son ambition déclarée est en outre d'améliorer en cela non seulement la légitimité des choix publics mais aussi leur pertinence, en permettant qu'ils évoluent en fonction des arguments fondés qui auront été exprimés. Elle se propose enfin et tout aussi explicitement d'articuler deux exigences potentiellement antagonistes : la demande sociale de délibération contradictoire des choix publics avec la nécessité d'opérer in fine des choix, de prendre des décisions qui ont à l'être selon eux, tout aussi légitimement par les personnes élues à cette fin.

Ce sont ces cinq enjeux fondamentaux (prévenir, inclure, confronter, enrichir, réconcilier) auxquels est censée répondre la démocratie participative. Ce sont ces cinq enjeux qui sont rappelés incessamment par la plupart des publications et des sites qui en font la promotion. À l'épreuve des faits, la réalité s'avère toutefois sensiblement différente.

Démocratie participative ou démocratie occupationnelle

Les dispositifs mis en place sont censés élargir l'implication des citoyens. Ils touchent en réalité relativement peu de monde. Selon les études disponibles, il y a rarement plus de 1% de la population concernée qui participe par exemple à un comité de quartier. Avec cette limite, il n'en est pas moins vrai que ces dispositifs ouvrent la chose publique au-delà de ce que permet le système électoral avec ses 600.000 élus environ. Mais ce n'est pas tant en termes quantitatifs que le problème apparaît. C'est surtout au plan qualitatif.

La quasi-totalité de ces dispositifs ne sont pas ouverts au tout venant. Ils reposent sur des procédures de sélection à l'entrée parfois aléatoires (le cas par exemple des jurys-citoyens avec tirage au sort d'un panel sur l'annuaire ou sur les listes électorales), plus fréquemment semi-aléatoires (libre candidature des citoyens, puis tirage au sort parmi les postulants comme cela se pratique dans la plupart des comités de quartier) mais aussi parfois arbitraires (la puissance publique nomme ceux et celles qu'elle accepte d'intégrer dans le dispositif comme dans le cas par exemple de la plupart des conseils de développement). À l'occasion, certaines études soulignent que ces procédures de sélection peuvent être également utilisées pour mettre à l'écart certains acteurs gênants (certaines associations par exemple) ou encore des opposants politiques.

Quelles qu'en soient les modalités, il s'avère au final que ces modes de sélection sont à minima peu lisibles et cela non pas dans l'absolu – le mode d'emploi peut se trouver – mais pour le grand public. Changeant de dispositif en territoire, de territoire en territoire, mais également dans le temps, ils sont substantiellement moins compréhensibles que les règles qui président à la sélection des élus : le bulletin de vote.

La relative opacité n'est pas la seule caractéristique de ces procédures de sélection. Leur filtrage sociologique en est une autre. Car certains individus ont tendance à ne pas être choisis ou à ne pas postuler ou encore à se désister quand bien même ils seraient tirés au sort. Ainsi il s'avère que la participation de certains groupes sociaux est faible : les jeunes, les personnes issues de l'immigration extra-européenne, les étrangers et les classes populaires les plus précarisées sont en l'occurrence sous-représentées, tout comme d'ailleurs les chefs d'entreprises, les artisans, les commerçants et les salariés à temps complet. À l'inverse, on note une sur-représentation des plus de 45 ans (et plus encore des jeunes retraités), des femmes (pour une fois), des groupes sociaux dotés d'un certain capital culturel, même s'ils sont médians au plan économique, et des personnes d'origine autochtone ou européenne.

À l'usage, les dispositifs participatifs s'avèrent ainsi peu représentatifs. À l'exception de leur relative féminisation, leur composition est en revanche relativement proche de la sociologie des élus (et de celle également des cadres intermédiaires et supérieurs de la fonction publique) : 70% des députés appartiennent à la seule catégorie des professions intellectuelles supérieures, bien plus encore sont des hommes d'origine européenne ; 66% des maires des communes de plus de 3500 habitants également...

Pour certains, ce défaut de représentativité des dispositifs de participation serait toutefois un faux problème ou une question subsidiaire.

Ce qui compterait, ce sont moins les caractéristiques sociologiques des individus en présence, que la qualité des échanges produits. À l'examen de leur fonctionnement concret, cette « *qualité des échanges produits* » n'est toutefois pas sans soulever elle-aussi un certain nombre de remarques.

Dans la quasi-totalité des cas, l'agenda des dispositifs participatifs est défini non par les personnes qui y participent, mais par l'institution publique qui les a mis en place. L'auto-saisine est soit techniquement impossible (les questions soumises aux jurys-citoyens ou encore aux concertations de projet sont par définition déterminées par ceux-là mêmes qui convoquent ces dispositifs), soit explicitement ou implicitement proscrite (les ordres du jour des conseils de développement ou des comités de quartier sont déterminés, à de rares exceptions près, soit par les collectivités qui les organisent, soit par leur président lui-même non pas élu par les membres du conseil ou du comité mais nommé par l'institution publique). En d'autres termes, les individus qui participent à ces dispositifs ne sont pas en

capacité de débattre du sujet de leur choix.

« Les questions qui attendent au cœur des stratégies publiques sont placées globalement en dehors du champ de la participation »

Ils le sont d'autant moins que les sujets mis à l'agenda des dispositifs participatifs sont fortement cadrés. À l'exception des très rares cas de budget participatif qui portent sur l'allocation des moyens et donc sur des choix en amont, il s'agit généralement de questions portant soit sur des projets déjà relativement construits (tel projet d'infrastructure,

tel projet d'aménagement), soit sur des politiques déjà menées (c'est le principe même d'un jury-citoyen qui se veut une évaluation a posteriori d'une politique publique). Dans un cas comme dans l'autre, ce qui est mis en débat se situe donc à l'aval de l'action publique. Cela laisse la possibilité d'en discuter les modalités d'application (prise en compte de nuisances sonores, disposition du mobilier urbain, ...) ou de donner son avis sur les avantages et les inconvénients de la politique qui a été conduite (confort des espaces publics, ponctualité des trains, ...). En revanche, cela ne permet guère d'en discuter l'intérêt relatif (est-ce la priorité comparativement à d'autres problèmes publics ?), ni la pertinence (ce qui a été fait répond-il correctement à un enjeu réel ?), ni du reste toujours l'efficacité (y avait-il d'autres solutions plus efficaces à un moindre coût ?).

Les questions qui attendent au cœur des stratégies publiques (faut-il mettre les moyens dans le logement ou dans l'embellissement des espaces publics, faut-il soutenir le petit commerce ou laisser construire une plateforme commerciale périphérique...) sont placés globalement en-dehors du champ de

la participation. On comprend en cela que Pierre Calame puisse renvoyer la participation à « *une démocratie occupationnelle ou l'art d'occuper les gens à des questions secondaires* ».

L'ordre du jour étant structuré, la suite du fonctionnement des dispositifs participatifs ne l'est pas moins. Chaque session est en général organisée non pas autour de l'exposé de thèses différentes, ni de la confrontation argumentée d'avis contrastés portés par autant d'individus et de structures ayant chacune une analyse singulière du sujet mis en débat, mais, dans la plupart des cas, autour d'une introduction univoque préparée soit par les services techniques de l'institution publique qui commande le dispositif participatif, soit par un cabinet de consultants spécialisés dans la concertation et payé par l'institution commanditaire. Dans les deux cas, les mêmes présentations de plusieurs dizaines de diapositives de chiffres, de cartes, de graphiques et de slogans récurrents sur la cohésion sociale, le développement durable, la compétitivité, l'avenir des seniors... Dans les deux cas, les mêmes interventions plus sporadiques d'experts venant expliquer la complexité des choses en des termes pas nécessairement plus simples. Et de temps à autres, une séance de *clouding* afin de faire émerger les avis de chacun mais en un mot, à noter sur des post-it, que l'animateur s'empressera de regrouper en nuages d'idées congruentes afin de révéler à l'évidence de tous la convergence de vue qu'ils entretiennent mais qu'ils ignoraient jusqu'alors.

Au final, les travaux de recherche qui ont été menés¹ montrent que les dispositifs participatifs n'ont qu'un impact mineur sur la décision publique. Ils conduisent à l'occasion à certains aménagements périphériques, mais jamais à la réorienter radicalement, ni a fortiori à revenir dessus. On comprend mieux dès lors la difficulté qu'ils ont à mobiliser dans le temps. Rapidement, il s'avère que la moitié des personnes ne participent plus aux réunions des comités de quartier et des conseils de développement. Certains techniciens qui travaillent dans les institutions publiques et certains élus ne manquent pas de déplorer ce manque d'assiduité malgré les efforts qu'ils déploient pour organiser la participation. On peut toutefois se demander si c'est un manque d'intérêt pour la chose publique qui explique ce désengagement, ou plutôt le découragement de citoyens confrontés à la faible capacité d'influence de ces dispositifs, ce que Agnès Villechaise-Dupont et Sandrine Rui ont appelé "la participation désillusionnée".

En dernier lieu, il apparaît enfin que les dispositifs participatifs n'ont pas un impact significatif sur les relations entre les individus et les institutions publiques. La participation directe à ces dispositifs conduit effectivement à ce que les personnes impliquées com-

prennent mieux les projets portés à leur connaissance, mais cela n'implique toutefois ni qu'elles les approuveront pour autant, ni même qu'elles renoueront avec le vote comme l'a montré l'étude de Julien Talpin. Plus globalement encore, il apparaît que cela n'a pas d'impact direct sur l'opinion publique. L'effet d'entraînement que pourrait avoir les participants à ces dispositifs sur l'ensemble de la population est en effet minime du fait de leur faible nombre et de leur faible représentativité.

La participation comme entreprise politique de légitimation

Les dispositifs participatifs apparaissent en définitive sensiblement décalés par rapport aux exigences de démocratie délibérative auxquels ils sont censés répondre. Par rapport aux objectifs qu'ils énoncent eux-mêmes, il semble qu'ils ne réussissent pas à prévenir les conflits, comme en attestent l'abstention, la croissance des contentieux administratifs et les contestations qui continuent à se déployer. Ils peinent également à représenter l'ensemble des groupes qui composent la société du fait des effets de filtrage sociologique en partie subis (effet d'auto-exclusion de certains groupes) et en partie organisés. Ils ne font guère remonter les enjeux, les problèmes, les solutions portés par les différentes composantes de la société, car leur fonction centrale est inverse : elle est bien davantage de faire redescendre les choix déjà opérés par la puissance publique et de convaincre de leur bien-fondé. Ils ne génèrent enfin, qu'une modification très marginale des choix publics.

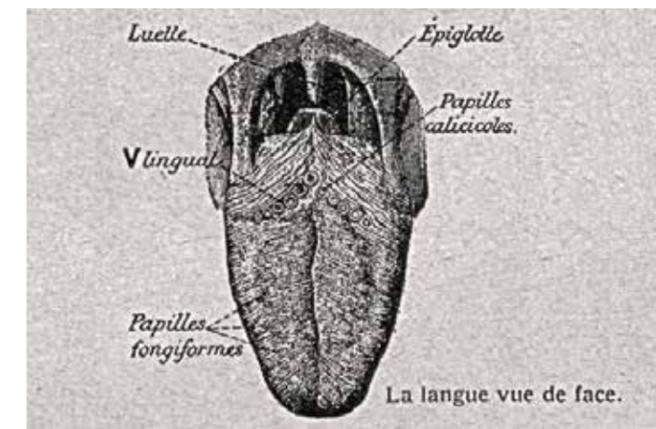
Au-delà de la théorie, par-delà la bonne volonté de certains et les velléités d'instrumentalisation qu'ils génèrent, les dispositifs participatifs apparaissent ainsi, dans la matérialité de ce qu'ils sont et de ce qu'ils produisent, avant tout et surtout comme des outils de communication permettant aux institutions publiques d'expliquer ce qu'elles font — ce qui n'est pas forcément inutile. Ils se construisent également comme des machines à convaincre, non pas réellement l'ensemble de la société, mais les cercles sélectionnés qu'ils intègrent, comme le montrent les modalités d'entrée qu'ils instituent, l'intensité et l'unicité des informations que l'institution verse au débat lors des séances participatives, et les techniques d'animation de groupe qui y sont utilisés. Ils s'instituent enfin et bien plus fondamentalement comme des entreprises politiques de re-légitimation de l'action publique, non pas par le truchement de controverses argumentatives au sens d'Habermas, mais par l'instauration d'une légitimation croisée entre deux mondes relativement similaires : celui des élus et celui des "participatifs". En les érigeant au rang de représentants de la société "civile" reconnus par les institutions publiques, la démocratie participative légitime ceux qu'elle intègre et renforce en cela leur leadership social (c'est le cas des représentants d'association par exemple, car d'autres n'y sont pas), ce qui débouchera à terme dans certains cas, sur leur cooptation dans la sphère politique (intégration lors des élections suivantes dans une équipe). Réciproquement, les "participatifs" revivifient la légitimité des élus qui peuvent dès lors adosser leurs décisions à la double onction que leur donnent le suffrage universel et la démocratie participative. Ce qui leur permet notamment de disqualifier au moins rhétoriquement l'action d'éventuels opposants : le cas de la construction des grands stades est à ce sujet symptomatique de situations où la démocratie participative a donné son onction au projet alors même que la démocratie délibérative au sens d'Habermas la conteste.

Communication univoque, construction de consensus dans des arènes sérieuses et légitimation du politique par ce consensus et non pas par la contradiction, limitation du débat à des sujets à l'aval de l'action publique... la démocratie participative apparaît en définitive, moins comme une réponse aux défis posés par l'exigence délibérative énoncée par Jürgen Habermas que comme une nouvelle théatralisation de l'action publique, avec la figure de l'élus au contact du terrain, ouvert au dialogue et de l'institution publique pédagogue, mais sans que les pratiques du pouvoir n'en soient substantiellement bouleversées.

Paul Boino.

NOVLANGUE : tyrannie de l'euphémisme et domination "douce"

La novlangue, entendue comme système de coercition, n'a en réalité de neuve que le nom. A travers l'Histoire, la volonté de dominer les populations par le biais d'un lexique, d'une syntaxe, d'une grammaire nouvelle ne s'est jamais démentie. A l'époque contemporaine, la nouveauté est qu'elle s'impose de façon moins brutale, plus insidieuse. Distillant ses néologismes, distribuant de nouvelles affectations aux mots anciens, la novlangue se veut "soft", lisse, basée sur le consentement collectif... à l'image du capitalisme dont elle est la langue officielle.



A l'origine, la novlangue ("newspeak") est le langage parlé dans le roman de Georges Orwell, 1984. Dans ce récit, son principe est de diminuer le nombre de mots, d'en fusionner certains, de procéder à une simplification lexicale et syntaxique de grande ampleur, de sorte que les concepts permettant de réfléchir soient réduits à néant et que les foules, rendues stupides, soient aisément manipulables. Pure fiction ? Rien n'est moins certain. Dans un ouvrage de référence¹, Eric Hazan démontre que nous ne subissons rien moins qu'une tyrannie sémantique imprégnant les esprits tout autant que les cœurs. Des "réformes", terme bateau désignant l'ensemble des reculs en matière de droits sociaux, aux "couches modestes" appelées en d'autres temps les pauvres, un vaste champ lexical visant à renforcer les pouvoirs politiques, médiatiques et économiques

¹ « LQR, la propagande au quotidien », Eric Hazan, éd. Liber-raisons d'agir, 2006.

se trouve désormais partagé, comme autant d'évidences, par l'immense majorité de la population.

Ses armes de prédilection : l'euphémisme ou, à contrario, l'exagération à outrance. Selon les cas de figure seront utilisés l'un ou l'autre : on parlera de "mouvements sociaux" pour éviter de parler de révoltes, mais un simple feu de poubelle suffira à désigner son auteur comme un "casseur", livré à la vindicte populaire, voire militante. Dans le même ordre d'idée, le terme de vidéosurveillance est en voie de disparition au profit de celui de "vidéoprotection".

¹ Voir à ce propos celles conduites par Sandrine Rui, Alice Mazeaud, Laurence Monnoyer Smith et Nicolas Benvegna

L'objectif, dans tous les cas, demeure le même : gommer les litiges, les frictions, les oppositions radicales, au profit d'un consensus mou entendu comme seul horizon d'une société fantasmée, soi-disant apaisée, débarrassée des oripeaux de "l'autre siècle". Lutte des classes, rapport dominés/dominants, prolétariat, révolution... autant de dénominations prétendument disqualifiées, entendues comme dépassées. Celles et ceux qui se risqueraient à en user encore seront vus comme autant de ringards, has-been définitifs, quand bien même leur discours découlerait d'une observation de ce qui se produit, quotidiennement, sous leurs yeux. Seront pareillement disqualifiés ceux qui refusent de faire allégeance à la démocratie dite de représentation et à son discours "civique" (« *abstention, piège à cons* », titrait il y a quelques années le journal Libération, en un retournement sémantique qui, au regard de l'histoire propre à ce quotidien, a valeur d'allégeance mollassonne et facile au consensus mou qui règne lors des élections.) Enfin, seront voués aux gémonies les rebelles au travail, à la litanie médiatique et publicitaire liée aux "valeurs actuelles", réussite professionnelle, revenus confortables, famille formidable... Les exemples ne manquent pas de formules simplifiées à outrance, évidences préfabriquées. Ainsi la grève n'est plus que "grogne", impliquant la "prise en otage" de braves usagers, tandis que les salariés ont glissé vers le statut de "collaborateurs". Dans le même temps, le patronat accède au titre glorieux de "forces vives de la nation" (les travailleurs, les producteurs, en seraient donc les forces amorphes ?), et les syndicats à celui de "partenaires sociaux". Et très logiquement, ces glissements sémantiques mènent rapidement à des glissements comportementaux : depuis qu'ils sont partenaires sociaux, les syndicats sont effectivement littéralement devenus partenaires (voire complices) du patronat dans la gestion sociale de l'entreprise, et non plus défenseurs des travailleurs. La sémantique, induisant une nouvelle compréhension de la fonction, en modifie le contenu.

Les médias, fidèles relais des fournisseurs d'idées toutes faites, pour leur part nous bombardent à la moindre occasion de "valeurs univer-

selles" jamais clairement définies (et pour cause), de "lutte antiterroriste", même quand celle-ci consiste à réveiller à l'aube les épiciers de Tarnac. En l'espace de trois années, les campements Roms se sont vus par ces mêmes médias rétrogradés au rang de "bidonvilles", et les bénéficiaires des minima sociaux à celui "d'assistés". Quant à l'armée française, loin de mener une guerre au Mali, elle s'y trouve engagée dans une "intervention militaire"... Pas de guerre, pas de morts : air connu.

Dans ce vaste chantier de rénovation/appauvrissement du langage, chacun trouvera ses propres exemples, en se contentant de tendre un peu finement l'oreille. Ne nous y trompons pas : aucun domaine n'échappe à ce travail de sape. Dans la sphère militante, gangrenée comme les autres par la pratique néologique, d'aucuns se déclarent désormais "rupturistes" plutôt que révolutionnaires, émergent, ici ou là, de ces "micro-résistances" qui n'ont de résistance que le nom mais qui, effectivement, paraissent tout à fait "micro". On se définira comme "libertaire" plutôt que comme anarchiste, de manière à embrasser les aspects culturels de cette mouvance, et d'en laisser de côté le projet politique, économique. Dès lors, on ne s'étonnera pas de voir les rejetons de la bourgeoisie investir ces espaces permettant de s'encanailler (pour un temps) sans risque d'être confrontés à une critique, trop radicale, des mécanismes régissant une société basée sur la domination exercée par leurs pairs.

Comment cette novlangue fonctionne-t-elle, selon quelles modalités ? D'après Eric Hazan, « *la relation incestueuse avec la publicité contribue à faire de la LQR² un instrument d'émotion programmée, une langue d'impulsion comme on dit "achat d'impulsion"*. »³ L'évidence d'une mainmise du langage publicitaire sur le monde politique, médiatique et économique n'est plus à démontrer. Cette industrie de l'euphémisme, de "l'in-sensé", de la déréalisation, est parvenue à épuiser, à vider de l'intérieur discours et postures jugées trop dangereuses pour le pouvoir. Certains ressorts inconscients sont ici activés : la novlangue se nourrit de nos peurs, nous renvoyant sans cesse à d'archaïques croyances, de sorte que l'esprit critique se dispose à rendre les armes. Toujours selon Eric Hazan, elle serait, entre autres, en charge de nous convaincre « *que l'oligarchie médiatico-politico-financière qui régit ce pays n'est pas seulement "rigoureuse", "déterminée", "inflexible", mais qu'elle est aussi "à l'écoute", "soucieuse de solidarité", "proche du terrain"... Bref, que le bon papa collectif qui règne sur la grande cité pacifiée est non seulement sévère mais aussi proche de nous et même affectueux*. »⁴ Aussi la langue parlée par le "bon papa collectif", sa Bonne Parole, pensée pour être compréhensible et reprise par le plus grand nombre, jouera à plein sur l'affect, sur la dimension pratiquement psychanalytique de la dépendance au père (ne sommes-nous pas tous les enfants de ce "brave papa" ?)

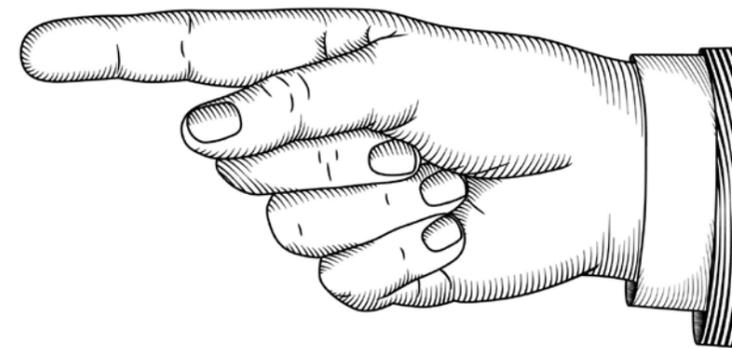
Dans l'ordre des croyances archaïques desquelles la novlangue tire sa force, l'une des plus opérationnelles est celle du complot. Du superpouvoir occulte chargé d'organiser, lors de réunions secrètes, cette mainmise sur nos lexiques. Non seulement cette explication a le mérite de la simplicité, mais surtout elle nous dédouane de toute responsabilité. Niant la dimension du consentement collectif, elle fait de nous des victimes, et non plus les acteurs de son expansion. Évidemment, rien n'est plus faux. Le complot n'est qu'un mythe, doublé d'un leurre. On a vu que la novlangue repose non sur l'imposition, l'injonction, mais sur le consentement global de celles et ceux qu'elle manipule. Elle infuse, lentement mais sûrement dans notre quotidien, bénéficiant de relais nombreux mais dont l'action seraient vouées à l'échec s'ils ne savaient compter sur notre complicité plus ou moins consciente. Bien entendu la novlangue a ses chauds partisans : celles et ceux pour qui sa large propagation est une des conditions du maintien du statu-quo et donc, une garantie de leur position dominante. Ils sont quelques milliers, personnel politique,

² « *Lingua Quintae Reipublicae* » : la langue de la domination.

³ « *LQR, la propagande au quotidien* », Eric Hazan, éd. Liber-raisons d'agir, 2006.

⁴ Interview d'Eric Hazan dans CQFD, 15 avril 2006.

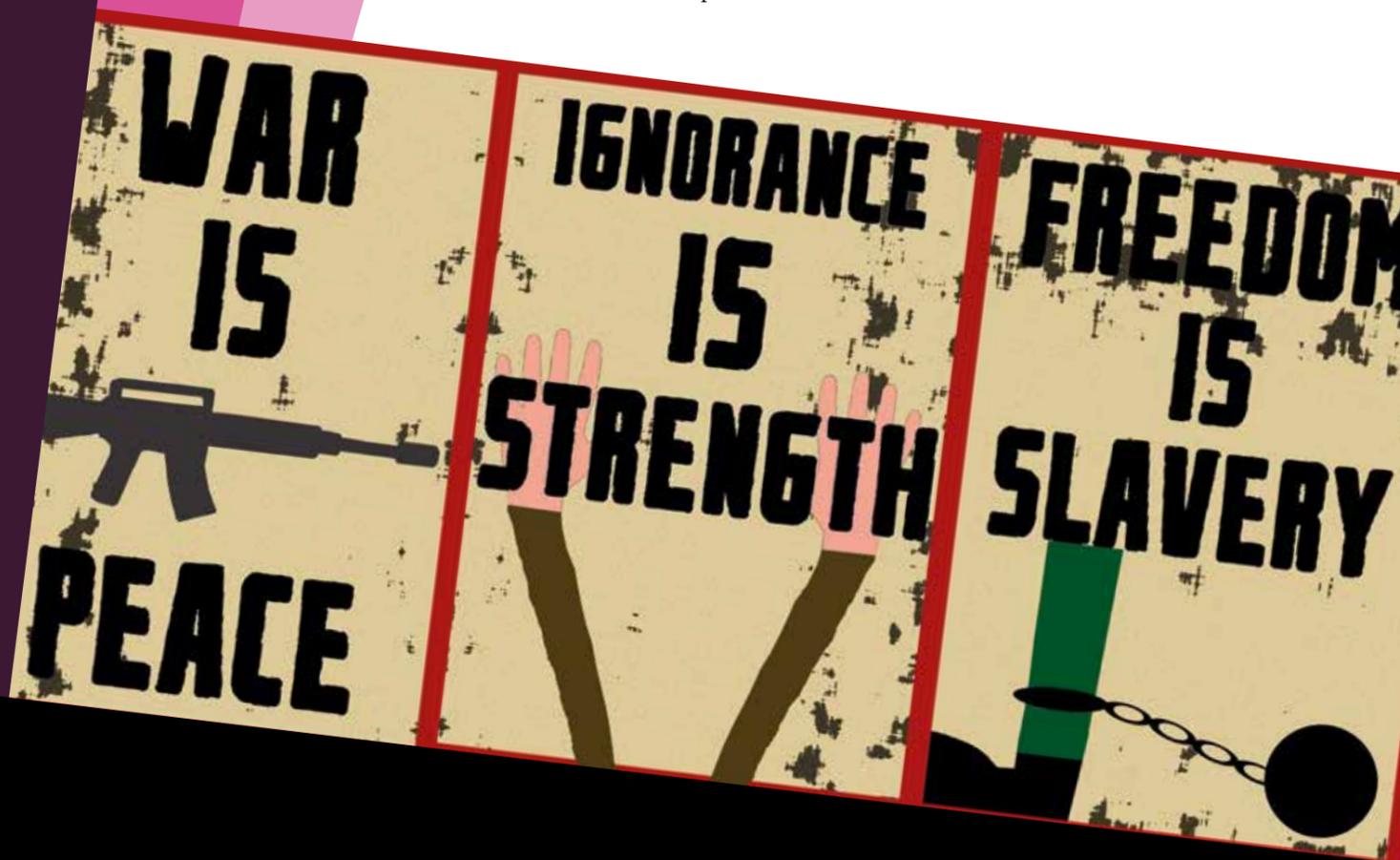
⁵ « *Petit cours d'autodéfense intellectuelle* », Normand Baillargeon, Lux éditeur, 2005.



journalistes, publicitaires, économistes, grands patrons, professeurs d'universités... Leur audience est à la hauteur de leur docilité : sans limite. Ils ne sauraient cependant assurer à eux-seuls le succès de la langue de la domination, succès plus sûrement assuré par ses possibilités de dissémination et contamination (largement renforcées par les nouveaux médias, au premier rang desquels le net), et nos dispositions à la facilité, au simple, au prémâché. Les usurpateurs, voleurs de sens, ont besoin de notre concours. Et c'est peu dire qu'on le leur accorde.

Apparaissent cependant, ici ou là, de belles résistances. Dans la presse alternative, dans l'édition, sur le net même, d'aucunes s'attachent à analyser, dénoncer cette tentative d'emprise lexicale dont on a vu pourtant qu'elle a largement prospéré. À côté du livre d'Eric Hazan³, on trouvera celui de Normand Baillargeon⁵, lequel fournit les clefs (en vérité, tout un trousseau !) autorisant le décryptage et permettant de repérer les multiples pièges tendus par la novlangue. On connaît par ailleurs le travail de Noam Chomsky, linguiste, philosophe, anarchiste, qui mène depuis plus de cinquante ans une critique radicale des mass médias. On s'y référera avec bonheur, si nous souhaitons au moins saisir la nature de notre asservissement. Mais le plus important reste bien entendu notre propre disposition à la critique, à l'analyse, notre capacité à déceler, au quotidien, l'expression de cette novlangue. L'une des qualités de l'exercice, et non des moindres, est son indéniable propension à déclencher le rire : une fois décodées, certaines expressions ou tournures se révèlent en effet à ce point absurdes et grossières qu'elles en deviennent fatalement comiques. Le rire est de notre côté : c'est une arme de premier choix !

Fred
Groupe Saint-Ouen 93
Fédération Anarchiste



La touche RÔTI du four

"On n'est jamais si bien soumis que par soi-même"

Il est beau l'homme moderne hein ? Il a aboli l'esclavage (en le renvoyant vers les ateliers de misère du tiers-monde), il lutte contre la pollution industrielle (en la délocalisant dans les usines de traitement du Bangladesh), il a la recette infallible pour instaurer la paix, les droits de l'Homme et la démocratie dans les coins les plus reculés du monde (1-bain de sang, 2-ouverture du Macdo), il mange des baies de goji issues du commerce équitable (achetées en passant à la caisse automatique qui remplace 15 hôtesses chez Carrefour) et des tomates bio (venues d'Égypte en avion), surfe sur les vagues de tendance de l'internet haut débit et se délecte de ses Lumières en déplorant que le reste du monde se traîne dans la fange moyenâgeuse... Bref, il progresse, l'homme moderne, il progresse...

Tiens causons-en, justement, des fameuses Lumières : si j'ai bonne mémoire, l'idée de

base, c'était tout de même de sortir l'humanité de l'obscurantisme, non ? Le plan était pourtant simple : les progrès de l'esprit humain au service d'avancées techniques et technologiques libératrices de temps, d'espace et de confort laissant enfin le champ nécessaire à l'esprit pour que, débarrassé des contraintes matérielles, il développe encore ses facultés mentales et matérialise ses progrès dans des avancées libératrices... etc. : oh la belle spirale montante !

... C'est clair, il y a un moment où le projet initial a ripé. Quelque chose a buté sur la notion de confort, et la machine s'est enrayée pour ne produire indéfiniment que les béquilles de nos paresse ordinaires. Le mythe du progrès sans fin, sur lequel s'est bâtie toute notre civilisation depuis Condorcet¹, a donné naissance à quelque chose qui tient bien plus du Meilleur des Mondes de Huxley que du monde meilleur dont rêvaient les philosophes d'alors. Une sorte de monstre insidieux paré des oripeaux de la liberté — tant il est vrai que le terme "liberté" s'est lentement délesté du concept d'autonomie — dans les bras douilleux, grassouilleux et rassurants duquel nous nous endormons sans méfiance pendant qu'il nous enchaîne et nous suce la cervelle goutte à goutte.

Aucun auteur de science fiction n'avait imaginé cela : l'absolutisation du contrôle social, la déshumanisation et la soumission totale qu'ils décrivaient ne seraient pas le fruit d'une volonté (de l'État, de grands Trusts ou d'un pouvoir quelconque) mais le résultat d'un processus, d'une dynamique dépassant et utilisant les groupes sociaux et les logiques individuelles. On ne nous force plus à la soumission, nous en sommes demandeurs. Mieux : c'est nous qui la fabriquons. En acceptant une forme de progrès qui change la lettre et l'esprit même du progrès.

Tiens, par exemple, j'adore cuisiner. Je passe un temps considérable à admirer très sincèrement la subtilité des goûts d'un aliment selon qu'il est braisé, étuvé, rôti, saisi, grillé, je me régale de la différence entre la franchise nette d'un poêlé à l'huile comparée à la façon dont le beurre enfleure les sucs de cuisson pour en libérer les arômes dans de fabuleux déglacés, le rendu d'une carotte selon qu'elle est coupée en julienne ou à la paysanne, cuite dans une cocotte en fonte

¹ On peut relire à ce sujet Nicolas de Condorcet : Esquisse d'un tableau historique des progrès de l'esprit humain

ou une casserole en inox, je teste différentes émulsions, mariages, montages, ingrédients... Bref, de la cuisine quoi.

J'ai un nouveau four. Un très beau four, avec — selon la pub — plein de modes de cuisson différents (chaleur tournante, pas tournante, d'un côté, de l'autre, des deux, vapeur, très basse température...), un petit écran digital pour programmer des trucs et un clavier tactile très fun qui fait bip bip quand on le touche. Apparemment il a l'immense avantage — si je m'en réfère encore à l'imagerie de la pub, qui, décidément, n'en a pas fini avec les clichés sexistes aliénants — de pouvoir être utilisé en robe du soir à paillettes et diamants au cou sans problème, ce qui ne me concerne que peu, mais sait-on jamais...

Mon four a (entre autres) une touche rôti : tu mets ton rôti au four, tu appuies sur la touche rôti et tu laisses faire, théoriquement le résultat est parfait. Il a aussi une touche pizza, une touche pain, une touche meringue blanche, meringue colorée... tout est prévu, il suffit de lui dire ce que tu veux faire cuire. Mais impossible d'accéder, en dehors de ces programmations, aux différentes cuissons dont dispose pourtant l'appareil.

Pour m'en servir, il m'a fallu donc comprendre que, par exemple, la touche "levage de pâte" correspond à une vapeur à 35°, ou la touche "décongélation" à la même température ventilée, la touche "brioche" à une chaleur tournante à 180°... puis, dans tous les cas, ruser pour modifier les températures pré-programmées, ce qui demande un certain art du détournement.

Si j'essaie d'apprendre la cuisine à mon fils, comment lui expliquer la cuisson d'une viande alors que les connaissances que je peux lui transmettre ne lui serviront à rien devant cette touche rôti, voire même l'handicaperont ? De quelle façon pourra-t-il y prendre plaisir si les appareils qu'il utilise sont conçus par des gens qui considèrent à priori leur usage comme une corvée qu'il faut simplifier ? Et comment pourra-t-il y exercer quelque créativité si ce n'est celle des ingénieurs qui ont programmé les outils qu'il utilisera ?

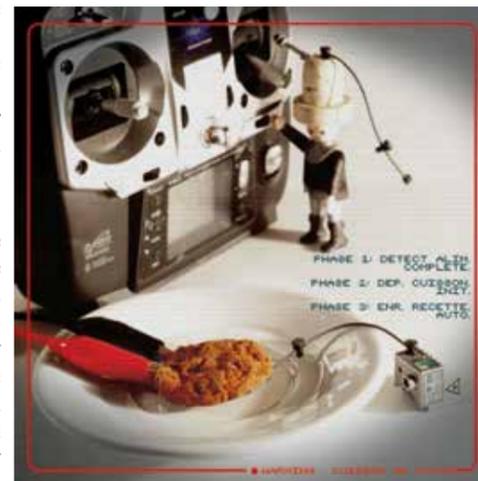
Un consommateur averti ne vaut rien

Cette sollicitude à nous simplifier la vie ne s'arrête pas aux instruments électroniques : au rayon légumes de mon supermarché, on trouve des filets de pommes de terre "spécial four, purée, potage", d'autres "spécial frites" et d'autres encore "salade, vapeur". Connaître les variétés est devenu inutile, voire dangereux pour le distributeur : cette présentation lui permet de faire changer, au fil des négociations avec les producteurs, les pommes de terre contenues dans ledit filet sans que personne ne s'en aperçoive : après tout une patate vapeur c'est une patate vapeur. Ma grand-mère doit certainement verser une larme en se rappelant le temps passé à me raconter la petite Ratte ferme à la saveur de châtaigne, si différente de la Pompadour et son goût de beurre frais... mais bon, faut ce qu'il faut, et un consommateur averti ne vaut rien.

Cette touche rôti, ce filet de patates, c'est exactement la distinction qu'opère Deleuze entre pouvoir et puissance. Les technologies qui sortent aujourd'hui, certes accroissent notre pouvoir : tu es dans ta cuisine, tu as un four moderne, ça te permet de faire cuire un rôti

sans chercher la recette, sans même avoir besoin de jamais la connaître... C'est un pouvoir. Mais ça n'augmente pas ta puissance. La puissance, c'est en toi : tes sentiments, tes perceptions, tes affects, la somme de tes expériences... ce qui, grosso modo, te permettra de cuisiner même dans une grotte au besoin. Ou, au moins, de prendre un certain plaisir à choisir tes pommes de terre. Plus on acquiert du pouvoir par la technique, plus on délègue nos savoir-faire, plus on s'ampute d'une puissance personnelle directe.

Tout cela n'est pas un phénomène nouveau, bien sûr. Il y a cinquante ans, si vous étiez assez chanceux pour posséder une voiture, vous saviez probablement comment la réparer. Les gens savaient au moins faire la vidange, changer les pneus, et même régler le moteur. Un moteur de voiture aujourd'hui ne peut être rien d'autre qu'un mystère ressemblant à



une jolie boîte hermétique reliée à des cadrans lumineux. Tu es dépendant de vendeurs pour te dire laquelle acheter, de ton ordinateur de bord pour t'informer de ce qui ne fonctionne pas, de mécaniciens spécialisés pour l'arranger.

J'ai (intérieurement) traité mon grand-père de vieux quand il me houspillait

parce que j'avais besoin d'une calculatrice pour une multiplication à plus de deux chiffres, ou mon père qui levait les yeux au ciel en me prédisant les 7 plaies d'Égypte quand je lui parlais de mon ordinateur.

Nous serons tous, très bientôt, des vieux cons : il suffit de s'intéresser suffisamment à quelque chose (la cuisine, la photo ou le graphisme par exemple) pour s'apercevoir que les outils mis à notre disposition sont de plus en plus, non seulement fabriqués pour des abrutis flemmards, mais aussi empêchent l'exercice de la connaissance. C'est fantastique que tout le monde puisse aujourd'hui utiliser un appareil photo sans la moindre compétence technique, mais c'est aussi un désastre. Parce que, d'une part personne n'apprend plus réellement à faire de la photo (tout juste à produire des images techniquement correctes avec les derniers filtres à la mode) ; et d'autre part, pour qui veut faire

vraiment de la photo, c'est à dire toucher à l'ouverture, la profondeur de champ, la sensibilité, il n'y a, ou n'y aura bientôt, plus d'outil.

... Tout au moins plus d'outil facilement accessible : dès lors qu'on y met le prix le plus haut, la plupart des appareils réintègre étrangement la possibilité de jouer sur les paramètres de base, tout comme les pommes de terre des épiceries de luxe retrouvent leur carte d'identité et d'origine. Tout cela est réservé à "ceux qui savent déjà", les possibilités d'apprendre ne peuvent plus passer par la pratique d'outils grand public, et l'écart des compétences réelles se creuse de plus en plus en fonction de la taille du porte-monnaie. Le système de marché, qui distinguait auparavant les appareils professionnels des autres par l'étendue de leurs fonctionnalités, les distingue aujourd'hui par l'étendue des personnalisations possibles.

Je n'ai évidemment rien contre les avancées technologiques en général et à priori : si elles peuvent servir de tremplin d'accès facilitant la prise en main d'outils auparavant complexes, et à condition que l'utilisateur s'y intéresse effectivement suffisamment pour ne pas s'enfermer dans la facilité, alors on peut effectivement parler de vrai progrès, en ce sens où le progrès technique est support de progrès humain. Mais quand ces mêmes technologies ne permettent plus autre chose que le suivi bête et servile d'un programme rigide, quand elles sont au contraire pensées pour ne pas permettre d'aller plus avant, alors il y a comme un problème.

Nous acceptons ce genre de dérive, la plupart du temps parce que nous pensons ne pas avoir le choix : ne pas avoir les moyens de payer plus cher, ne pas avoir les compétences pour choisir autre chose sans se tromper... et, ce faisant, nous mettons certaines entreprises privées dans des positions de monopole monarchique. Nespresso qui t'abonne ad vitam aeternam à ses capsules de café si tu veux pouvoir continuer à utiliser sa cafetière si pratique (est-ce que nos enfants se souviendront qu'il existe du café en grains ?), Windows et la suite Office systématiquement installés sur tous les ordinateurs "PC" neufs... les chaînes que nous nous ajoutons jour après jour sont nombreuses, et de plus en plus solides.

La touche rôti au service de la dévalorisation des métiers.

Que, passionné de mécanique automobile, tu ne puisses plus faire une vidange sans diplôme d'ingénieur en électronique passe encore. Après tout, on ne parle là que de loisir, et ceux que les contraintes financières obligent à réparer eux-mêmes n'avaient qu'à bosser à l'école, na !

Mais ce couple simplification d'usage/complexification de l'appropriation réelle n'est pas exclusivement destiné à aliéner l'utilisateur : il est aussi au service d'une dévalorisation toujours plus grande des métiers

dans l'entreprise. Il est très probable que le mécanicien auquel tu feras appel pour réparer ta voiture soit à peine plus compétent que toi devant ton moteur : Citrogeot lui a vendu fort cher une "valise" qui lui permet de "réparer" toutes les Citrogeot, et seulement cette marque. S'il veut aussi devenir "réparateur Fordwagen" ou Renaudi, il devra aussi acheter les valises correspondantes, qui ne sont ni plus ni moins que des ordinateurs de diagnostic qu'il branchera sur ton moteur pour connaître les pièces à changer et le mode d'emploi de la modification à effectuer. Changer, pas réparer ou bricoler. Tout est, au maximum, serti, en bloc, non-modifiable, jetable. Oublié, le mécanicien génial qui te remplaçait ta courroie par une ceinture pour te permettre de finir ton trajet, désormais, tu as affaire à un porteur de valise dont les connaissances sont désavouées et rendues inutiles : un emploi dévalorisé, remplaçable et, qui plus est, accessible exclusivement sous condition financière.

Et dans le monde de l'entreprise, les progrès porteurs de dévalorisation ne sont pas uniquement technologiques : il en va de même pour le vendeur qui t'a conseillé ta voiture, inutile pour lui d'avoir des connaissances poussées en automobile, ce qu'on lui impose aujourd'hui, c'est d'apprendre par cœur un argumentaire de vente, les réponses type à tes objections, le délai entre deux relances, les procédures de fidélisation... chaque étape de ta relation avec lui est programmée, dictée par les responsables marketing qui prévoient jusqu'à la façon qu'il aura de te dire bonjour, suivant eux même scrupuleusement les schémas pseudo-scientifiques réunis dans la bible selon Unilever.

Peu à peu, les "postes à responsabilité intermédiaires" sont vidés de leur autonomie, mécanisés : l'entreprise devient un lieu où l'on n'admet plus qu'une multitude d'exécutants gouvernés par quelques control-freaks joliment nommés "stratèges". Même ton chef ne décide rien : il suit très mécaniquement la procédure de management pondue par les stratèges. C'est un peu sa touche rôti à lui, tu vois. Sauf que dans l'entreprise, le rôti a parfois une fâcheuse tendance au suicide, mais bon, ça, c'est une autre histoire.

Tu me diras, pendant qu'on perd des compétences, on en acquiert d'autres. Dans le maniement des outils technologiques, justement, ou dans l'informatique, par exemple... Et bien justement, parlons-en.

Ta gueule dans le ruisseau c'est la faute à Rousseau.

L'homme moderne regarde, l'œil humide d'attendrissement, son rejeton tapoter frénétiquement sur une tablette dernier cri, avec la vague impression que, par une espèce d'osmose cybernétique, les heures qu'il passe chaque soir sur Facebook-YouTube-Pinterest vont tout naturellement se transformer en vraies compétences PHP, HTML ou JavaScript. L'homme moderne se roule dans le mythe de "ces jeunes qui sont nés avec l'ordinateur" et qui, par ce simple fait, en sauraient naturellement forcément bien plus que n'importe quel Lucien dont le seul prénom trahit une vie avant l'âge du smartphone. Et l'homme moderne, caressant ce rêve d'avenir empli de pixels radieux, donne même des petits noms doux à sa descendance naturellement techno-géniale : "génération connectée", "génération Y", "génération digital-native"... il la dote, par anticipation, de toutes les qualités : collaborative (bah oui hein, avec l'habitude de chatter à distance...), ouverte sur le monde (qui est un village), concernée et participative (like, like, dislike)...

Bullshits.

La grande majorité des enfants de cette "génération connectée" n'y entrave que dalle en informatique. Je veux dire, ils savent utiliser des logiciels conçus pour être utilisés avec des pieds palmés, mais seraient incapables d'installer un système ou de configurer un proxy. Ils touchent Word et PowerPoint et Excell et se pensent capable de faire de la mise en page, savent sur quel bouton cliquer pour obtenir des lettres en flammes, ajouter le boléro de Ravel (de Lelouch) en musique de fond sur trois cartes postales de Venise sous la neige

avec des chatons et les voilà rois de l'animatique de loisir. Mais à peine 32% d'entre eux sont capables de résoudre un problème informatique simple ou d'installer un logiciel correctement, et moins de 27 % seulement savent se connecter à un réseau².

Fiers, sont-ils, confondant allègrement habitude culturelle téléguinée et compétence.

C'est vrai, quoi, les nouveaux systèmes d'exploitation sont formidables : faciles à utiliser, ils ne nécessitent aucune configuration, incluent tous les pilotes nécessaires (pour utiliser les périphériques standards gentiment préconisés), et généralement "juste marchent", magiquement. Tout est prévu et automatique, il suffit de répondre systématiquement oui à "l'assistant de démarrage" qui, grosso modo vous demandera si «vous voulez bien choisir Internet Explorer comme navigateur par défaut, hein ? Sinon, c'est compliqué... » et « entrez ici votre numéro de carte bleue, vous inquiétez pas on débite rien mais c'est indispensable »... Ah oui, et « enregistrez-vous, donnez nous toutes vos coordonnées, votre âge et vos préférences sexuelles, ça peut servir... »

Non, j'exagère. Enfin, à peine.... Bref, plus besoin de savoir quoi que ce soit au sujet des systèmes de fichiers, des paramètres ou des pilotes pour le matériel. C'est magique, et c'est démoniaque.

Démoniaque parce que la maîtrise que nous avons de l'outil informatique suit très exactement une courbe inversement proportionnelle à la place que celui-ci prend dans notre vie. Une place si grande qu'elle peut, chez ceux qui décident de la laisser à d'autres occupations, créer des traumatismes graves, comme une fracture numérique, par exemple. Ça se ressoude très mal, une fracture numérique, paraît-il.

Toi, par exemple, qui lit comme un petit vieux un magazine en papier de bois d'arbre (rassure toi, ça pollue moins qu'une connexion internet, et puis c'est du recyclé, on y a fait gaffe), toi, tu la sens, ta fracture numérique ?

Eh bien, figure toi que la petite Emma de la génération Y, elle la sent, elle. Le temps que tu décortiques ce dossier sur l'autorité, en essayant éventuellement d'y réfléchir, voire même de fouiller un peu plus les choses, Emma aura lu 164 introductions d'articles, tweets et commentaires qui auront forgé son avis -superficiel et bateau mais définitif- sur la chose. Like, dislike, et on passe à autre chose.

Grâce à l'extraordinaire plasticité du cerveau, Emma a acquis une compétence jusqu'alors inédite : elle est multitâche. Elle peut lire en écoutant de la musique tout en chattant avec Nathan. En revanche elle a perdu une grande partie de sa capacité de concentration, par exemple sur des textes longs.

Comme le théoricien des média Marshall McLuhan le faisait remarquer dans les années 60, les média ne sont pas uniquement un canal passif d'information : ils fournissent les bases de la réflexion, mais ils modèlent également le processus de la pensée. Toute technologie que nous utilisons pour exercer la lecture joue un rôle majeur dans la façon dont les circuits neuronaux sont modélisés dans nos cerveaux, créant des variations dans les régions qui gouvernent des fonctions cognitives essentielles comme la mémoire et l'interprétation des stimuli visuels et auditifs.

... Il semble dès lors logique de s'attendre à ce que les circuits tissés par notre utilisation du Net soient différents de ceux tissés par notre lecture des livres et d'autres ouvrages imprimés : Internet promet d'avoir des effets particulièrement profonds sur la cognition.

Bon, pas la peine de paniquer non plus : il n'existe aucun critère universel pour décider si un changement est un progrès ou une cata planétaire... Et après tout, Socrate déplorait le développement de l'écriture qui allait « rendre les gens oublieux »...

Mais à la différence de l'écriture, jamais système de communication

² Source: Ordinateur individuel n°227, mai 2010

n'a joué autant de rôles différents dans nos vies, ni exercé une si grande influence sur nos pensées : internet devient notre plan et notre horloge, notre imprimerie et notre machine à écrire, notre calculatrice et notre téléphone, notre radio et notre télévision. Nous étudions volontiers la façon dont il nous enferme dans un monde marchand, dont il nous contrôle et nous surveille... pourtant, nous n'avons aucune idée exacte de la façon dont il nous reprogramme. L'éthique intellectuelle du Net reste obscure.

Sergey Brin et Larry Page, les brillants jeunes gens qui ont fondé Google, parlent ouvertement de leur désir de transformer leur moteur de recherche en une intelligence artificielle, qui pourrait être connectée directement à nos cerveaux.

Dans un entretien de 2004 pour Newsweek, Brin affirmait : « Il est certain que si vous aviez toutes les informations du monde directement fixées à votre cerveau ou une intelligence artificielle qui serait plus intelligente que votre cerveau, vous vous en porteriez mieux. » L'année dernière, Page a dit lors d'une convention de scientifiques que Google « essayait vraiment de construire une intelligence artificielle et de le faire à grande échelle. »³

Tu commences à le voir un peu mieux, là, le monstre insidieux dans les bras douillet, grassouillet et rassurants duquel tu t'endors... ?

Pour la berceuse, je te conseille une musique bien flippante : rien de mieux qu'un bon cauchemar pour se réveiller en sursaut ;)

Pola

Groupe Béthune-Arras
Fédération Anarchiste

³ NDA : à l'instant où j'envoie ce texte, je découvre un article annonçant que Google vient de racheter Boston Dynamics, une des entreprises les plus avancées au monde dans la conception de robots militaires intelligents. C'est sa huitième acquisition d'entreprise de robotique cette année, il doit avoir une jolie flotte maintenant. C'est rassurant.

LA MERITOCRATIE

Fabrique d'une société hiérarchisée et élitiste

Le système éducatif a toujours été un outil majeur pour perpétuer les normes d'autorité et maintenir la hiérarchie sociale : d'une part l'ordre social y est inculqué comme un modèle unique auquel il serait impossible de se soustraire, et d'autre part, il s'agit aussi de sélectionner et préparer les individus destinés à occuper les postes clés au sein de la société.

Durant la Troisième République, ce rôle autoritaire de l'école était pleinement assumé. L'instituteur, figure emblématique de l'autorité, faisait régner une discipline très stricte et pouvait punir les élèves à la moindre transgression des règles. Outil privilégié de la politique d'État, l'école républicaine était aussi école d'endoctrinement, comme par exemple en amont de la Première Guerre Mondiale lorsque les instituteurs-trices préparaient la chair à canon en relayant pleinement la morale nationaliste et anti-germanique.

Différents mouvements sociaux et libertaires ainsi que la révolte de Mai 68 ont remis en cause cette vision traditionnelle de l'école républicaine. La mission des enseignant-e-s est, depuis, censée se limiter à la transmission des connaissances aux élèves, qui n'apprennent

plus l'amour de la patrie ou la morale en classe (quoique...) Quant aux sanctions, si elles existent toujours, elles n'ont plus rien à voir avec les châtiments corporels d'autrefois.

On pourrait alors penser que l'école n'est plus une institution autoritaire, que sa vocation se limite à l'enseignement des connaissances. En réalité, elle joue toujours fort bien son rôle de sélection élitiste, et construit la société hiérarchisée grâce à son outil de prédilection : la méritocratie.

A chacun selon son "mérite"

Le système scolaire actuel repose sur le concept du mérite. Les élèves sont jugé-e-s uniquement sur leurs résultats. L'idée est simple : l'élève qui répond le mieux aux critères d'évaluation définis par l'Éducation Nationale aura la chance d'accéder à un métier prestigieux et rémunérateur. Le haut de l'échelle sociale. C'est "la réussite".

Cette conception du mérite date de la Révolution Française, elle a été mise en pratique avec le baccalauréat et les grandes écoles. Les nombreux-ses partisan-e-s de la méritocratie pensaient alors qu'elle était un vecteur de justice. Dans l'Ancien Régime, l'élite était exclusivement constituée de la noblesse ; il suffisait donc d'être fils ou fille de noble pour accéder aux niveaux les plus hauts de la hiérarchie sociale. La sélection par l'éducation et sa panoplie d'examens et de concours, comparativement à la sélection par la naissance, a certes constitué un progrès social indéniable, cependant il est important de noter que ce sont uniquement les critères de sélection de l'élite qui ont été remis en cause, et non son existence même, pas plus que les privilèges sociaux et matériels dont elle bénéficie.

Au cours du XXe siècle, ce système de la méritocratie a été amélioré. En théorie, l'accès aux études s'est élargi à l'ensemble des classes sociales : l'école est devenue obligatoire jusqu'à 16 ans, et tous les enfants sont censés parvenir au moins jusqu'au collège. Mais la pratique est loin de l'idéal. Il est par exemple difficile d'ignorer l'influence du niveau social familial, l'arbitraire des critères de sélection, tout comme l'évolution des recherches autour de l'intelligence. Ainsi la méritocratie est critiquée par nombre de militants sociaux, d'intellectuels et de sociologues.

Ces critiques n'ont pas toujours été ignorées : la gauche républicaine s'en est parfois emparée pour assaisonner la méritocratie d'une touche d'"égalité des chances". Ainsi, les notes qui permettent de sanctionner le travail des élèves et surtout de les départager, font l'objet de nombreux travaux du ministère de l'Éducation nationale. Des ZEP, zones d'éducation prioritaire où les moyens financiers et humains sont renforcés, ont été créées afin de combler les inégalités

sociales. Mais la finalité du système éducatif reste la même : parfaire la méritocratie. Seul le travail et la soumission des élèves détermine leur orientation professionnelle et leur place dans la société.

Le mérite, une émancipation illusoire

D'après les défenseurs de la méritocratie, il est juste qu'une personne volontaire et déterminée puisse choisir sa place au sein de la société, au détriment de celles et ceux qui ont moins de volonté. Notons qu'il s'agit là d'un simple copier-coller des principes de base du capitalisme. Les étudiant-e-s assidu-e-s se réserveraient donc un bon avenir professionnel, à la mesure de leur investissement. Les études, perçues comme un ascenseur social, permettraient aux individus méritants de s'enrichir socialement et financièrement.

Mais la méritocratie ne permet nullement l'émancipation : elle constitue au contraire un nouvel outil d'aliénation du peuple, justifiant la hiérarchie instituée et les nombreuses inégalités de revenus, de pouvoir et de reconnaissance sociale. Avec le mérite, chacun porte la responsabilité de sa misère et de la pénibilité de sa vie. Et les élèves sont invités à travailler avec l'idée qu'ils doivent obtenir de bons résultats afin de s'enrichir, de faire un métier honorable... ou au moins d'éviter un avenir désastreux. Dès le collège, ils se préoccupent surtout de la note, la compréhension et le contenu des cours passant au second plan. Seuls les élèves en réussite scolaire peuvent se payer le luxe de négliger la note pour s'intéresser de plus près aux sujets qu'ils abordent, et ainsi réellement s'approprier les savoirs, les discuter et bien les comprendre.

Naturellement, les étudiant-e-s vont mettre en place des techniques et des stratégies pour obtenir de bonnes notes : c'est ainsi que s'assimile et se transmet la culture du résultat qu'ils-elles retrouveront omniprésente dans le monde du travail. Ils-elles ont appris, tout au long de leur scolarité, à accepter la logique de compétition entre les individus grâce à la notation, efficace ambassadrice de la théorie de la carotte et du bâton. Un mauvais résultat joue le rôle d'un coup de martinet, une bonne note est une récompense.

Avec la méritocratie, les futur-e-s citoyen-e-s vont considérer comme naturelles et inévitables les logiques odieuses sur lesquelles s'appuie notre société : compétition et égoïsme, soumission et peur de la punition, éloge du zèle, voire de la dévotion au travail pour justifier sa place, priorité absolue du résultat chiffrable au détriment de tous les autres aspects du travail, inégalité matérielle et de reconnaissance. Ces logiques deviendront réflexes dont il sera très difficile de se défaire : on les retrouve parfois jusque dans les milieux militants révolutionnaires, comble de la réussite du broyage par le mérite !

Si critiquer et comprendre le système permet de prendre du recul et de se protéger de l'endoctrinement, le spectre de l'échec guette inlassablement les brebis égarées et veille au retour dans les rangs de tout le troupeau. Bien des enseignant-e-s se sentent contraint-e-s d'obéir aux mécaniques de la méritocratie tout en y étant opposé-e-s. La méritocratie, à l'instar de la loi du marché, constitue une arme d'État idéale : sous couvert d'objectivité et de neutralité, elle enseigne et justifie la domination de l'élite.

La fabrique de l'élite

Le second rôle du système éducatif est de former l'élite. L'oligarchie au pouvoir, dans notre république soi-disant démocratique, a besoin d'une caste intermédiaire pour maintenir sa mainmise. Dans notre société, cette élite est constituée par les cadres et les ingénieurs de

la fonction publique et des entreprises, par les officiers de l'armée, les magistrat-e-s de justice, les professions libérales, les enseignant-e-s etc.

Pendant la III^e République, l'examen du certificat d'études constituait le principal instrument de sélection, remplacé aujourd'hui par le baccalauréat. Suivent différents filtres pour affiner le tri parmi les candidats à la réussite : classes préparatoires, écoles d'ingénieur, de commerce, etc. Mais ces filières sont surtout des centres d'entraînement où les mécanismes d'endoctrinement et de soumission à la méritocratie s'appliquent intensément. Ce dressage renforcé est décuplé grâce à la continue compétition entre les élèves. Les étudiants, angoissés par leur réussite, se plient totalement aux exigences de leur formation.

Le principal objectif de l'État est de modeler une élite docile, incapable de remettre en cause la hiérarchie de la société ou, pire, de mettre ses compétences au service d'une émancipation populaire.

Les programmes très exigeants entraînent une lourde charge de travail. L'aptitude au travail des étudiants-tes est constamment sollicitée dans une implacable logique d'efficacité. Envisager de participer à la sélection ne se fait qu'à ce prix.

La flatterie très largement dispensée en cas de réussite (« *vous êtes l'élite de la nation, etc.* ») a tôt fait de finir de soumettre les jeunes diplômés à une oligarchie dans laquelle on leur promet une part active et privilégiée.

Au final, ce système perdure sans que l'État n'ait à montrer les dents : la notion de mérite est acceptée par l'immense majorité de la population. Le plus souvent les revendications des mouvements contestataires ne portent que sur des dysfonctionnements du système, sans vraiment le remettre en cause. La méritocratie est pourtant la justification de privilèges et de pouvoirs de classe profondément injustes, et le mérite n'est qu'une valeur morale subjective comme tant d'autres, qui devrait pouvoir être débattue.

En ne perdant pas de vue que la méritocratie dissimule toujours les intérêts oligarchiques, se concentrer uniquement sur une lutte anti-notation ne saurait être suffisant. Le combat contre le système méritocratique doit s'insérer dans le projet d'une révolution sociale et libertaire pour atteindre une dimension réellement émancipatrice.

Jauffrey



BOIS, PAIE ET TIRE-TOI

Une petite histoire du crédit

La dette occupe beaucoup d'espace dans le discours politique. L'austérité se justifie « parce qu'il n'y a pas d'alternative au désendettement de l'État » nous serinent sur toutes les chaînes et à longueur de média les experts. Les augmentations d'impôts ne se légitiment qu'à travers elle. Toute personne un peu informée ne peut ignorer qu'elle représente plus de 80 % pour cent du PIB. Les étudiants pour entrer à Sciences-Po doivent connaître à l'euro près la valeur de cette dette par Français, et s'ils deviennent hauts fonctionnaires, l'essentiel de leur mission sera de la réduire. Les réformes ne servent qu'à cela. Il faut croire qu'elle a été inventée pour nous interdire de rêver à des alternatives et nous empêcher de les mettre en œuvre. Elle est là pour nous contraindre à accepter cette mondialisation qui nous met tous en compétition les uns avec les autres. L'analyse qui suit doit énormément à la Dette de David Graeber, un peu moins à quelques échanges avec Emmanuel Todd, et à Vive la banqueroute de François Ruffin.

Le crédit n'a pas toujours été une forme de domination. Ce qui explique qu'il a de nombreuses connotations positives. Si à la fin du XIII^e siècle le crédit renvoie à l'emprunt et à la dette, très rapidement, dans le langage commun, "faire crédit" signifie par extension faire confiance. Le crédit dans ce cas là est "l'influence dont jouit une personne ou une chose auprès de quelqu'un par la confiance qu'elle inspire". Le Robert le dit qui ne se trompe jamais. Qui dans ces conditions refuserait le crédit qu'on lui porte ? Il n'y a que le bougnat pour afficher « *la maison ne fait plus crédit* » au mépris de ces clients. Bois, paie et tire toi.

Ces connotations positives sont sûrement dues à son application originelle : certains anthropologues pensent que le prêt serait la première interaction physique entre les hommes. Dès les premiers regroupements, les hommes et les femmes se sont prêtés leur temps, leur énergie, leurs silex, leurs armes. Les enjeux de survie du groupe dans un environnement hostile ne leur permettaient sûrement pas de négocier, ni de troquer chaque fois que l'urgence appelait une réaction rapide.

Quelques dizaines de milliers d'années plus tard, cette pratique perdure dans les communautés agricoles et villageoises des régions les plus pauvres de France. En Creuse par exemple, les paysans s'entraident pour faire les foin. Le garagiste fait attendre quelques clients pour aider à andainer, voire pour réparer gracieusement un vieux tracteur à bout de souffle. Le retraité monte en voiture pour le rejoindre et apporter son expertise. Tout le monde s'y met. Mais comme l'anthropologie rurale n'a jamais mobilisé les grands savants, c'est en Afrique qu'ont été étudiées des tribus dont le prêt est la forme la plus courante d'échange. Il semble qu'une des particularités de ces cultures, c'est que les personnes ne remboursent jamais leurs dettes à la valeur du service rendu. Par exemple, contre une aide estimée deux barres de bronze, le remboursement doit se faire soit par l'équivalent d'une barre soit par celui de trois unités. C'est la tradition. Rendre le solde juste, c'est-à-dire ici deux barres de bronze, serait montrer que l'on ne veut plus avoir à faire avec l'autre, ce qui, dans certaines de ces sociétés, serait considéré comme un affront majeur, une forme de mépris, comme chez nous de fermer brusquement la porte au nez d'un voisin. Ces nœuds de contrats jamais soldés ont trois avantages.

D'une part ils favorisent la porosité. Dans ces cultures, le droit de propriété par exemple est tout relatif. L'habitation de mon voisin m'appartient un peu puisque je l'ai aidé à la construire, je lui ai prêté mes outils, c'est pour cela que je suis toujours un peu chez moi chez lui. Sa maison est en partie la mienne.

Autre avantage, ils s'auto-entretiennent à l'infini : si mon voisin m'invite à un repas, je peux l'inviter au mariage de ma fille ou le convier à prendre un simple café. Dans ces cas là, soit la dette change de main, soit elle s'accumule, mais elle ne se réduit jamais et incite à

la réciprocité continue. Comme ces pratiques se sont développées dans des tribus où les distances entre les groupes humains étaient importantes, elles favorisaient les échanges.

Enfin, ils obligent à une attention mutuelle. La dette oblige à une certaine forme de sollicitude vis-à-vis du débiteur. Si je perds l'autre je perds un avoir. Si mon débiteur se fait agresser, je dois le défendre, il en va de mon patrimoine. C'est pour cette raison que Pantagruel, le héros rabelaisien, souhaite ne jamais solder ses dettes : « *doivent toujours à quelqu'un. Par icelluy sera continuellement Dieu prié vous donner bonne, longue et heureuse vie, craignant sa dette perdre; toujours bien de vous dira en toutes compaignies* ».

Dans ces cultures l'argent est réservé à des tâches très nobles, d'honneur, voir aux relations avec les dieux. *Payer* reprend alors son sens originel de *pacifier, apaiser* pour signifier par exemple que l'on regrette, que l'on est vraiment désolé d'avoir commis un crime et que l'on souhaite éviter une vendetta.

Il existe encore des pratiques fossiles de ces comportements dans nos civilisations commerciales. L'analyse des règles de politesse atteste de résidus proto communistes. Contre un menu service, deux réponses généralement se succèdent. La première sur-évalue le service jusqu'au ridicule. Le choix du *merci* français ne fait pas dans la nuance : il place son auteur à la merci du créancier. *Much obliged* de l'anglais est plus mesuré, mais sous-entend le même principe. Pourtant personne ne se sent *obligé* à ce niveau de la retenue d'une porte, ou de tout autre geste de bienveillance. La réponse qui suit généralement sous-évalue au contraire le service au point d'en nier la portée. Le *de nada* espagnol et le *de rien* français induisent ainsi le refus de la dette.

Il existe aussi des scories de cultures hiérarchiques. L'homme qui demande à son patron d'embaucher son fils crée bien une dette qui ne sera jamais soldée. Les deux parties le savent, et s'en accommodent. Il reste aussi ici une trace de cette dette, le cageot de tomates du jardin offert chaque année comme un intérêt symbolique.

En dehors de ces comportements fossiles, les civilisations commerciales ont totalement changé la donne. Alors que les cultures hiérarchiques ou proto communistes n'exigeaient jamais le solde de la dette, les civilisations commerciales vont très vite l'imposer par la force. Ces cultures ont commencé à se développer quelques milliers d'années avant notre ère. Les historiens ont découvert des tables de dettes. Les plus anciens de ces comptes à double colonne ont été retrouvés en Asie, dans l'Irak actuel. Les premières monnaies sont alors apparues pour comptabiliser de façon homogène les dettes. Comme il n'est pas possible de déduire deux moutons de trois boisseaux de blé ou d'orge, il fallut tout ramener à une unité de compte commune. Bien au-delà de l'anecdote, cette forme de comptabilité induit que le solde doit en être un jour équilibré. Il a bien fallu un jour "régler son compte" à quelqu'un. L'expression, bien avant être chargée de violence, voire d'induire le meurtre, signifiait simplement arrêter le compte et le payer.

Les explications de la transformation des collectivités humaines aux cultures marchandes sont souvent assez confuses. Il y en a pourtant une qui retient plus que les autres l'attention : si les cultures humaines où les dettes s'auto-entretiennent à l'infini sont nécessaires pour créer du lien entre des groupes d'hommes dispersés, la concentration de l'habitat et l'apparition des villes ne nécessitent nullement ses artifices, les rencontres sont naturellement très fréquentes, trop fréquentes même pour certains. Cette promiscuité peut déranger, les individus ont ici au contraire besoin de préserver leur intimité. Dans ces cas là il faut solder les comptes pour éviter que le débiteur se sente chez lui chez vous.

Les conséquences de cette pratique sont désastreuses, elles nourrissent l'esclavage. Le paysan qui n'a que le strict minimum pour nourrir sa famille est alors à la merci des aléas climatiques. Un hiver un peu trop rude, une gelée tardive le contraint à emprunter aux seigneurs ou aux temples. S'il n'arrive pas à solder son compte rapidement, il est alors contraint de vendre ses enfants, voire son épouse. Ces derniers devaient travailler pour le créancier jusqu'au solde du compte. C'est pour cela que « *le terme sumérien amargi, le premier mot signifiant "liberté" dans toutes les langues*



connues a pour sens littéral "retour chez sa mère"». Et que dans la Bible le mot *liberté* renvoie quasi systématiquement à la libération des effets de la dette.

Ces pratiques vont se développer dans de très nombreuses civilisations commerciales, avec une grande efficacité. Certains corps vont bien tenter de résister. Les vieilles familles de la Grèce antique, l'aristocratie ici, mais ce fut peine perdue. Pourtant il reste des traces de ces résistances. Le premier livre de la République de Platon en donne un exemple. Socrate échange avec un de ses amis. Le vieux Céphale a fait fortune dans la vente d'armes. Il se réjouit de sa fortune. L'argent lui permet d'être juste, c'est-à-dire de se sentir libre de ses opinions "et de toujours payer ses dettes". Socrate est surpris par le deuxième terme de cette réponse et s'interroge. A-t-on toujours intérêt à payer ses dettes ? Par exemple doit-on rendre son épée à un homme devenu dément et violent ?

Les débiteurs aussi ont beaucoup de mal à accepter cette nouvelle règle. C'est pour cela que certaines civilisations vont dramatiser la négociation de la dette. Lorsque les termes du contrat sont acceptés par les deux parties et que l'affaire est conclue, le débiteur est encore contraint à faire semblant. En cas de refus de payer la dette ce dernier pourra alors poursuivre son débiteur pour vol, ou pour reprendre la phrase de Plutarque « *afin qu'ils fussent, en cas de non remboursement, passible d'accusation de violence et encore plus sévèrement puni* ». Bonjour l'ambiance. Aujourd'hui encore des moyens énormes, voire disproportionnés, sont mis en œuvre pour faire rendre gorge aux débiteurs. Ainsi aux États-Unis dans l'Illinois un juge un peu féroce a condamné un homme à "l'incarcération illimitée" jusqu'à ce qu'il parvienne à payer 300 dollars "une dette contractée contre un dépôt de bois".

Cette obligation de payer ses dettes va donc développer l'esclavage. Une évolution qui va changer le cours même de l'histoire. Pour certains historiens, le Moyen-âge en Europe et sa structure féodale en sera un des aboutissements. Les créanciers auront contraint tous leurs débiteurs à travailler pour eux. Leurs dettes étant tellement colossales qu'ils seront les vassaux de leur seigneur jusqu'à la fin du temps, il ne leur reste qu'à payer à échéances régulières les intérêts sous forme d'impôts.

La langue scientifique – si l'on considère que l'économie est une science – fait la pédagogie de cette nouvelle fonction. Les savants, dans leur volonté de servir le pouvoir de l'argent, s'empressent d'en chanter les louanges. En macroéconomie, par exemple, ils estiment que l'épargne se transforme en investissement par l'intermédiaire du crédit. Fonction magique, le crédit permet de transformer l'argent qui dort, richesses stériles, en outils,

en machines et en production. Le crédit libère l'homme et lui permet de réaliser ses projets. Il accélère le temps. L'investissement se fait plus rapidement, sans avoir à perdre son temps par une épargne préalable.

Avec cette obligation de payer ses dettes, le crédit va devenir un moyen de contrainte très efficace pour imposer la culture de marché. Les exemples collectifs et individuels abondent. Cette arme est très utilisée pendant les périodes d'expansion pour contraindre les territoires annexés. Alexandre le Grand en fait bon usage. Plus près de nous, après la colonisation de Madagascar, le général Gallieni l'utilise avec toute la brutalité de l'époque : il décrète que les indigènes doivent financer l'intervention de l'armée française. Au fardeau de la colonisation, s'ajoute une dette colossale contractée à l'égard de l'État français, libellée en francs. Hors de question de la payer en produits ou services, les Malgaches doivent donc se procurer de l'argent sonnante et trébuchant, et pour cela ils n'ont pas d'autre alternative que de se convertir à l'économie de marché.

Au niveau individuel, la dette force le travailleur à y regarder à deux fois avant de faire grève : une journée de travail de perdue, cela compte dans le budget d'un ménage quand les créanciers attendent sur le pas de la porte.

Mais même pendant le développement de la civilisation marchande le couple créances-dettes n'est pas systématiquement perçu de façon négative. Car la dette ne se développe que pendant les situations de paix et de prospérité. En effet pour que les possédants acceptent de prêter il faut qu'un climat de confiance soit installé, et il est aussi nécessaire que les prévisions économiques à venir soient propices aux remboursements et aux paiements des intérêts. Pendant les périodes de conflits, voire les périodes de régression sociale, tout le monde demande à être payé au comptant, hors de question de faire crédit.

Malgré tous ces efforts, la situation des créanciers n'est jamais totalement assurée. Pour éviter les révoltes, les monarques et autres chefs ont toujours eu tendance à annuler les dettes avant que les tensions sociales ne dégénèrent. L'histoire officielle n'en parle que très rarement, mais depuis l'Antiquité les responsables politiques ont été souvent conduits à de tels actes. Certains ont même été ritualisés. Dans certaines civilisations les dettes étaient annulées tous les sept ans. Cette cécité de nos élites savantes peut créer des zones d'ignorance assez savoureuses : de nombreux Français savent que la Pierre de Rosette permet la traduction du grec en hiéroglyphes égyptiens, certains savent qu'elle a été découverte pendant la campagne d'Égypte de Napoléon Bonaparte, mais quasiment toutes nos têtes blondes ou brunes ignorent qu'elle annonce une amnistie des débiteurs et des prisonniers.

Pour parler de notre quotidien, et pour revenir à cette dette de 80 % du PIB dont on nous rebat les oreilles à longueur d'ondes, aucun expert médiatique ne nous dit que les États n'ont pas l'habitude de payer leurs dettes. Ce sont des débiteurs risqués. En France par exemple la dette collective est à de très nombreuses reprises annulée. Philippe Lebel a purement et simplement supprimé ses créanciers : voilà les Templiers déclarés hérétiques et envoyés au bûché. Louis XIV confisque les biens de Fouquet et le condamne à la prison. Entre 1 500 et 1 800, en trois siècles la France a répudié ses dettes à huit reprises. L'abbé Terray, contrôleur général des finances assurait même que « *la banqueroute est nécessaire une fois tous les siècles, afin de mettre l'Etat au pair* ».

C'est pour cela que la seule question qui vaille aujourd'hui est, « *doit-on payer nos dettes ?* ».

Bertrand Rothé

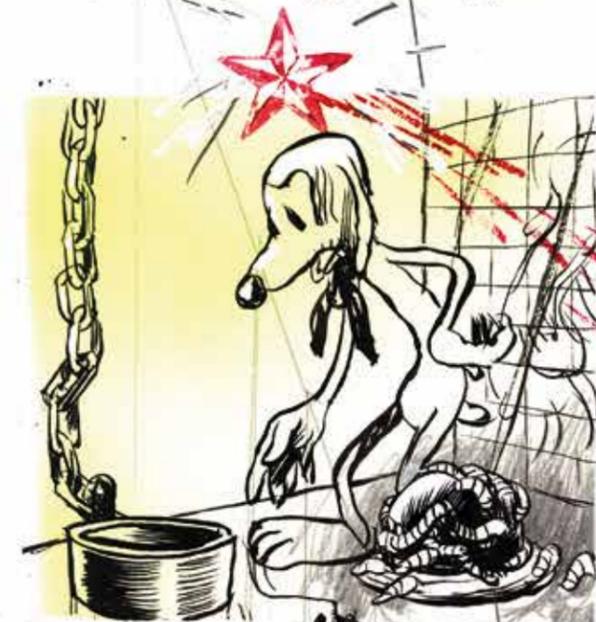
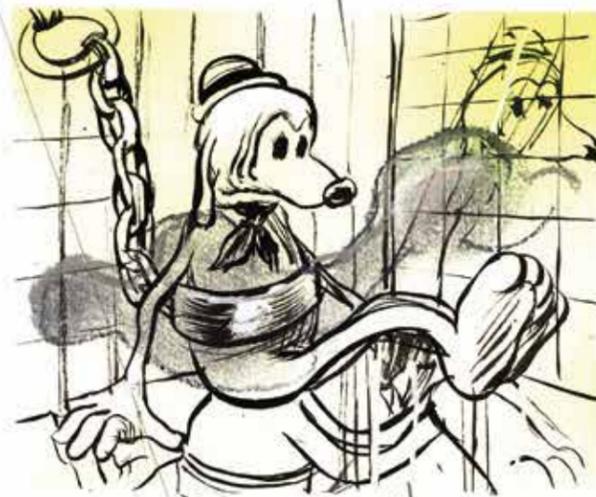
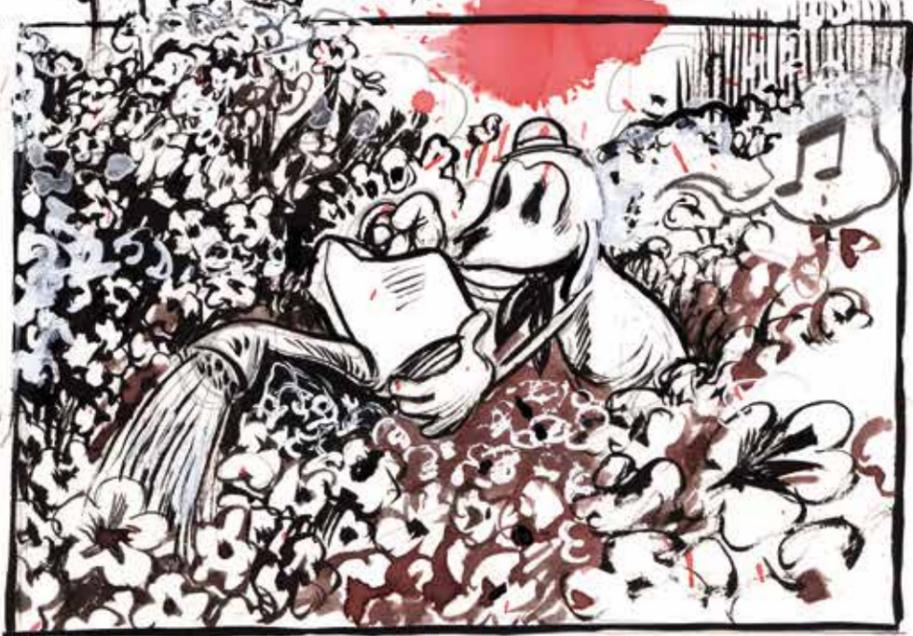
Dernier livre paru : « De l'abandon au mépris : Comment le PS a tourné le dos à la classe ouvrière », aux éditions du Seuil.

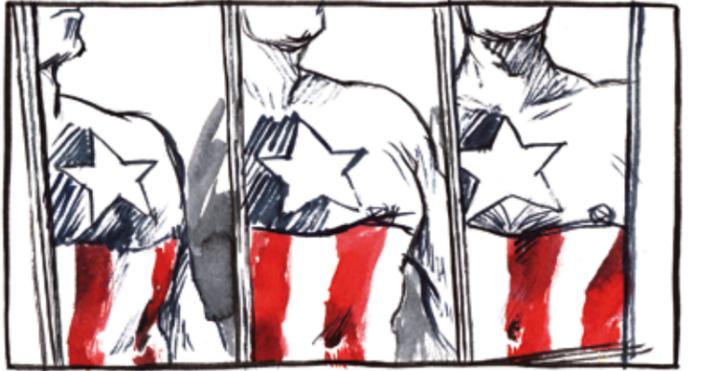
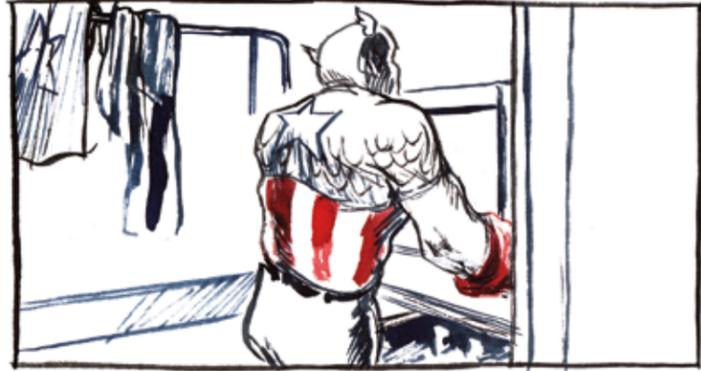
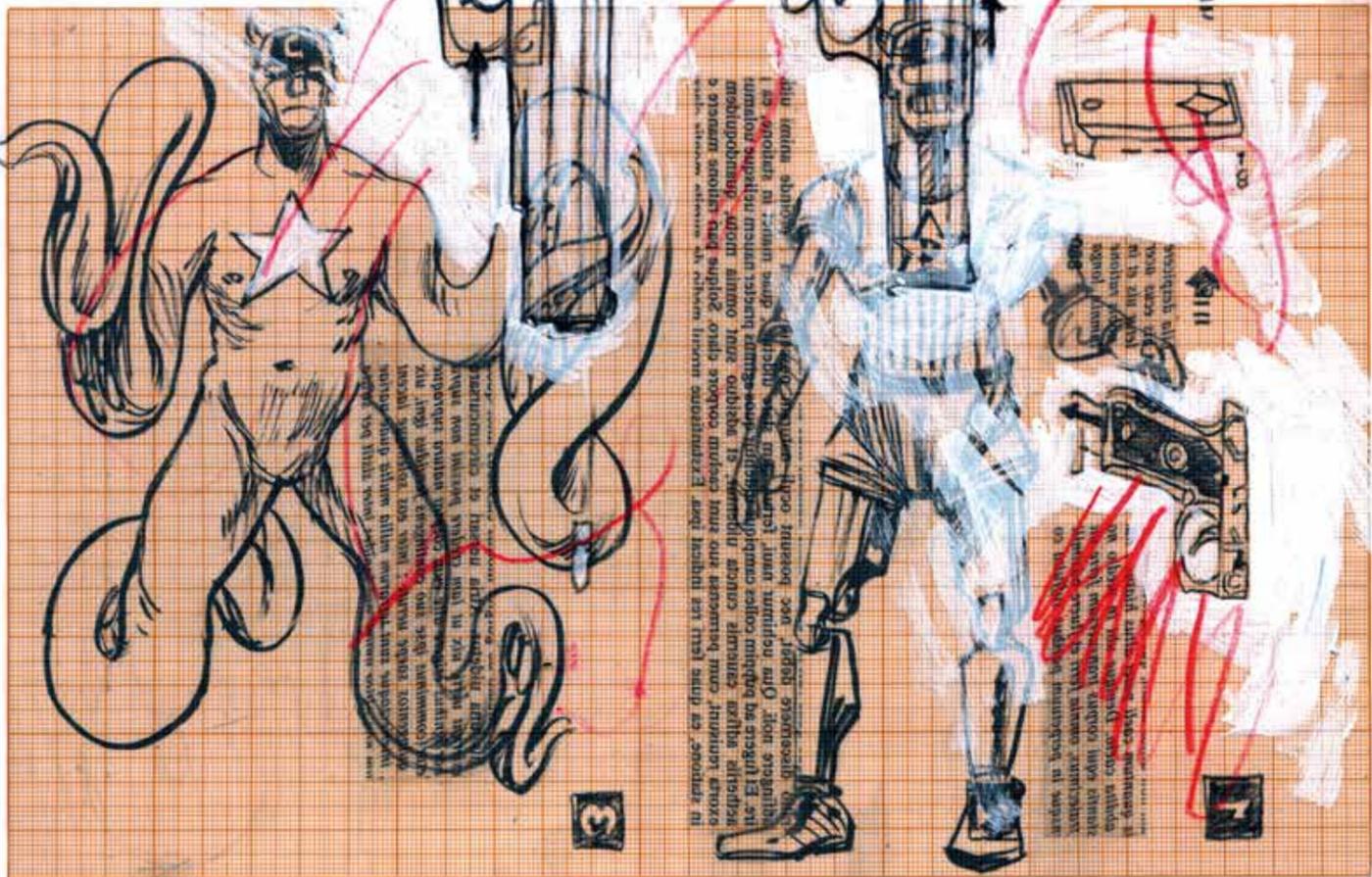
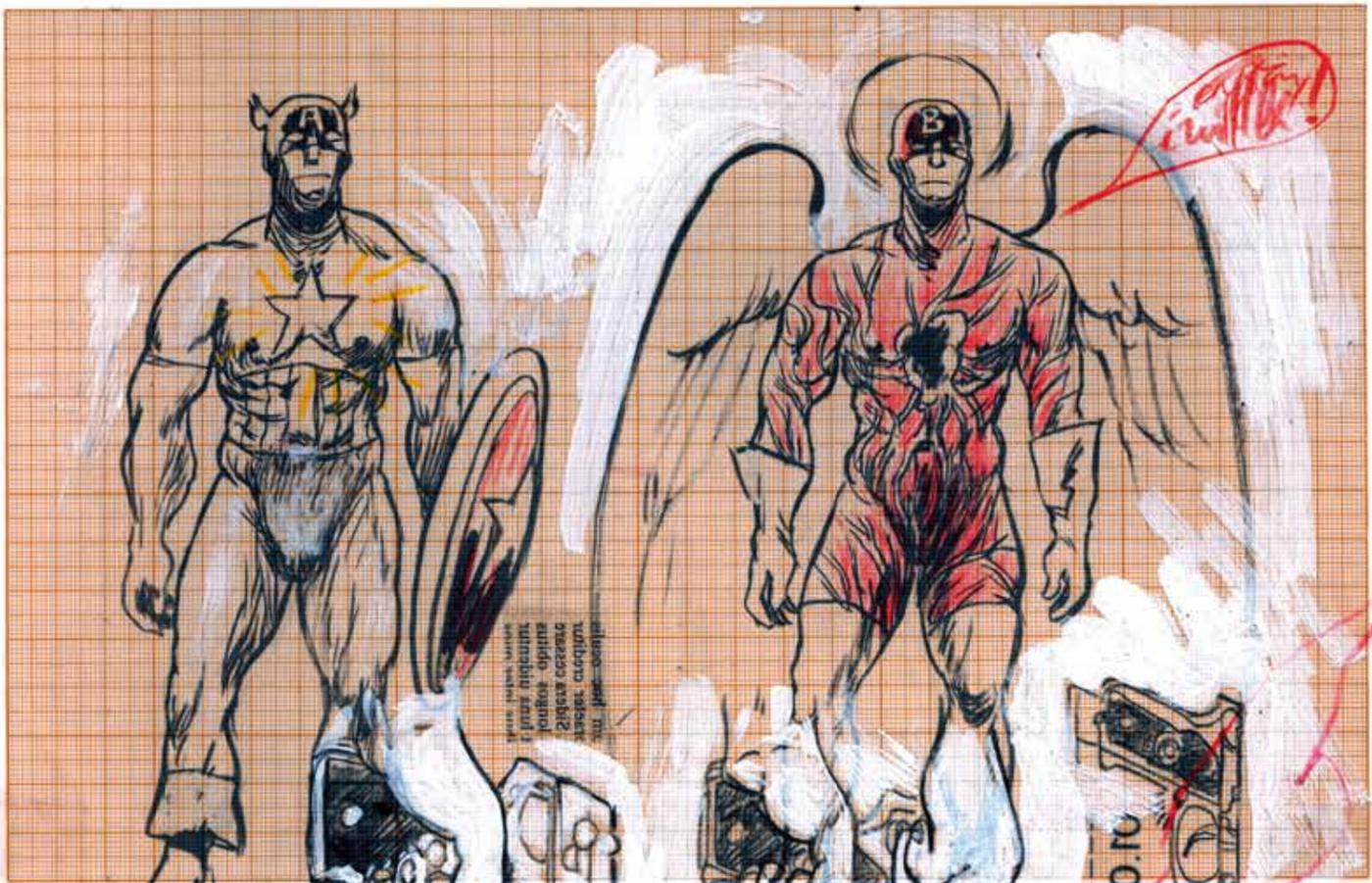
Portfolio * L.L. de Mars



1 David Graeber, Dette, Les Liens qui Libèrent, 2013 p 83









Capitalisme numérique & impuissance politique

Tout ce qui touche Internet et les nouvelles technologies est « l'objet d'une valorisation sans précédent, sur le mode de la promesse, celle d'un monde meilleur »¹.



Qu'en est-il, à l'heure d'Internet, de la communication sans frontière, de l'accès illimité à la connaissance, qu'en est-il, donc, de l'action politique ? Il paraîtrait qu'Internet aide au renouvellement du militantisme...

Et si, au contraire, Internet et, plus largement, le numérique, recouvraient un phénomène social aliénant, dont une des caractéristiques est de transformer l'action politique, le militantisme ? Tel est l'angle d'attaque que nous avons choisi pour cet article.

Nous n'aborderons donc pas ici les autres aspects connexes de cette emprise numérique : le contrôle total par la numérisation de nos activités et la surveillance ; la tromperie qui

voudrait nous faire croire que les nouvelles technologies seraient vertes et ne généreraient aucune nuisance tout en ne consommant que peu d'énergie, alors qu'elles sont coûteuses pour l'environnement ; la cécité devant les conditions de travail dans les pays où on extrait les métaux rares nécessaires au numérique...

Qu'est ce que l'action politique ? Quels en sont les enjeux ?

Si les outils numériques prétendent favoriser l'action politique, ils doivent répondre aux différentes nécessités que convoquent le militantisme. Quels sont ces besoins ? Comment se structure l'action politique ? Quelques pistes :

- *Construire sa propre vision du monde.* C'est, ni plus ni moins, se cultiver, ce qui passe par une démarche qui peut s'avérer, parfois, ardue. La connaissance implique par ailleurs de vivre des expériences, d'appréhender des références, des repères, et de les partager, de les confronter à d'autres, dans un ancrage social fort.

- *Réfléchir.* Il s'agit de produire une réflexion qui s'inscrit dans la durée, et dans une progression. La réflexion a besoin de temps, d'une

¹ Philippe Breton : Le culte de l'Internet, une menace pour le lien social ? La Découverte 2000 - cité par Cédric Biagini « L'emprise numérique - comment Internet et les nouvelles technologies ont colonisé nos vies » - éditions L'Échappée - page 26

temporalité longue. Elle a également besoin de cohérence.

- *S'engager*, sur le long terme, pour une cause, pour un mouvement politique, sur un territoire, ... L'engagement implique des choix : en s'engageant, on est amené à se concentrer sur une chose dominante, qu'on privilégie. De la sorte, on renonce momentanément à d'autres choses.

- La politique, c'est vivre, composer avec des personnes que l'on n'a pas préalablement choisies.

- *Se confronter aux autres* (et donc accepter qu'il n'y ait pas forcément consensus), au débat d'idées, affiner sa réflexion, construire ensemble des orientations collectives.

Ces enjeux qui sous-tendent l'action politique sont à l'opposé de la vision libérale d'un individu seul face au monde, coupé de tout ancrage social.

Le numérique et nos vies : promesses et réalités

Le numérique ne se présente pas comme un outil de liaisons supplémentaire mais comme un outil de remplacement, un outil ultime capable de réduire à néant les autres protocoles d'échanges. Pour seule démonstration, il véhicule des promesses : les échanges permanents – l'accès illimité et immédiat à la connaissance – l'entrée dans une nouvelle ère : la société de la connaissance, le capitalisme cognitif – l'économie de la contribution.

Nous avons aujourd'hui suffisamment de recul pour opposer à ces promesses un constat alarmant. La réalité de nos vies numérisées est autrement moins flatteuse :

- *Isolement* : est-il besoin de préciser ? Qui n'a pas constaté combien nos vies se déroulent les unes à côté des autres ?

- *Ignorance* : les ouvriers français du début du XXe siècle se cultivaient bien plus (universités populaires entre 1899 et 1914, pratiques culturelles au travers du christianisme social, ...) que ceux du XXIe siècle, alors que la connaissance est maintenant à portée de clic.

- *Repli sur soi* : les hommes ne sont plus liés entre eux, mais uniquement reliés au travers des réseaux numériques.

- *Transformation de la culture* "par le peuple pour le peuple" en culture "par les industries culturelles pour les masses".

- *Culture de masse*, abrutissante, qui envahit tous les compartiments de nos vies et qui

abolit tout sens critique, et valorise le "pas de limites".

- *Concurrence* (à l'opposé de la contribution vantée par le numérique) et précarisation.

- *Réactions "au fil de l'eau"* (ex : Twitter)

- ... Vie placée sous le signe de l'accélération permanente.

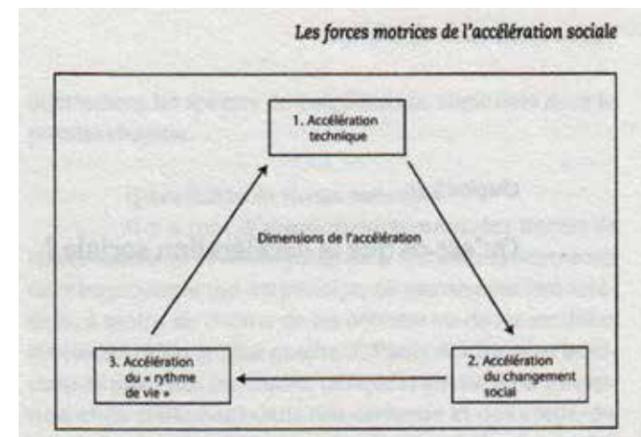


Schéma ci-dessus : l'accélération des techniques (1) entraîne l'accélération du changement social (2) et, au final, l'accélération du rythme de vie (3) qui nécessite à nouveau une accélération des techniques.

« Les gens se sentent (...) contraints de suivre le rythme rapide du changement auquel ils sont confrontés dans leur monde social et technologique, afin d'éviter de manquer des options et des connexions potentiellement valables (...) et de garder leurs chances dans la compétition. Ce problème est aggravé par le fait que, dans un monde en constant changement, il devient difficile de déterminer quelles options finiront par se révéler valables. Le changement social accéléré mènera donc à son tour à un "rythme de vie" accéléré. Et, finalement, de nouvelles formes d'accélération technique seront nécessaires pour accélérer les processus de la vie productive et quotidienne. Ainsi, le "cycle de l'accélération" est devenu un système fermé et autopro pulsé »²

- À mesure que la technologie avance, nous sommes de plus en plus débordés.

« Il est correct de supposer qu'écrire un courrier électronique est deux fois plus rapide qu'écrire une lettre classique. Considérez ensuite qu'en 1990 vous écriviez et receviez en moyenne dix lettres par journée de travail, dont le traitement vous prenait deux heures. Avec l'introduction de la nouvelle technologie, vous n'avez plus besoin que d'une heure pour votre correspondance quotidienne, si le nombre de messages envoyés et reçus demeure le même (...) Mais je soupçonne qu'aujourd'hui vous lisez et écrivez quarante, cinquante ou même soixante-dix messages par jour. Vous avez donc besoin de beaucoup plus de temps pour tout ce qui touche à la communication que vous n'en aviez besoin avant que le Web ne soit inventé »³

Les promesses du numérique sont des leurres qui nous empêchent tout simplement de bien vivre. Le capitalisme numérique recompose le monde selon des critères de performance et d'efficacité. Les

² Hartmut Rosa "Aliénation et accélération" - La Découverte - p 43
³ Hartmut Rosa "Aliénation et accélération" - La Découverte - p 30

mots-clé du capitalisme numérique : publicité, hyperconsumérisme, infantilisation, démesure, fluidité, instantanéité des échanges. On peut immédiatement remarquer que ces mots-clé caractérisent pleinement le marché capitaliste.

« Dans le monde fluide qui se dessine sous nos yeux, les engagements durables, l'expérience, la solidité d'une relation et la fidélité deviennent bien plus des facteurs d'incertitude et des faiblesses que des gages de sécurité ou des qualités - qualités que d'ailleurs plus personne ne valorise, tant elles semblent appartenir à un monde révolu : au mieux elles exhalent un vague parfum de romantisme. Cette nouvelle manière d'être au monde est le moteur du déploiement de la culture de la consommation »⁴

Numérique et action politique

Dans ces conditions, comment inscrire son activité dans une démarche politique, fondamentalement liée à une temporalité longue ?

En pratique, ne constate-t-on pas déjà, au sein de nos collectifs militants, une diminution du temps consacré à s'organiser, à l'analyse politique, à la réflexion sur les activités à conduire... ? Et n'y-a-t-il pas un lien direct avec l'accès immédiat aux idées et à la connaissance, du fait du numérique ? Autrement dit, puisque les idées sont immédiatement accessibles, et se diffusent à grande vitesse, est-il encore utile de prendre le temps de nous organiser, collectivement ?

Ce qui se joue avec le numérique, par exemple au travers des réseaux sociaux, c'est le fantasme d'une sociabilité du zapping, d'un autrui duquel on peut se déconnecter d'un simple clic, c'est-à-dire d'un lien social fondé non plus sur du politique (la confrontation avec d'autres), mais sur de l'affinitaire (la relation privilégiée avec des personnes choisies).

S'il est effectivement légitime de considérer qu'au sein du politique peut émerger de l'affinitaire et qu'au sein de l'affinitaire peut émerger du politique, il importe d'être particulièrement attentif. Attentif lorsque le politique prend entièrement le pas sur l'affinitaire, par exemple dans le cas de certains courants politiques sectaires. Et attentif aussi lorsque l'affinitaire prétend recouvrir la totalité du lien social et du politique, ce que nous vantent par exemple les réseaux sociaux.

Enfin, le grand mythe, c'est celui de l'information libératrice ! Plus on serait informé-e, plus on se mobiliserait ! Il suffit de regarder autour de soi, dans sa famille, son quartier, sur son lieu de travail... pour constater combien ce mythe ne repose sur aucune réalité concrète !

C'est comme si, plus ou moins inconsciemment, le simple fait de s'informer et/ou de faire circuler de l'information signifiait participer à l'action, voire même être contestataire, rebelle !

Le numérique vise à capter l'ensemble des relations sociales, en particulier au travers des réseaux sociaux. On est là en pleine opposition à l'action politique, qui se construit pas à pas en appui sur des relations sociales riches, tissées patiemment.

Dans le même ordre d'idées, en voulant capter l'ensemble des relations sociales, le numérique vise à rendre obsolète l'ensemble des structures qui permettraient l'appropriation des connaissances, et le développement de l'esprit critique. C'est d'ores et déjà à l'œuvre avec la disparition accélérée des librairies (et bientôt des bibliothèques), avec la remise en cause du rôle des enseignant-es et de l'école, ainsi que des structures créées par le mouvement ouvrier au travers de l'éducation populaire.

Cliquer sur un écran n'est pas suffisant pour se construire une vision du monde, et y réfléchir. Le zapping permanent engendré par le

⁴ Cédric Biagini dans Radicalité - 20 penseurs vraiment critiques - Collectif - Éditions l'Échappée - page 57

⁵ Radicalité - 20 penseurs vraiment critiques - Collectif - Éditions l'Échappée - page 25

numérique s'inscrit contre toute idée d'engagement sur la durée, et de confrontation aux autres, à la base de l'action politique.

La vie que nous impose le numérique va à l'encontre de l'action politique.

Et alors, on fait quoi ?

La promotion du numérique joue en faveur de la libéralisation du monde : et si être révolutionnaire c'était rompre avec le numérique ? Parce que, au final, qu'est-ce qui est le plus rebelle ? Lancer un appel à la révolution, sur les réseaux sociaux ou refuser d'apparaître sur ces mêmes réseaux sociaux, collectivement, et de plus en plus massivement ?

C'est vrai qu'il est très difficile de rompre complètement. La société actuelle a su rendre indispensable bon nombre de pratiques liées au numérique, pour qui ne veut pas vivre en marge des autres. Ceci étant, rien n'empêche de combattre ce qui est à l'œuvre au sein du monde numérique : une logique qui vise à nous le faire accepter comme inéluctable, parce qu'indispensable, ou désirable.

La tâche pourrait être décrite de la manière suivante : redéfinir les conditions nécessaires à la formulation d'un autre futur sans tomber pour autant dans l'idéologie du progrès, creuser le sillon libertaire sans devenir libéral (...) [poser] la question du devenir collectif, question devenue plus grave que jamais à l'heure de la vie liquide, précaire et numérisée - la vie sans qualités.⁵

Dans ce combat, sans doute est-il plus simple de commencer par privilégier le refus des technologies numériques les plus récentes, et donc les moins répandues, ainsi que celles à venir. Et, puisqu'on cherche la simplicité, d'entamer des échanges critiques à leur sujet... en commençant au sein des collectifs dans lesquels nous sommes investi-es. Il n'est pas dit que, au sein de nos collectifs militants, de nombreux-ses ami-es ne restent pas persuadé-es que le numérique peut nous aider dans nos pratiques, voire même faire advenir la révolution... Ceci étant, nos collectifs demeurent des lieux où une vraie camaraderie reste vivante, et où, nous en formulons le souhait, la mise en œuvre d'une réflexion approfondie sur l'emprise numérique reste possible. Avec, à la clé, la possibilité d'imaginer porter ces échanges au-delà de nos cercles militants, et d'envisager des initiatives concrètes et largement collectives de refus de la déferlante numérique.

Lucien
LAG Liévin

LE PARTICIPATIF

ou comment restaurer un système pourri

« Prenez le pouvoir ! » nous ordonnaient les affiches du candidat du Front de Gauche aux élections présidentielles de 2012... « C'est vous qui êtes élus à l'Assemblée » affirmait en 2013 un député-maire dressant le bilan d'un an de mandat...

Sous prétexte d'une autorité qui écouterait et informerait plus qu'autrefois, les méthodes participatives pratiquées désormais un peu partout produisent un discours où la domination porte un masque. Notre masque. Car c'est nous qui prendrions le pouvoir en votant Mélenchon, et c'est nous qui serions élus à l'Assemblée... Bien entendu, il n'en est rien. Non seulement la démocratie participative n'est pas la démocratie directe, mais pire, ce discours démagogique brouille les conditions mêmes d'une vie autonome et émancipée.

Cela dit, c'est mieux que rien, dira-t-on : forcément, en tant que libertaires, nous ne pouvons pas être indifférents aux expériences participatives. Peut-être même que la contestation de l'autorité menée par les anarchistes depuis si longtemps n'y est pas étrangère : dans un contexte de remise en cause des élites, il semble de plus en plus évident que les élus ne représentent qu'eux-mêmes et les intérêts de leurs partis ou de leurs castes de dominants, aussi, les formes participatives tentent de restaurer l'illusion représentative en modifiant les formes de la domination. Les décisions sont prises après une phase participative plus ou moins sincère et attentive, mais ce sont toujours les élus qui décident. Car l'ordre institutionnel oblige à une séparation. À l'échelle d'un État, celle-ci reste totale. Sur un plan local, la séparation est plus relative.

Ainsi, l'hypocrisie participative repose par exemple sur des conseils de quartiers qui se réunissent régulièrement en présence d'un élu "à l'écoute". Comme le démontre si bien Paul Boino au début de ce numéro, les citoyens s'informent et s'expriment, ils peuvent à la limite influencer sur un projet. Tel problème est signalé et les services de la ville seront chargés de le régler. Ce ne sont pas les indivi-

us et groupes qui d'eux-mêmes s'organisent : c'est l'institution qui se met à leur niveau et qui met en place pour eux une consultation et une information. En dehors de quelques détails, la décision n'est jamais dans les mains des habitants. De plus, sans préjuger de la composition sociologique de ces conseils, pour pouvoir s'impliquer dans la vie de son quartier ou de sa commune, il faut du temps et les outils intellectuels.

Le management participatif : un exemple dans un service public local

Parce qu'évidemment une réelle démocratie directe ne peut fonctionner que si l'ordre productif est lui-même concerné. Mais là-aussi le participatif sévit. Prenons l'exemple d'un service public local : une bibliothèque municipale employant une quarantaine de personnes. Comme il se doit, l'élu à la culture tient de beaux discours sur la démocratie participative et la coopération au travail. Pourtant, comme il le sait, le directeur de la médiathèque a non seulement été très fortement remis en question lors des grèves de 2010, mais il est aussi connu pour ses méthodes dites "pathogènes". Employés gênants mis au placard ou discrètement écartés, nombre important de bibliothécaires consultant la psychologue du travail, arrêts maladies parfois longs et répétés, interminables réunions de recadrage en cas d'expression d'un désaccord par un subordonné, opacité dans la gestion du budget et de l'équipe, précarisation du personnel remplaçant (contrats d'un mois renouvelables selon le bon vouloir de la hiérarchie), phénomène de clans, paranoïa latente, urgence dans le travail, ordres incompréhensibles, contradictoires et versatiles... Bref, le schéma trop classique de la souffrance au travail.

La solution ? Le participatif ! Sur l'injonction des élus, le directeur fait un stage de management. Le lendemain, il veut mettre en place un fonctionnement participatif. Sans explication à l'équipe du comment, pourquoi et dans quel but, il impose des ateliers de discussion encadrés par des supérieurs hiérarchiques. Chacun y parlera librement... de sujets pré-déterminés par la direction : l'ambiance, l'accueil, les points négatifs et positifs... Les groupes sont établis au hasard, pas question de se regrouper par affinités, et bien sûr les syndicalistes ne sont pas mis au courant. Une synthèse sera ultérieurement réalisée par la direction, « *mais de toute façon, a sous-entendu le directeur en s'adressant aux cadres, ce qui va résulter de cette concertation est déjà déterminé à l'avance...* » Résultat : une première réunion se déroule. Pas mal de salariés ne comprennent pas pourquoi on leur demande subitement leur avis, alors qu'ils n'ont jamais eu voix au chapitre jusque là : par crainte de représailles, ils ne disent rien, ou pas grand chose.

Après cette première réunion, la direction décide de stopper le processus et l'on en revient à un management hiérarchique traditionnel. Un revirement qui illustre, en premier lieu, le peu de cas que faisait le directeur de sa propre méthode. Tout au plus, il concédait à donner la parole. Mais c'est aussi une manière de dire que de toutes façons, la démocratie au travail, cela ne marche pas. Toutefois si cette stratégie participative avait été choisie, c'était aussi que la direction pensait pouvoir y gagner quelque chose. Le taux de syndicalisation

CGT est assez élevé dans l'équipe de la bibliothèque. Or nous avons vu que le syndicat n'a jamais été consulté et encore moins associé au processus : il est évident que le directeur cherchait à court-circuiter le syndicat dans son rôle de contre-pouvoir. Ensuite, en donnant l'illusion que ce sont les salariés qui ont impulsé les orientations, cela permet d'empêcher les contestations : tout aurait été décidé en fonction de ce simulacre de démocratie. La direction cherchait donc à légitimer ses décisions en faisant le tri dans ce qui aurait été dit : tel propos serait ignoré car n'allant pas dans le sens de ce qu'elle voulait, tel autre, au contraire, serait retenu et détourné car permettant de justifier une mesure.

Nous voulons votre bien, c'est contre vous-mêmes que vous vous battez

C'est là tout le piège du participatif : le rapport de forces et les antagonismes sont gommés par l'arbitrage de l'autorité qui consulte. Car allons plus loin. En se cachant derrière cette fausse démocratie, l'autorité s'exerce d'une manière peut-être plus efficace que si elle le faisait frontalement. Dans le cas d'une autorité frontale, il est toujours possible de s'opposer car la décision nous est extérieure. Le pouvoir cherchera à individualiser la contestation, à la diviser, à la réprimer plus ou moins sévèrement mais un rapport de force peut s'établir et la décision peut être modifiée ou annulée. Mais dans le cadre de cette farce démocratique, le personnel est soi-disant associé à la décision. Il ne peut plus la contester puisque c'est lui, selon le discours dominant, qui a décidé. Pourtant la hiérarchie subsiste et continue de s'approprier le travail des subordonnés pour se faire valoir.

Le management participatif consiste donc à détourner les désirs des travailleurs, à les utiliser à des fins productives tout en affirmant qu'il s'agit de leurs désirs et qu'il n'est plus question d'être d'accord ou pas d'accord, mais simplement content ou pas content. On passe donc dans une subjectivité totale ou plus rien n'est rationnel, tout se joue sur le sentiment... et le ressentiment. L'efficacité du management non directif tient dans l'intériorisation des contraintes par le salarié. En conséquence, si l'on n'est pas content, il s'agit d'un problème d'ordre psychologique et non d'organisation. Il s'agit d'un problème individuel et non collectif. Il suffira d'envoyer le subordonné vers le psychologue du travail qui servira de soupape et permettra de légitimer, avec le consentement du travailleur, une solution de reclassement. Le salarié ne se bat plus contre sa hiérarchie mais seul contre lui-même, contre ses propres désirs que ses supérieurs ont reformulés en demandes de production. Soumis à ces contradictions qu'il ne peut régler, l'employé s'épuise en ne trouvant d'autres adversaires que ses propres faiblesses. Comment s'étonner dans ces conditions des nombreux cas de suicides au travail ?

Dans une société où l'autorité s'avance masquée, celle-ci s'exerce non seulement en notre nom mais aussi prétend vouloir notre bien. Le pouvoir devient thérapeutique. L'autorité se présente parfois en amie, utilise le chantage affectif, la séduction, la plainte, la culpabilisation ou le reproche. Pourtant s'il y a bien un problème qui serait à traiter sous l'angle psychologique c'est : pourquoi, dans tel ou tel collectif, certains ont un désir de pouvoir plus important que d'autres ? Quels sont les ressorts psychologiques de la volonté de pouvoir ?

Mais lorsque ceux qui dominent n'assument même plus leur responsabilité et qu'ils se retournent vers les dominés pour leur dire "c'est vous qui décidez" alors qu'à l'évidence ce n'est pas le cas, on aboutit à une perversion extrême de la démocratie. Une mascarade qui peut mener soit à une résignation complète soit à de grands ressentiments conduisant potentiellement à un désir fasciste. Car à force d'entendre que nous avons le pouvoir alors que nous ne l'avons pas, beaucoup se dirigent vers un discours dont le seul et unique mérite est celui de la clarté : nous avons le pouvoir et vous ne l'avez pas, nous décidons et vous obéissez.

Contre le participatif et l'autorité, le projet libertaire

Ce système participatif est source d'une dangereuse confusion qui consisterait à l'assimiler au projet libertaire. Il n'est donc pas inutile, au risque de se répéter, de rappeler le contenu de ce dernier. Il ne s'agit pas d'esquisser les contours d'une cité idéale, mais de voir concrètement comment pourraient s'appliquer nos pratiques. Pour les libertaires, le pouvoir repose réellement sur la base et les décisions ne sont pas accaparées par des élus qui prétendent agir en notre nom.

Reprenons l'exemple de la bibliothèque municipale. Dans une démocratie directe, les usagers participent à la gestion de l'équipement : ils se réunissent et décident régulièrement. Au besoin, ils mandatent des individus pour accomplir telles ou telles tâches. Les décisions sont modifiables et applicables par tous. De leur côté, les travailleurs de la bibliothèque aussi se réunissent, décident et mandatent sur le même mode. Il peut subsister une direction technique mandatée mais elle ne fait qu'appliquer des décisions prises en assemblée générale. Des commissions peuvent par ailleurs associer usagers et travailleurs de façon à régler les conflits ou bien porter tel ou tel projet.

L'ensemble de la vie de la commune et des quartiers peut être gérée ainsi. En sorte que les élus ne servent plus à rien. Bien sûr, il subsiste des mandats correspondants à autant de tâches à accomplir. Mais ceux-ci doivent tourner. De plus, ces mandats sont définis collectivement par la base, le plus précisément possible. Ils peuvent être impératifs et ceux qui les détiennent sont susceptibles d'être révoqués au cas où ils ne seraient pas tenus. Les décisions résultent de discussions, de la recherche d'un consensus, dans le dialogue, en prenant le temps.

Il ne doit pas exister de séparation entre ceux qui vivent une réalité et ceux qui décident d'agir sur elle. Il n'y a rien à attendre d'un pouvoir qui nous serait libéralement concédé d'en haut si ce n'est manipulations et détournements voire retournements de notre volonté contre nous-mêmes. Nous nous exprimons et agissons directement et le grand chambardement se fera depuis la réalité et non dans l'abstraction des urnes ou d'une quelconque autorité souhaitant nous consulter pour notre bien. S'il y a une leçon à tirer du point de vue libertaire de la démocratie participative, c'est à mon sens celle-là.

Louis La Grange-aux-Belles.

le travail et la FEMME LIBÉRÉE (tu sais c'est pas si facile...)

Et si la libération de la femme n'était qu'une illusion ? Droit de vote, d'instruction, contraception, avortement... jamais les femmes n'ont obtenu — du moins en Occident — autant de droits, de libertés conquises de haute lutte sous le nom générique de *libération de la femme*. Mais ces libertés sont à la fois partielles et non-linéaires, sans cesse remises en cause pour que soit rétabli l'ordre naturel des choses. Et dans notre époque prétendument post-féministe, les femmes se retrouvent enfermées dans de nouvelles formes d'essentialisation et de domination d'autant plus perverses qu'elles sont subtiles et avancent sous couvert d'émancipation. Ainsi, d'après Jessica Valenti « *le féminisme dit que vous avez le droit de vous éclater. L'obligation de le faire même.* »¹

L'obligation ? Voici une idée pour le moins dérangeante. Pourtant, c'est véritablement une obligation nouvelle qui pèse désormais sur les épaules des femmes : celle de se montrer "libérées", c'est-à-dire souriantes et visiblement bien dans leur peau à tout instant, quand bien même les raisons qu'elles ont de se morfondre sont encore légion : sexisme, exploitation salariale, double, voire triple journée de travail... Et pendant ce temps, repris de toutes parts et dépouillé de tout caractère politique, le féminisme est devenu le dernier accessoire à la mode. Être émancipée devient un travail à part entière, et la société ne tolère aucun échec. (D'ailleurs à ce sujet, certaines femmes ne sont pas plus tolérantes que les hommes. Ariel Levy invente le concept de *female chauvinist pigs* pour qualifier ces femmes qui prônent l'émancipation — mais pas trop — tout en traitant leurs consœurs exactement comme le font les hommes les plus réactionnaires.)

Une obligation d'épanouissement qui s'étend

jusqu'au domaine du sexe : les femmes se doivent d'être en permanence disponibles et enthousiastes, sous peine d'être considérées comme de mauvaises coucheuses, des "coincées" ...Libération sexuelle oui, mais dans les limites imposées par la domination masculine. L'hypersexualisation des petites filles, la réification et la pornoisation des femmes s'impose massivement, de plus en plus et à une vitesse fulgurante. La domination masculine a trouvé un leurre pour continuer de contrôler les femmes et imposer sa volonté.

Lister de façon exhaustive les nouvelles pressions de domination qui pèsent sur les femmes s'avèrerait impossible dans un simple article : il y aurait beaucoup trop à dire sur le consumérisme, la révolution sexuelle... Par ailleurs, il suffit de se pencher sur un seul domaine pour constater le décalage — sinon l'antagonisme — entre cette libération fantasmée et une réalité quotidienne où l'apparence de l'émancipation dissimule une refonte et un renforcement des chaînes : parce qu'il a été, de tous temps, considéré comme LE moyen de libération et d'autonomie, il sera donc ici question du travail des femmes, qu'il s'agisse de travail reconnu comme tel ou non.

Comme l'écrit Paolo Virno : « *Il serait rassurant de supposer que les illusions qui ont aujourd'hui cours sont le produit de la propagande médiatique, et qu'en conséquence un projet de clarification patient et pédagogique suffira à les réfuter. Ce n'est malheureusement pas le cas. L'idéologie possède une base matérielle, un fondement objectif qui renforce et reproduit la tromperie* »²

Le monde merveilleux du travail

Obtenir, grâce aux combats menés par les féministes, le droit de travailler sans l'autorisation de leur mari — et donc de disposer d'un revenu bien à elles — a été pour les femmes une avancée majeure indéniable, voire même le premier pas indispensable menant vers une possibilité d'émancipation réelle. Mais le capitalisme a eu tôt fait de se frotter les mains : quelle importance de savoir qui travaille, tant que cela génère des profits et de la valeur ?

Le modèle de la femme au travail amplement reproduit par les médias est le reflet de cette hypocrisie, dessinant l'image idéalisée d'une travailleuse urbaine, active, épanouie, moderne et élégante, assumant son indépendance... qu'il qualifie de "réussite du féminisme". On pourrait pleurer devant le caractère éminemment sexiste de cette image d'Épinal (cette femme modèle, toujours en talons et tailleur, se doit d'être "féminine" et occupe toujours de charmants emplois "féminins", attachée de presse, styliste, bloggeuse mode...), il y a

pourtant plus de larmes à verser encore sur le décalage entre ce modèle et la réalité des femmes au travail, largement sur-représentées dans des emplois temporaires, mal payés et souvent dévalorisés.

Lorsqu'on le rappelle, on a tôt fait de nous évoquer telle ou telle femme ayant accédé à un poste à responsabilité. C'est oublier que, dans le système patriarcal, l'ascension sociale par le travail ne concerne qu'une minorité de femmes, et que, quelle que soit la responsabilité qui est concédée à ces rares chanceuses, la majorité de ce petit nombre reste subordonnée à une hiérarchie masculine. Par ailleurs, force est de constater que l'accession de quelques femmes à des positions de pouvoir ne se traduit pas par une amélioration de la condition des autres femmes. Comme le dit Lindsey German : « *Nous vivons à l'époque de la Femme de Service (...). Paradoxalement, la rhétorique du féminisme a connu son apogée au moment précis où les conditions de vie effectives des femmes ont empiré, et cette rhétorique a été utilisée pour soutenir des politiques qui leur sont nuisible.* »³

Ce que les politiques appellent aujourd'hui la « *féminisation du travail* » est un des exemples les plus flagrants d'une rhétorique féministe utilisée à contre-emploi : la majorité des aménagements spécifiques du travail proposés sous couvert de simplifier la vie des femmes se révèle rapidement comme de nouveaux outils d'une aliénation renforcée.

Leçon de féminisation du travail N°1 : travaille ta souplesse !

L'adaptabilité et la flexibilité sont, on le sait, des qualités primordiales sur le marché de l'emploi. De cette flexibilité qu'on pourrait tout simplement traduire (vive la novlangue) par précarité, là encore, les femmes sont, bien plus que les hommes, les premières et les plus nombreuses victimes.

La façon dont le travail temporaire, forme idéale de flexibilité, est vendu comme une libération pour les femmes représente un exemple flagrant de cette instrumentalisation sexiste.

Les agences d'intérimaires, qui font de la précarité une vertu, se multiplient et cherchent à attirer les femmes pour occuper des emplois interchangeables à faible responsabilité (entretien, secrétariat, services à la personne...) : on les invite à voir dans cette précarisation un choix personnel qui leur permettrait de mener à bien "d'autres projets"... "autres" s'entendant en fait comme un seul : la maternité.

Qui pourrait être dupe de ce discours de "libération" de la femme ? Outre le fait qu'il lui impose, encore et toujours et comme si cela allait de soi (après des décennies de combat féministe à ce sujet), la charge exclusive du soin des enfants, la réalité effective du travail temporaire est bien loin d'approcher la sinécure vantée : horaires décalés, peu pratiques, modifiables sans préavis... Quelle chance pour s'organiser et élever des enfants si l'on s'en tient aux injonctions patriarcales !

Sans compter que ces injonctions n'ont aucun scrupule à jouer de contradictions aptes à rendre schyzophrène la plus équilibrée des

femmes : prendre un travail temporaire et à temps partiel pour pouvoir faire des enfants ou s'occuper de ceux qu'elles peuvent déjà avoir, certes... à condition de ne pas avoir la mauvaise idée d'être enceinte !

Être enceinte quand on travaille, c'est un peu une atteinte à la sacro-sainte flexibilité qui suppose une disponibilité permanente et sans faille, c'est aussi trahir l'économie et son patron en modifiant ses priorités. Madame est donc largement incitée à retourner au travail le plus tôt possible après l'accouchement (toujours au nom de la règle travail=liberté), à elle de se débrouiller pour gérer la prise en charge de son bébé.

Tant qu'elle ne tombe pas enceinte, la travailleuse est à la fois désirable et bon marché. D'autant qu'on la paie environ 17% de moins qu'un homme (et 37% de moins pour un emploi à mi-temps).

Protester ? Allons donc... en les cantonnant au temporaire et au temps partiel, en organisant les temps de travail pour favoriser l'isolement (pauses décalées pour les caissières par exemple), les patrons savent parfaitement prévenir le risque de syndication chez les travailleuses.

Ainsi le capitalisme se rappelle, de façon sélective, que les femmes sont des femmes. Le travail ne constitue pour elles un moyen de s'émanciper

de l'oppression masculine que dans les limites définies par l'organisation hiérarchique du travail, et la femme est aujourd'hui devenue une figure majeure de la précarité.

Leçon de féminisation du travail N°2 : travaille ton physique !

Avec la chanson de la "féminisation du travail", s'est formée insidieusement une nouvelle catégorie d'emplois qui, bien qu'ils soient présentés de façon neutre, sont de fait plus spécifiquement dédiés aux femmes : on insiste sur les qualités "féminines" qui font des femmes les personnes idéales pour les occuper (sérieux, capacité d'adaptation, facilité de communication, bonne présentation...). On notera qu'il s'agit en général de postes demandant peu de compétences profession-



1 Jessica Valenti, Full Frontal Feminism : A Young Woman's Guide to Why Feminism Matters, Seal Press, 2007.

2 Paolo Virno « Post-Fordist Semblance » SubStance volume 36, numéro 1, p.42.

3 Lindsey German, Material girls : women, men and work, Bookmarks, Londres, 2007, p.148

nelles, ce qui permet de s'assurer des employées interchangeables. Ainsi, « une bonne professionnelle n'a pas besoin de compétences spécifiques, il lui faut simplement être professionnelle, autrement dit, parfaite pour un emploi ayant trait à la communication au sens pur du terme »⁴

Et à la féminisation du travail, correspond bien sûr la féminisation de la recherche de travail. La confusion entre travail, vie sociale, personnelle et physique est presque totale. « *Votre existence corporelle au travail vient coïncider avec le CV qui résume clairement ce que vous avez fait et comment vous avez su mettre à profit le temps dont vous disposez. (...) vous devez faire la preuve de votre volonté de travailler et savoir "vous vendre", surtout si une vaste armée de réserve attend de prendre votre place. (...) Loin de devoir être gardés en réserve ou réservés à vos proches, votre conduite, votre aspect, votre apparence sont tout. (...) Tout est là, étalé, et tout est important. De la salle de conférence au club de strip-tease, vous devez, à n'importe quel moment, capitaliser sur vos atouts, et démontrer que vous êtes un bon travailleur, un employé motivé, et que rien n'entrave votre immersion complète dans le monde merveilleux du travail.* »⁵

Le monde merveilleux du travail s'accommode peu de la grossesse, de la laideur ou de l'âge en ce qui concerne les femmes. D'après une étude réalisée par l'association Face Héroult, 75% des employeurs reconnaissent qu'ils font attention au physique des candidates et 83% des recruteurs interrogés estiment que "l'apparence physique est plus importante pour une femme". Les femmes sont incitées à considérer leur corps comme un atout professionnel et non plus comme personnel. Leur corps ne leur appartient plus, pas plus que leur vie privée.

Leçon de féminisation du travail N°3 : travaille ton abnégation !

Tout irait un peu mieux dans ce meilleur des mondes si cette "féminisation" du travail salarié tant vantée s'accompagnait du partage plus équitable des tâches domestiques pour lequel ont tant combattu nos aînées. Il faut encore une fois hélas avouer que sur ce terrain, on est loin du compte : encore aujourd'hui, 80% des travaux ménagers au sein d'un couple hétérosexuel sont exercés par

les femmes. Cela comprend les soins aux enfants mais aussi, dans certains cas, l'aide gratuite au conjoint dans le cadre de son travail. Avec les travaux de Cécile Brousse, on constate que la cohabitation hétérosexuelle provoque un surcroît de travail pour les femmes et un allègement du travail pour les hommes. Alors que, célibataires, les hommes consacraient 2h13 par jour aux tâches ménagères, ils en consacrent une heure de moins en couple. Dans un couple sans enfants, une femme passe 3h15mn aux travaux ménagers, un homme 1h15mn. Et lorsqu'il y a des enfants, la part de l'homme reste la même, tandis que celle de la femme augmente sans cesse.

Il a fallu les revendications féministes des années 70 pour faire percer l'idée que les tâches ménagères constituaient effectivement un véritable travail, et non un "rôle dans le couple" naturellement dédié à la femme et échappant à tout statut, ni travail, ni loisir. Et bien que cette classification en travail soit aujourd'hui communément admise, la répartition de sa charge n'évolue que très lentement, et surtout on évite soigneusement de se poser la question de son éventuelle valeur, et donc de sa rémunération... Pas de surprise non plus de ce côté là, donc : c'est toujours l'homme qui bénéficie du travail gratuit des autres membres de la famille. Comme le postule Christine Delphy, le travail ménager profite toujours avant tout à la classe des hommes : « *le travail ménager n'est pas une somme de relations individuelles, mais l'effet d'un mode de production, le mode de production patriarcal ou domestique.* »⁶ Le patriarcat fait qu'une classe – les hommes – s'attribue le corps et le travail d'une autre classe, celle des femmes.

La question de la valeur du travail domestique n'est pas innocente dans le cadre des programmes de "féminisation" du travail salarié. En créant par exemple des crèches vantées comme une avancée pour les femmes, l'État ne fait rien d'autre que pallier le désengagement des hommes et, ce faisant, participe à l'amplification d'un déséquilibre financier déjà trop flagrant : ce service payant remplaçant le travail que devraient faire les hommes, ce sont encore les femmes qui le paient en partie, sinon complètement. « *Les femmes paient donc doublement sinon triplement ces prestations et services : elles paient la part non subventionnée (des crèches par exemple), elles paient en travail ménager et elles paient en discrimination sur le marché du travail* »⁷

Il ne s'agit évidemment pas de supprimer les crèches et autres aides, mais de comprendre qu'elles ne sont pas un cadeau fait aux femmes. « *Pour éclaircir ce point, une illustration. Admettons qu'un enfant consomme 100 heures de travail : 50 "ménager" (réalisé à la maison), et 50 "socialisé" (crèche). De ces 50 "socialisé", les parents paient la moitié : le coût est de 25. Le couple parental assume donc conjointement 75 de la totalité du travail nécessaire. Mais comment ? Chaque parent devrait contribuer à hauteur de 37,5. Des 50 "maison", la femme réalise 40 et l'homme 10. Même si on admet que les deux contribuent également (ce qui n'est pas le cas) à la moitié payante du 50 "socialisé", la part totale de la femme est de : 40+12,5, soit 52,5 % du total ; la part de l'homme est de 10+12,5 = 22,5% du total; la part de l'État – donc des contribuables – est de 25%, et elle ne bénéficie en aucune façon à la femme, mais va entièrement à l'homme, dont elle compense – et encore, pas entièrement dans cet exemple – le déficit de travail ménager.* »⁸

6 Christine Delphy, « Par où attaquer le "partage inégal" du "travail ménager", Nouvelles Questions Féministes, Vol. 22, No. 3, À contresens de l'égalité, 2003, p. 47-71
7 Christine Delphy, « Par où attaquer le "partage inégal" du "travail ménager", Nouvelles Questions Féministes, Vol. 22, No. 3, À contresens de l'égalité, 2003, p. 47-71
8 Christine Delphy, « Par où attaquer le "partage inégal" du "travail ménager", Nouvelles Questions Féministes, Vol. 22, No. 3, À contresens de l'égalité, 2003, p. 47-71

La solution pourrait pourtant être simple : « *Pour les couples déjà cohabitants, une nouvelle règle pourrait s'énoncer ainsi : si les hommes ne veulent pas faire leur part du travail ménager, alors il faut qu'ils la paient, au lieu que ce soit le reste de la société qui la paie* »⁹

Chaque fois que, dans un discours sur le travail, "on a pensé aux femmes", il s'avère qu'on a surtout pensé aux moyens, d'une part de les forcer à se re-conformer à un ordre patriarcal, d'autre part d'amplifier leur dépendance en accroissant le déséquilibre financier dans le couple, et enfin de fragiliser et précariser leur travail salarié, tout cela sous couvert d'arguments féministes détournés.

Cette femme moderne, libérée et indépendante que l'on nous vend n'a pas oublié "d'être une bonne mère", et la panoplie d'aménagements du travail gentiment mis à sa disposition pour lui "permettre de conjuguer travail et maternité", l'aider à "accomplir son challenge de maman active", bien loin de la libérer, renforcent sa position traditionnelle dans l'ordre patriarcal et lui ôtent toute légitimité à vouloir s'en dégager, sauf à accepter d'endosser l'image de "la mauvaise mère", Némésis de cette figure idéale.

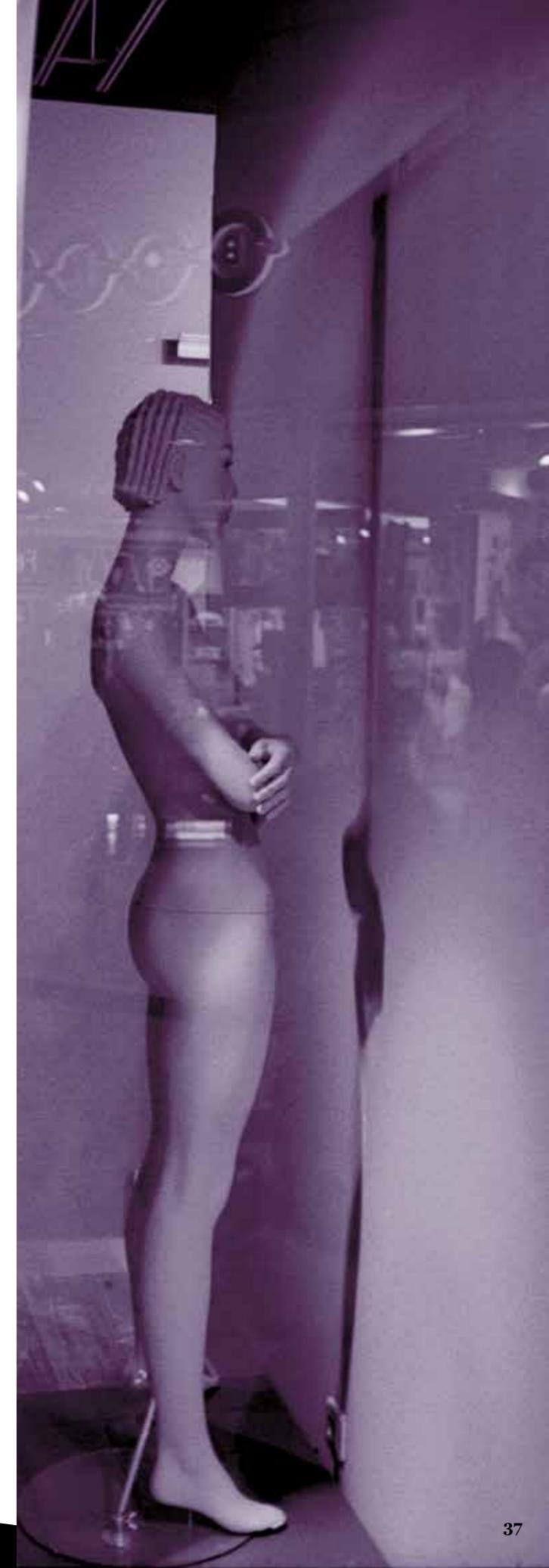
En l'absence d'investissement de la très grande majorité des pères, il n'y a pas d'autre choix pour la femme que d'accepter ces aménagements qui, loin de la libérer effectivement, renforcent une servitude millénaire en la parant des oripeaux de l'indépendance.

Conditionnées par la société, les femmes elles-mêmes sont habituées à penser que le temps de leur compagnon, mieux payé à tâche égale, est plus précieux que le leur. On ne questionne pas leur envie à changer des couches, tant il n'en est pas question ; elles sont là, elles sont censées le faire. « *Chacune de nos actions, chacune des actions que nous engageons dans un rapport social déterminé (parler, faire la lessive, faire la cuisine, soigner, faire des enfants, etc.) qui est un rapport de classe, celui qui nous impose les modalités et la forme de notre vie, on l'attribue à une nature qui serait à l'intérieur de nous, et qui – hors de toute relation – nous pousserait à faire tout cela parce que nous serions programmées pour, que nous serions « faites pour cela », que visiblement nous le « ferions mieux » que quiconque. Ce que d'ailleurs nous sommes prêtes à croire lorsque nous sommes confrontées à la fabuleuse résistance de l'autre classe en face de ces actes tels que nettoyer, se charger réellement des enfants (et non les mener faire un petit tour festif ou avoir avec eux « une grande conversation sérieuse »), se charger réellement de la nourriture (tous les jours et dans le détail), et ne parlons même pas de la lessive, du repassage, du rangement, etc. (ce qu'un solide adulte homme laisse faire sans remords à un enfant de dix ans pourvu qu'il soit de sexe féminin) tous domaines où les coopérations connues et constatées approchent de zéro.* »¹⁰

Dans notre époque prétendument post-féministe, les femmes se trouvent enfermées dans de nouvelles formes d'essentialisation et de domination, et l'égalité passera aussi et avant tout par le renoncement des hommes à leurs privilèges ; notamment le renoncement de l'appropriation du travail des femmes.

Marie Joffrin
Groupe Louise-Michel
Fédération anarchiste

9 Christine Delphy, « Par où attaquer le "partage inégal" du "travail ménager", Nouvelles Questions Féministes, Vol. 22, No. 3, À contresens de l'égalité, 2003, p. 47-71
10 Colette Guillaumin « Pratique du pouvoir et idée de Nature (2) Le discours de la Nature », Questions Féministes, No. 3, natur-elle-ment (mai 1978), p. 5-28

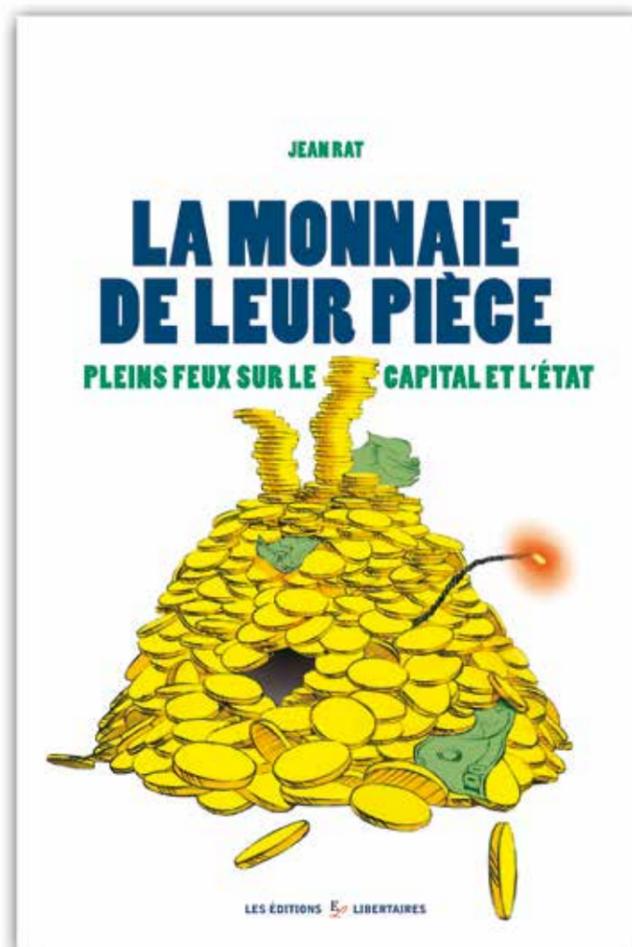


Entretien avec Jean Rat

auteur de "La monnaie de leur pièce :
plein feu sur le capital et l'Etat"

Jean, tu viens de publier « La monnaie de leur pièce : pleins feux sur le capital et l'État » aux Éditions Libertaires. Est-ce que tu veux nous parler rapidement de ton parcours ?

Des études d'histoire avec des petits boulots pourris ici et là. J'arrête les études car j'ai le sentiment qu'elles m'empêchent d'étudier pleinement ce qui m'intéresse vraiment. Rattrapé par le service militaire, j'ai tenté le CAPES d'histoire-géo et suis devenu prof. Au collège, j'ai essayé de lutter non dans le sens d'un corporatisme étouffant, mais pour une autre pédagogie. J'ai finalement démissionné après dix ans de bons et loyaux sévices dans l'Éducastration nationale, las des pressions administratives, las de soumettre, noter et punir les enfants malgré moi, las aussi des bureaucraties syndicales et de leur corporatisme, freinant des quatre fers tout mouvement qui les débordent. Je ne voulais pas finir zombifié par ce rôle imposé de flic au service du patronat et de l'État. Depuis, je donne des cours à domicile, mais ça ne suffit pas à nous faire vivre moi et mes mômes, et on vivote au RSA. Quant à mon parcours politique, il est assez tardif. J'ai toujours été révolté, mais d'abord solitaire, sans rien trouver qui me convienne vraiment. Je suis entré à la LCR peu de temps après avoir vu Besancenot à la télé, séduit par son discours de révolte, de liberté et d'égalité. J'ai rapidement été déçu car j'ai constaté qu'on ne décidait de pas grand chose au sein de cette orga en tant que simple militant ; il fallait surtout coller des affiches et distribuer des tracts concoctés d'en haut.



Je n'adhérais pas non plus à une stratégie d'inscription dans des schémas politiques représentativistes. Deux ans après, au moment de la création du NPA, un type sur le forum de cette orga m'a dit que mes idées ressemblaient plus à l'anarchisme qu'au trotskisme. Je ne connaissais la définition ni de l'un ni de l'autre mais je savais que je ne voulais plus militer de cette façon. Alors je me suis renseigné sur l'anarchisme. Ce fut un sacré choc de découvrir cette culture politique aussi riche que plurielle, subversive et vivante, qui mettait enfin des mots sur mes expériences, mes révoltes et mes désirs. Je me suis tourné vers la Fédération Anarchiste, qui malgré ses pesanteurs fédère des camarades anti-autoritaires aux analyses et aux engagements divers. Je me suis organisé ces cinq dernières années

dans un groupe poitevin de la FA, ce qui m'a permis de rencontrer, bien au-delà du groupe, plein de gens pour lutter et vivre autrement. De ces expériences, face au confusionnisme ambiant et au manque de repères politiques dans lequel tant de camarades moi compris se sont pris les pieds dans le tapis, je me suis dit qu'il pourrait être bien de contribuer à ma petite échelle à une dynamique de clarification politique. Ça a donné ce petit bouquin, dont la modeste ambition est d'exposer aussi simplement que possible des notions d'anticapitalisme, depuis longtemps oubliées à gauche, mais pas toujours claires non plus dans le milieu libertaire.

L'extrait que tu as choisi de publier ici décrypte quelques rouages du contrôle social. Tout ceci semble méticuleusement organisé. Y a-t-il un (des) chef(s) d'orchestre ?

Oui et non... il y a bien sûr, tout en haut de la pyramide, des gens aux postes de pouvoir. Des capitalistes, des politicien.ne.s, des hauts fonctionnaires et des barons des médias qui assument au quotidien de déposséder les gens économiquement, politiquement, culturellement. Qui pillent et exploitent, exproprient et expulsent, mutilent et tuent. Qui se connaissent, ont des solidarités de classes dominantes, élaborent des stratégies pour se maintenir au pouvoir. Mais il y a aussi, de haut en bas de l'échelle d'atomisation sociale, toutes les personnes qui cautionnent et répercutent le pouvoir en lui obéissant, en laissant faire, en se laissant faire. Moi compris, car il y a aussi et surtout des rapports sociaux de domination, qui imprègnent profondément nos façons de voir, d'agir et de vivre. Jusque dans nos relations les plus intimes avec les autres, et avec nous-mêmes.

Ton analyse du mythe de l'unité est très intéressante. Selon toi, doit-on s'attendre à un retour en force du communautarisme tel qu'il existe aux USA : assumé et même encouragé ?

C'est un fait : des solidarités affinitaires naissent des oppressions sexistes, racistes, politiques, économiques, idéologiques, religieuses, coloniales, etc. Aux oppressions ont toujours répondu les résistances des opprimé.e.s, et c'est tant mieux ! Nous avons trop tendance chez les libertaires à condamner d'avance toute dynamique d'émancipation qui n'a pas le label A(nar).O.C. Mais ces résistances peuvent elles-mêmes reproduire le pouvoir, lorsqu'elles dérivent en dogmes calcifiés, lorsqu'elles s'identifient aux étiquettes sclérosantes et méprisantes que le pouvoir leur a fabriqué, parfois au point de s'opposer aux autres résistances, ou d'employer les méthodes du même pouvoir qui les réprime. Lorsque les résistances aux oppressions ne se fédèrent pas, ne débordent pas les délimitations imposées, elles sont invariablement récupérées et digérées par les pouvoirs, qui les retournent pour diviser un peu plus les dominé.e.s.

Tu rappelles que "le premier des moyens de contrôle social, vieux comme le pouvoir, consiste en la division des dominé-e-s". L'union des dominé-e-s semble s'imposer comme une réponse. N'est-ce pas une illusion ou même un piège ?

Nous sommes bien obligé-e-s de reconnaître que nous sommes dominé-e-s, si nous voulons ne plus l'être. Mais si solidarité il y a, ce n'est justement pas dans une union de principe de dominé-e-s en tant que tel-le-s, mais avec des personnes qui se retrouvent dans des dynamiques d'émancipation, plurielles et solidaires. Je suis très méfiant par rapport aux appels à l'union, à l'unité. Il faut partir de nos singularités et de nos divergences, les faire apparaître au grand jour, pour déchirer l'illusion des pseudo-unités "nationale", "religieuse" et plus généralement idéologiques, pour clarifier ce que nous voulons faire ou non ensemble. La solidarité ne consiste pas à désirer, penser

ni agir tou.te.s de la même façon, mais en une libre fédération des révoltes émancipatrices. Le fédéralisme libertaire, c'est une pratique du collectif par les individus eux-mêmes, aux antipodes de cette "citoyenneté" annihilante que nous vend l'État.

Tu dresses un portrait robot du "bon citoyen". Est-ce que tu ne risques pas, à ton tour, de tomber le piège de l'unité en stigmatisant ce profil ? C'est pas un peu plus compliqué ?

Ce portrait du citoyen est l'idéal du pouvoir, aussi triste qu'impossible, le cauchemar qu'il projette sur nos espoirs. Celui d'une société constituée de membres démembrés, abstraits d'eux-mêmes, d'individus individualisés, sous contrôle, placés en régime de frustration permanente, ayant totalement intégré les paradigmes institutionnels d'une domination politique totalitaire et les reproduisant dans toutes les sphères de leur vie. Celui d'une "liberté" réduite au porte-monnaie et d'une "égalité" dans la misère généralisée de l'exclusion réciproque. Personne n'est un bon citoyen, pour la simple et très bonne évidence qu'il n'y a pas de norme universelle, ni morale ni politique, à laquelle tou.te.s devraient s'identifier, mais seulement les pratiques et les éthiques que nous faisons et défaisons, selon les situations héritées et vécues, par les chemins de traverse que nous décidons d'emprunter comme des brèches dans ces déterminismes sociaux. C'est très frustrant de prime abord de ne pas se sentir "intégré", mais de la reconnaissance de cette inadéquation aux modèles imposés peuvent aussi naître des refus émancipateurs, des chemins et des horizons nouveaux, des nouvelles perspectives collectives qui se traduisent en forces.

Une note optimiste ?

L'histoire du verre à moitié plein, ou vide d'ailleurs, c'est celle que les tauliers du monde entier nous racontent, celle des robinets qui leur appartiendraient exclusivement. Nous avons l'ignorance ou la lâcheté de leur prêter foi. Nous n'aurions pas le droit de boire la vie sans implorer la générosité de ceux qui nous assoiffent ? Nunc est bibendum : il est temps de nous organiser ici et maintenant, pour boire ensemble à notre soif.

•

**Extraits de
"La monnaie de leur
pièce : pleins feux sur
le Capital et l'État",
de Jean Rat,
à paraître aux
Éditions Libertaires.
Reproduit ici avec
l'autorisation de l'auteur.**

LE CONTRÔLE SOCIAL : DIVISION
RÉELLE ET MYTHE UNITAIRE

Le premier des moyens de contrôle social, vieux comme le pouvoir, consiste en la division des dominé-e-s. La colère des populations, suscitée par les insatisfactions sociales, est inévitable. Il faut donc, en permanence, détourner cette colère spontanée pour éviter qu'elle ne se retourne contre les exploités et leurs associés à la tête des États. Les ennemis désignés par le pouvoir à la vindicte populaire sont invariablement d'autres exploité-e-s, que l'on dira différent-e-s, et qui seront parqué-e-s de force dans des catégorisations sociales grossières, susceptibles de représenter une menace, une source de désordre social. [...]

Il est plus facile de se donner un semblant d'existence par l'exclusion des autres, lorsque le monde nous vide de toute substance, que de se révolter contre les lois absurdes de ce monde. C'est pourquoi, conjointement à sa dynamique d'atomisation sociale, l'État produit aussi un discours d'identification à un modèle unitaire. Hier le bon croyant, le sujet fidèle, le patriote, soumis à un Dieu, prêt à donner sa vie pour une Patrie. Aujourd'hui le bon "citoyen", le civilisé, le travailleur patient, qui a réussi à l'école, qui est performant au travail, qui fait de l'humour un peu cynique et relativiste (dans la vie, tout se vaut n'est-ce pas ?), qui vote, qui est toujours souriant, aimable, a une sexualité performante, est bon parent, et bien sûr non-violent. Pour le bon citoyen, tout est à respecter, c'est un principe, et il se tient à respect des autres et de sa propre vie. Car comme dans le marché, tout se vaut, tout est valorisable, tout s'échange. Le bon citoyen doit être capable de

signifier parfois son désaccord, en signant une pétition sur internet, qu'il portera auprès de ses "représentants". Être citoyen, c'est aussi savoir s'engager : en votant bien sûr, voire en s'indignant, mais jamais en se révoltant car il ne s'agit pas de perdre le contrôle... [...]

L'immense majorité des gens, éduqués pour se résigner, laissent faire, et ne remettent pas un instant en question leur place dans le système productif et consumériste. Non parce qu'ils sont stupides, mauvais, lâches ou manquant de "conscience", mais parce qu'ils ont été éduqués pour ne pas se révolter, éduqués pour se résigner à obéir, et que briser ce mur intérieur est un terrible saut dans l'inconnu, où toutes les valeurs peuvent basculer.

De façon générale, l'individu, dans sa complexité, ses nuances infinies, son expérience unique, son unicité, ne peut jamais être parfait. Quand bien même il colle au modèle citoyen, il y aura toujours quelque chose qui cloche, l'éloignant de la satisfaction d'être "intégré", ne serait-ce qu'une apparence physique différente du modèle publicitaire, culturel ou porno, qu'aucun régime ni aucune chirurgie esthétique ne corrigera. Le modèle du citoyen est donc non seulement le résumé d'un système d'atomisation, mais aussi celui d'un système de frustration sociale délibérée. Où c'est à chacun-e de témoigner de sa propre servitude en se montrant enthousiaste pour la prendre en charge (je connais un bon psy, c'est un bon sport pour évacuer, tu connais le zen ?). Où la société n'est vue que sous l'angle de rapports d'échanges marchands. Où l'appropriation de l'environnement social ne passe que par le diplôme, le job, le vote, les modes imposées, les "croyances privées", le compte en banque ou l'union civile. [...]

Si le pouvoir divise en catégories factices, il ne peut le faire que par la construction d'une unité sociale factice, artificiellement opposée à des "marges" : unité sans adversaires ne fait pas cohésion. L'autre outil du pouvoir, qui traverse toutes les époques, est donc celui de l'idéologie, du mythe unitaire, occultant la complexité et la multiplicité infinie du réel, et niant la réalité des inégalités engendrées par un modèle hiérarchique en les noyant dans le discours global et totalitaire d'une unité qui n'existe pas, et d'une uniformité qui, fort heureusement d'ailleurs, n'existera jamais. Le pouvoir crée une médiation unitaire, pour que les individus s'y identifient en oubliant leur réalité et leur spécificité. Unité des croyants dans le décervelage religieux, des "collaborateurs" dans une boîte, des compatriotes, des citoyens et du "corps électoral" dans la sauvegarde de l'État, dont les représentants sont élus à "la majorité". Unité du "peuple", de "la" classe prolétaire. Dans le slogan nazi « *Ein Reich, ein Volk, ein Führer* », le mot omniprésent, qui résume les fictions de l'empire unique, du peuple unique et du guide suprême, c'est le mot un.

Cela passe, comme toute pensée magique, par la maîtrise du langage, c'est-à-dire la maîtrise des catégories de la pensée, conditionnant les attitudes et les réflexes, contrôlant les émotions qui devront être filtrées au tamis de la foi ou de la "raison". On parlera de Dieu, de la patrie, de la nation, de la culture et de l'identité éternelle de tel ou tel "peuple"... mais aussi de citoyenneté ou de dictature du prolétariat. L'idéologie à cela de puissant qu'elle s'implante au cœur de l'intimité

de chaque individu, qu'elle le fait adhérer de l'intérieur aux intérêts des dominants. Imposer un langage commun, des mythes communs, permet de marginaliser les imaginaires, les luttes et les révoltes, ou de les enfermer dans un corporatisme s'inscrivant dans une logique de marché commun. L'idéologie dominante est toujours celle de "la majorité". Si le plus grand nombre fait ce qu'on lui dit de faire, c'est bien que ce qu'on lui dit doit être vrai, c'est bien qu'il convient de s'y identifier...

L'idéologie, en se servant des médias de communication, de l'image, de mots-clés et de slogans, se nourrit de faux débats, de fausses oppositions. Le spectacle transforme toutes celles et tous ceux qui pourraient être acteurs de leurs vies en une masse de spectateurs passifs, qui tentent pathétiquement de coller aux rôles toujours plus pauvres qu'on leur enseigne, aux modèles toujours plus dérisoires qu'on leur propose dans un flot d'images ineptes. Les inégalités sociales sont gommées par une culture du "consensus", de la "paix", du "dialogue social". Les exploités et les exploité-e-s, les dominants et les dominé-e-s, deviennent "partenaires sociaux".

La liberté ne consiste dès lors plus qu'à choisir son aliénation, toujours renouvelée ; à quelle passivité se vouer, à quel rôle s'abandonner, à quel genre sexué appartenir, à quelle sexualité s'identifier, à quel dieu ou quel service des relations humaines adresser ses prières, à quelle culture s'identifier, à quelle équipe sportive de millionnaires en short donner son soutien, à quel politicien déléguer, à quel patron vendre son temps et sa vie, à quel gadget toxique consacrer ses dépenses, à quelle nouvelle mode dépenser ses sous (modes passant aussi rapidement que les marchandises dans le renouvellement permanent des machines), dans quel loisir noyer ses rêves, dans quelle consolation amoureuse entériner sa sclérose affective. Soumission à la carte, au catalogue de fournitures du néant. [...]

Il arrive néanmoins, malgré la répression et le contrôle social, que la contestation sociale se radicalise, que dans l'action directe et la fédération des luttes partielles se dessine un horizon nouveau, et que le pouvoir n'ait plus le choix, qu'il lui faille céder. Pour ne pas disparaître, le pouvoir va alors concéder des droits, mais dont il sera garant et médiateur. Il va accorder davantage de miettes, mais en gardant la main sur la distribution de ces miettes. Les contestations partielles, obtenant tel ou tel gain de salaire en régime capitaliste, peuvent ainsi jouer le rôle de régulation temporaire des contradictions du capitalisme, en relançant la demande, pour un temps nécessairement passager. Elles permettent surtout au pouvoir de jouer à fond des divisions tactiques pour étouffer le mouvement, entre les adeptes des phases transitoires qui s'en satisfont "pour l'instant, en attendant d'obtenir plus", et ceux qui veulent toute la galette, ici, maintenant.

Slogan situationniste : dans une société qui abolit toute aventure réelle, la seule aventure qui nous reste consiste à abolir cette société.

DANS LA BIBLIOTHÈQUE noire

Comprendre comment
fonctionne un piège, c'est déjà
commencer à y échapper

Esquisse d'un tableau historique des progrès de l'esprit humain

Nicolas de Condorcet
Librairie philosophique J.Vrin, 1970
Collection Bibliothèque des textes
philosophiques.

NDLR : L'édition papier est introuvable,
mais l'ouvrage original est consultable sur
Gallica : [http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/
bpt6k101973s](http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k101973s)

Par ailleurs on trouve sur le net plusieurs
éditions électroniques téléchargeables gra-
tuitement au format PDF, notamment celle
réalisée par Jean-Marie Tremblay accessible
à cette adresse : [http://classiques.uqac.ca/
classiques/condorcet/esquisse_tableau_pro-
gres_hum/esquisse_tableau_hist.pdf](http://classiques.uqac.ca/classiques/condorcet/esquisse_tableau_progres_hum/esquisse_tableau_hist.pdf)

Dettes, 5000 ans d'histoire

David Graeber
Les liens qui libèrent, 2013.

De l'abandon au mépris : Comment le PS a tourné le dos à la classe ouvrière

Bertrand Rothé
Editions du Seuil, 2013.

Aliénation et accélération

de Hartmut Rosa
Editions la Découverte, 2012.

Le culte de l'internet : une menace pour le lien social ?

Frédéric Breton
La Découverte, 2000.

L'emprise numérique – comment internet et les nouvelles technologies ont colonisé nos vies

Cédric Biagini
Editions l'Echappée, 2012.

Radicalité – 20 penseurs vraiment critiques

Ouvrage collectif coordonné par Cédric
Biagini, Guillaume Carnino et Patrick
Marcolini
Edition l'Echappée, 2013.

Facebook, anatomie d'une chimère

Julien Azam
Editions les Réveilleurs de la Nuit, 2013.

La fabrication du consentement

Noam Chomski
Editions Agone, collection contre-feux,
2008.

Notes et morceaux choisis n°10 : Ecole, la servitude au programme

*Bulletin critique des sciences,
des technologies et de la
société industrielle.*
Ouvrage Collectif
Editions la Lenteur, 2010.

Petit traité de manipulation à l'usage des honnêtes gens

R.V. Joule et J.L. Beauvois
Presses universitaires de Grenoble,
collection Vies Sociales, 2004.

La Soumission librement consentie : Comment amener les gens à faire librement ce qu'ils doivent faire ?

R.V. Joule et J.L. Beauvois
Presses Universitaires de France,
Collection Psychologie Sociale, 1999.

Nouveau Dictionnaire de novlangue Plus de 500 mots pour vous manipuler

Michel Geoffroy
Editions Polémia, octobre 2013.

La parole manipulée

Philippe Breton
Editions La Découverte, 2004.

Les illusions du management.

Jp le Goff
Editions La Découverte, 2003.

LQR: la propagande du quotidien

Eric Hazan
Editions Liber-raisons d'agir, 2006.

Petit cours d'autodéfense intellectuelle

Normand Baillargeon,
illustrations de Charb
Lux éditeur, 2005.

Discours de la Servitude Volontaire

Etienne de La Boétie
Editions Mille et Une Nuits, 1997.

De la Servitude Moderne

Jean François Brient
Le livre est téléchargeable gratuitement à
l'adresse delaservitudemoderne.org

Par où attaquer le "partage inégal" du "travail ménager" Nouvelles Questions

Féministes, Vol. 22, No. 3,
Christine Delphy,
À contresens de l'égalité, 2003.

La femme unidimensionnelle

Nina Power
Les prairies ordinaires

Full Frontal Feminism : A Young Woman's Guide to Why Feminism Matters,

Jessica Valenti
Seal Press, 2007.

Post-Fordist Semblance

Paolo Virno
SubStance volume 36, numéro 1

Material girls : women, men and work,

Lindsey German
Bookmarks, Londres, 2007.



Quatre Mares

Textes de Jean-Pierre Levaray, photographies Alain Lefebvre.
Editions « au petit bonheur », 2013.

QUATRE MARES, UNE MÉMOIRE, UN PRÉSENT. UN AVENIR ?

Quatre Mares c'est, à Rouen, un vaste ensemble d'ateliers SNCF implanté en plein cœur de la ville. On y répare les locos, les cabines TER, on y construit le "nez" des TGV, entre autres. Quatre Mares fête ses 100 ans d'existence. Des milliers d'ouvriers, d'ouvrières, ont travaillé ici, y ont menés des luttes, y ont certainement fait la fête. Cent ans, 1913... Imaginent-on assez ce que ce lieu a pu voir passer de cortèges, de drames, d'accidents du travail, de bouleversements en tout genre ? Aussi c'est peu dire que ce centenaire méritait, au minimum, un livre.

Ils sont encore 750 à travailler à Quatre Mares. Peintres, chaudronniers, soudeurs, électriciens, menuisiers,...autant de corps de métier détenteurs d'une mémoire que ne saurait effacer cette nouvelle appellation de « Technicentre Rouen Quatre Mares », ou « Q.M. », pour les plus jeunes. Pour autant, ce n'est pas d'Histoire dont nous parle l'ouvrage de Jean-Pierre Levaray et de Alain Lefebvre, mais plutôt du présent. Les textes de Jean-Pierre, volontairement peu nombreux, viennent comme des contre-points à ces entretiens menés auprès des cheminots. Car le projet, dès l'origine, tenait en une phrase : donner la parole à ceux, celles, qui l'ont si rarement. On rencontrera donc Jean-Marie, travaillant à la maintenance, Daniel, le "jeune" retraité, Thierry, Régine, Vincent et d'autres. Sans langue de bois ni pathos, ils nous racontent leur quotidien. En regard, les photographies d'Alain, splendides noir et blanc, témoignent tout autant de ces réalités, alternant "portraits" de machines, d'essieux, et visages des hommes et femmes travaillant au milieu de cet étrange univers. Comme dans l'atelier, tout se mélange entre ces pages, confessions intimes et machines, humanité et inhumain. De là découle certainement l'émotion qui étreint à la lecture du livre. Il faut voir ce poste de contrôle, vaste tableau de commutateurs, qu'un

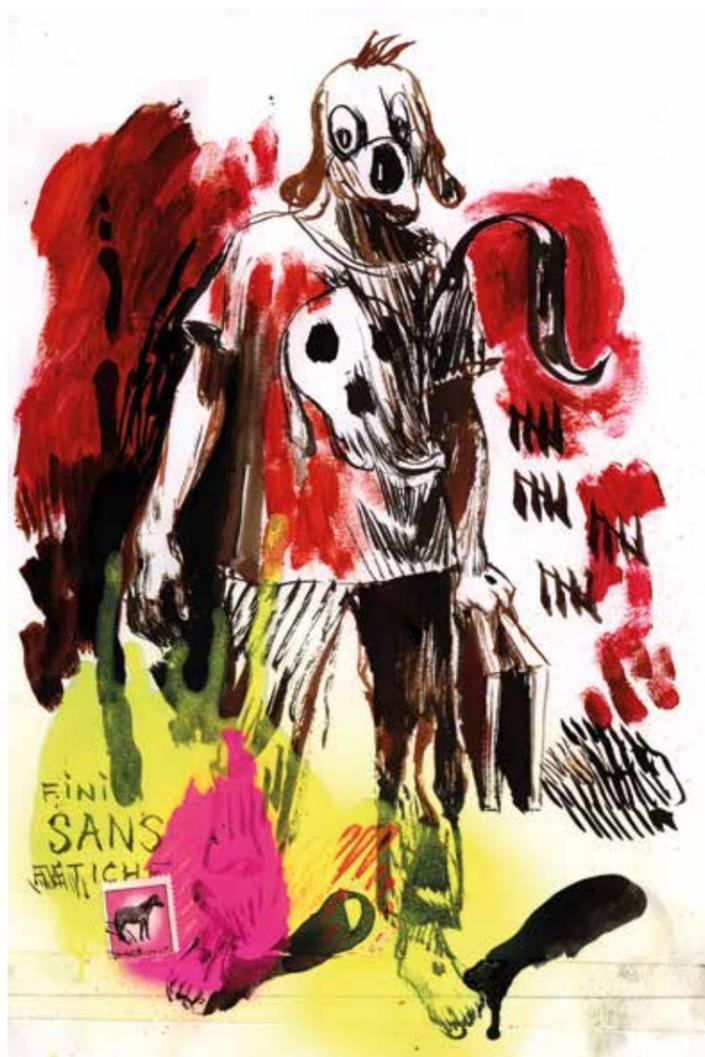
ouvrier a tenté de rendre moins anonyme à grands renforts d'autocollants, de dessins. Il faut les écouter ces ouvriers, ces ouvrières, parler de la dégradation de leurs conditions de travail, des tâches toujours plus nombreuses, éreintantes pour la plupart et au contact de l'amiante ; des deux heures de plus imposées pour cinq minutes de retard, surtout, de la crainte de l'avenir, d'une privatisation qui ne dit pas (encore) son nom, mais déjà bien présente via le recours, désormais constant, aux entreprises de sous-traitance.

La réussite de ce livre est en grande partie due à cette parole libérée, occupant l'essentiel des pages. Les auteurs se tiennent comme en retrait, laissant la place, l'espace, à celles et ceux qu'on entend que rarement. Car, contrairement à l'image qu'on se fait de la parole ouvrière, elle est rare, dans les médias, quasi inexistant dans la littérature, caricaturée à l'extrême et la plupart du temps placée sous surveillance, jugée à priori suspecte ou dénuée d'importance. Ici, dans la retranscription des entretiens comme dans le choix des photographies, une attention particulière est portée au respect des personnes, de leurs propos. Aussi peut-on avoir parfois le sentiment d'une parole "banale", dénuée de profondeur : c'est tout le contraire pour qui sait lire entre les lignes, et se laisser envahir par l'étrange sentiment d'une proximité, encore renforcé par la puissance d'évocation de photographies qui, mélange de métal, de machines et d'êtres de chair, laisse parfois sans voix. "Quatre Mares", loin de se contenter de saluer la mémoire d'un lieu de travail centenaire, expose son actualité, interroge son avenir, et fera sans nul doute référence en matière de témoignage sur la classe ouvrière contemporaine.

Fred,
Groupe Saint-Ouen 93
Fédération Anarchiste

Traces de vie sur Mars

entretien désynchronisé avec un explorateur



Illustration, vidéo, musique... à travers l'ensemble de son œuvre polymorphe, L.L. de Mars poursuit depuis plus de trente ans une démarche minutieuse d'exploration de chaque médium artistique qui passe à portée de son regard et de son geste toujours critiques, suffisamment déconstructeurs en tous cas pour y ouvrir de nouveaux horizons poétiques. Nous avons mené un interrogatoire du suspect, histoire de tenter de comprendre la vie sur Mars...

Propos recueillis par Pola.

Bon, on va instaurer une règle du jeu un peu particulière pour cet entretien : je vais juste te donner un lot de citations, soit parce qu'elles sont de toi, soit parce qu'elles sont ou ont été "à toi" quand tu les as utilisées, tout ça hors contexte et parfois même tronqué ; et je te laisse y réagir comme tu le sens, dans la globalité ou le détail, comme tu veux... Donc :

- "Rien ne distingue un psychotique qui braille seul contre ceux qui lui mettent des implants pendant la nuit pour l'espionner d'un artiste qui stigmatise une institution qui ne lui répond jamais" ;
- "Un film globalement inutile étant donné l'état des choses" ;
- "J'accorde mes actes à mes pensées au lieu de tirer des conclusions de mes actes" ;
- "Il y a un trucage obligatoire qui passe par la trahison du sens des mots "œuvre d'art" et "artiste" et, ce qui est plus tragique, de leur substance, pour rendre une quelconque collaboration possible avec l'institution" ;
- "Ars adeo latet arte sua" ;
- "Ça voudrait dire quoi? Que J'ai une mission?"

L.L. de Mars : Je vais essayer de dévider un peu cette trame emberlificotée, d'en dégager les fils ; je vais commencer en tirant sur les derniers. Écarter tout malentendu sur l'éventuelle mission d'un travail artistique, ce sera déjà un point d'éclairci sur ce que j'entends par la pratique de l'art.

Une mission place l'art derrière un horizon déjà formulé, comme une question à liquider plus ou moins habilement, une modalité à trouver pour l'atteindre. Je n'ai pas de mission ne signifie pas que j'avance sans but, comme une bête affolée, ou sans éthique comme une créature d'arrangements ; c'est réaffirmer combien, outre le fait que mon horizon n'est pas dessiné par avance, je ne suis pas là pour créer du lien social.

Les œuvres d'art brisent le lien social parce que leur nature est de fragiliser les évidences sur lesquelles, précisément, il prétend reposer. Les œuvres d'art qu'on prendrait à tort pour des variations sur le thème de la communication naissent précisément dans ses fissures ; elles ridiculisent toute prétention à résumer le langage humain à des petits problèmes d'entendement et d'efficacité du discours. Elles pilonnent les tentatives de faire harmonie des désirs, de cristalliser l'infinie variété des possibles humains en quelque chose comme une civilisation. La velléité de faire des œuvres d'art la preuve même de l'existence d'une civilisation n'est imaginable qu'à la condition d'ignorer à tout moment de l'histoire la profonde dissonance, l'impureté, le désordre dans lequel elles désassemblent les désirs de clarté, les projets de présent harmonieux ou de futur triomphant. Il faut les méconnaître beaucoup pour croire qu'elles incarnent quoi que ce soit d'une nation, d'un peuple, d'un moment d'histoire. Elles ne rendent pas compte du monde. Elles offrent de nouvelles opportunités aux mondes.

- "Ars adeo latet arte sua" est la phrase qui frappe la porte de mon atelier ; elle m'est d'autant plus nécessaire que les objets que je me donne à penser sont rarement légers, que ma matière est lourde, que moi-même je suis d'une épuisante gravité. Ovide m'évite d'entraîner à cette lourdeur mon propre travail par une invitation à faire disparaître de celui-ci, d'une certaine manière, toutes ses causes et toute la peine qui y conduit. Pourquoi est-ce si important, même dans les

1 Épigramme d'Ovide : comme pour tous les bons épigrammes, une traduction ne peut être qu'insatisfaisante. Le nœud en est un jeu sur la polysémie du "ars" latin, désignant autant l'œuvre que la technique et les compétences en jeu pour la produire, incorporé dans un commentaire sur la nature même de l'art. S'approcher de l'esprit donnerait quelque chose comme « tant l'œuvre de l'art se cache dans l'art »

œuvres les plus noires, d'inviter à une forme de joie du mouvement - même ? Il s'agit d'une invitation à la subjectivation possible, l'éventualité d'un juste retour pour d'autres de la joie apportée par la sienne ; faire oublier ma présence, ma lourdeur de bœuf, derrière le travail achevé, c'est laisser de la place à celui qui vient. Il y a dans la pratique de l'art, dans les moments de création, une forme intense d'adventon du sujet à la vie, et ce retranchement offre la possibilité de nouveaux espaces d'adventon avec elle. C'est une raison, également, dans un cadre plus précisément politique, pour effacer l'intention, tout l'attirail des signes par lesquels nous serions invités à penser telle chose plutôt qu'une autre, devant telle partie plutôt que devant telle autre.

- De l'institution, j'ai sans doute déjà bien trop souvent parlé. À ce point qu'il y a là-dessus quelques malentendus ; c'est peut-être l'occasion de préciser combien on se tromperait à m'imaginer bataillant contre les dispositifs culturels. Les dispositifs, les grosses machineries institutionnelles d'État, sont traversés par des corps, et ces corps les changent. Déplacez quelques sujets dans une institution, et elle s'ouvre ou se ferme devant vous. Il n'y a pas plus de surpuissance institutionnelle qu'il n'y a de neutralité machinique. Ce sont les sujets qui, pris dans le péril de leur propre institutionnalisation possible, m'intéressent. C'est tout ce qui, chez nous, fait possiblement institution qui m'intéresse. L'institution, devant l'art, est avant tout un problème de temps. C'est en tant qu'elle est toujours comptable des opérations du passé que tout est impossible avec l'institution devant l'inconnu. C'est en tant qu'elle ne peut être qu'archive, en tant qu'elle traîne toujours derrière les représentations quand les sujets de la représentation sont morts depuis belle lurette. C'est pour ça qu'il n'y a que de la mort dans les centres d'art ; ce n'est pas parce qu'il sont implicitement mauvais, subordonnés au pouvoir ou Dieu sait quoi. C'est parce que rien ne pourrait s'y dérouler qui ait quoi que ce soit à voir avec l'inconnu, l'imprédictible. Un centre d'art, c'est une gare de triage de dossiers. Un artiste ne fait pas de dossiers, il fait des œuvres d'art. Ceux qui remplissent des dossiers n'exposent jamais rien d'autre que leurs épitaphes.

- Bon. C'est à Artaud que je dois, dans « le théâtre et son double », cette phrase sur les actes et la pensée, sur leur consubstantialité dans le présent qui fait la vie et les œuvres ; c'est l'impératif que je me donne de commencer par trouver une harmonique intellectuelle

du mouvement avant de m'y abandonner. Ceci peut nous conduire à la question de l'engagement politique d'un artiste ; on a compris plus haut que j'écarte la tentation d'une résonance démonstrative des œuvres à des énoncés.

De cette affirmation de la vie que je colore du Théâtre et son double, j'implique des rapports particuliers de socialisation ; c'est dans cette direction que s'assemblent les parcours politiques, en tant que le quotidien est ce par quoi les œuvres sont discutées, dites, montrées, jouées sous l'optique du jugement et du plaisir, ce par quoi je peux inviter mes camarades à changer d'optique sur la notion même d'action et de politique. Ce n'est pas dans mes œuvres que se jouerait explicitement l'harmonique entre actes et pensées, comme un exposé, une formule ; de cette harmonique, elles sont la forme vivante, et c'est ma vie, alors, qui fait exposé d'une présence politique à discuter comme mode d'action.

"Déjouer les évidences" a l'air d'être un simple programme si on ne prend pas la peine de dire de quoi on parle : déjouer les évidences, c'est arracher à mes proches, mes amis, mes camarades, leurs rapports à l'art fondés en politique devant les significants ennemis, signifiants qu'ils finissent par faire leurs en ne voyant plus tout ce qu'ils ont à y perdre ; c'est rompre toute forme hiérarchique entre les notions d'actions, de théorie, de création artistique, entre les actions immédiates et celles dont on ne peut pas imaginer les fins, entre le combat guerrier et la peinture etc. Si je parviens à entraîner à la peinture des machines de guerre, je conduis plus loin la possibilité de la guerre jusque dans son apaisement même. D'une manière générale, le travail d'engagement c'est celui qui laisse libre la voie de la création, qui fait de la vie quotidienne la forme ajustée par laquelle il n'est plus nécessaire de reformuler le politique dans les œuvres parce qu'il occupe déjà toute la vie.

Je me sentirais misérable de reconduire mes amis politiques là où ils sont déjà complètement, je me sentirais bien vain si je ne leur apportais pas, précisément, un peu plus d'espace encore que celui qu'ils dégagent dans la lutte. L'engagement au cœur du travail-même, ostensible, déterminé, ça ne peut devenir qu'un goulet d'étranglement si on n'y

prend pas garde. Une caricature figée. Un livre comme « *Quelques prières...* » n'a aucune raison de hoqueter ce que d'autres travaux d'histoire sur la colonisation font très bien sans enjeu artistique ; si art il y a, c'est dans le vacillement des méthodes d'approche historique et des conclusions que l'on s'attend à y trouver ; c'est dans les franges indécidables où il faut s'affronter à ses propres certitudes sur un sujet, politique, historique, éthique. Un livre comme « *Quelques prières* », comme « *Docilités* », ne vient pas corroborer une position établie, mais réveiller la question de l'historicité de cette position, de son arrivée dans votre propre vie jusqu'au moment où elle s'est endormie dans son évidence même. Ce mode de travail accule à se faire l'objet de l'interrogation politique que l'on a pris la mauvaise habitude de voir bouclée dans les livres amis. Et l'incertitude est le moins qu'on doive à un lecteur.

- Mon travail politique vise également à écarter quelques idées reçues assez courantes chez mes camarades ; par exemple, la certitude que nous devrions retrouver un lien perdu entre l'art et le grand public, que nous devrions combler un écart entre les œuvres et la population creusé par le supposé cynisme élitaire d'un art contemporain (notion bien confuse essentialisée aussi bien par les militants que par les curateurs et les critiques). Mais quel état idéal faudrait-il retrouver, exactement ? Celui de la stoa des philosophes grecs ?

Celui du livre d'heures des ducs de Berry ? Celui des fresques du palais Schifanoia ? Quand a-t-il été populaire et immédiat, exactement l'art ? On a tout à gagner à comprendre « *l'activité art* » dans l'inévidence de ses productions comme dans l'inconnu de ses modalités, au lieu de rêver d'un état de conciliation populaire qui n'a jamais existé ailleurs que dans l'affiche de propagande ou le placard publicitaire. Faire aimer l'inévidence propre au champ artistique, la présenter comme une opportunité, et non pas comme un petit problème de codes sociaux, voilà un travail de l'engagement politique qui concerne directement et quotidiennement mon travail. Je suis souvent fatigué de m'opposer à la fois à l'institution et aux camarades qui résumant l'art contemporain à ce que les machines institutionnelles en font, qui en admettent le vocabulaire étriqué et les essentialisations (ce qui est fait de Duchamp par les uns comme les autres mériterait à soi tout seul un entretien complet bien plus long que celui-là. Pauvre Duchamp...).

- Bon. D'où diable vient cette phrase sur les psychotiques ? Mystère. Quoiqu'il en soit, quoi de plus ridicule qu'un artiste qui entame un dialogue avec une tombe et se plaint de la forme frigide que prend la conversation, de l'insatisfaction qu'elle lui procure quand il la cresse, du sentiment de trahison qu'il ressent après en avoir payé si cher le marbre et qu'elle ne chante pas en retour pour lui ?

... Oh et puis si, une question tout de même : ça renvoie à quoi pour toi quand on parle "d'engagement" ?

D'une manière générale, une forme appuyée du temps présent ; s'engager dans une voie politique c'est, pour un artiste, rejeter toute forme de cristallisation à la fois constitutionnelle (un rapport de subordination de l'art à des fins supposées plus élevées, à des mots d'ordre, des énoncés), historiques (un rapport de vassalité à des moments d'idéalité, qu'ils soient révolutionnaires, mythiques, édifiants) ou formels (une adéquation aux dernières formes de l'entendement) ;

c'est s'engager à fuir toute forme de fétichisation des autres formulations artistiques et très notamment les formes instituées comme révolutionnaires ; je ne connais rien de plus désespérant artistiquement et politiquement que de voir fétichisés les affiches de 68, les films de Vertov ou les conventions éteintes du graffiti. Les plus cultivés redégoilent timidement les collages de Heartfield ou les affiches de Malevitch, les plus abrutis se jouent l'improbable second degré d'un réalisme socialiste cool, et évidemment, la plus sinistre plaisanterie — parce que la plus longue et la plus envahissante — est encore le punk qui n'en finit plus de bégayer son folklore sonore et visuel. Qu'y voir sinon désœuvrement et paresse intellectuelle, marchandisation qui s' imagine contre marchandise, sécurité pépère du signe réconfortant et sentiment familial (peut-être le plus répugnant et le plus récurrent des défauts de l'art ostensiblement engagé).

Tout ce qui tend vers ça est mort.

Tout ce qui présente les signes assurés d'une entendement préparé avec le public est mort. Tout ce qui est produit avec la vocation d'être intelligible et clair est insultant. Et c'est dépourvu de toute générosité : je n'offre de la place pour vivre que si j'ouvre moi-même le champ. Qui peut prétendre respirer autre chose que l'odeur de sa propre cuisine quand il reconnaît dans une œuvre tout ce qu'il a déjà connu ailleurs ? L'art militant est une catastrophe rigoureusement contradictoire. Le dessin militant est un dessin sans politique dont seul le texte monosémique flottant autour des personnages désigne la polarité politique. Un dessin militant de gauche est un dessin militant de droite qui s'ignore. L'art militant est bourgeois dans sa citation infinie du passé rétamé. L'art militant est capitaliste de reproduire à l'infini les petits signes déjà éprouvés par l'efficacité militante. L'art militant est conservateur de ne jouer que sur la chaleur réconfortante d'une famille politique dans laquelle on ne veut pas faire de mouvements pour ne pas risquer de chasser l'odeur de la soupe.

La phrase sur les psychotiques, elle vient d'un interview que tu as donné il y a plus de 10 ans.... Et ça m'intéresse d'y revenir, parce qu'elle illustre une réponse à une question sur ce qui te semblait des échecs ou des déceptions dans ton travail. Tu répondais que la plupart de tes œuvres ouvertement politiques étaient des demi-échecs au sens où la confidentialité s'accommodait mal d'une volonté publique de dire quelque chose... d'où le parallèle avec le psychotique. Est-ce que tu as, plus de 10 ans après, toujours cette frustration ?

.... Ça y est, je revois le contexte, c'était un entretien avec Christophe Petchanatz ; en fait, je tentais à l'époque, assez peu adroitement, de trouver des formes possibles à un travail de sape des différentes formes de pouvoir culturel (notamment parce que je travaillais beaucoup avec un centre d'art naissant, donc en danger), des institutions structurelles (DRAC, FRAC) aux institutions formelles (modes de création des œuvres, types récurrents de productions artistiques). Je notais juste tout le ridicule qu'il y a à s'époumoner aux oreilles d'une créature qui ignore même que vous existez, dont les hurlements n'arrivent même pas jusqu'à ses oreilles. J'en arrivais à ce paradoxe bien connu : si j'avais voulu faire entendre ma colère à ces formes de vie là, j'aurais dû parler leur langue, c'est-à-dire commencer la guerre que je voulais leur mener en la perdant d'emblée. J'ai cherché quelques formes possibles à ce travail jusqu'au colloque « *Un artiste peut-il travailler avec l'institution ? Non* ». Ce fut la dernière tentative. Je m'en suis désintéressé depuis pour toutes sortes de raisons, et peut-être entre autres pour le sentiment de frus-

tration que tu évoques. Mais c'est plus notablement parce que j'ai trouvé dans le monde de la bande dessinée — traditionnellement très conservateur contrairement à tout ce qu'on imagine — des combats à mener beaucoup plus difficiles, beaucoup plus vastes, donc beaucoup plus excitants. La revue Pré Carré, qu'on vient de créer avec trois amis, est la dernière expérience de travail théorique et agnostique menée dans ce monde là. Au fond, ces petites histoires nous ramènent à nos problèmes du début, à savoir l'invention d'un mode politique de l'art et l'accueil d'une pratique ostensiblement et ouvertement militante ; il est beaucoup moins intéressant et bien moins efficace au niveau de la lutte de continuer à désigner clairement les erreurs et les violences ennemies que de produire des contre modèles inassimilables par lui. Les camarades savent déjà très bien reconnaître un bourgeois, savent très bien ce qu'ils fuient dans ses valeurs, et savent très bien à quoi s'en tenir dans la présence d'un flic. Les autres aiment la police et les valeurs bourgeoises. D'un point de vue tactique, s'abandonner à l'inconnu revient à un quadruple déplacement de la valeur par l'imprédictible (pas de marché), l'inassignable (pas d'étalon), l'intempestif (pas de cours), l'incomputable (pas de mesure). Autant dire, par exemple, que quand je donne des cours de bande dessinée à des enfants en leur faisant valoir ces déplacements le plus simplement du monde comme implicitement lié à la pratique de l'art, sans aucune volonté démonstrative d'en faire un axe libérateur ou ordonnateur, je fais un travail autrement plus profitable que si j'essayais de leur brosser un portrait de bourgeois ridicule. Évidemment, il est plus simple d'inviter à l'ivresse mes classes de cours préparatoire que mes camarades militants....

Okok... bon, j'ai un peu de mal à faire la part des choses sur mon sentiment en ce qui concerne certains aspects du rejet absolu de la facilité qui sous-tend ton discours. Ma première réaction est de me dire qu'il faut une chie d'humilité pour parvenir à remettre en question, dans son propre travail, tout ce qui serait de l'ordre d'un quelconque cliché de communication, et d'un autre côté, baah... ça peut en même temps passer pour une insupportable prétention que de dédaigner tout ce qui est immédiatement intelligible, et notamment intelligible comme "art militant".

Par exemple, je comprends ta critique de l'utilisation de ce que j'appellerai

les «codes de connivence» (tu cites notamment l'esthétique punk ou le grafitti)... mais tendre résolument vers le refus, non seulement de codes familiers, mais aussi du clair et de l'intelligible, c'est pas aussi se mettre dans la famille de "ceux qui comprennent..." ? ... 'fin bref, tu la mets où la frontière entre la poésie et l'abscons élitiste ?

- Ce que je refuse est moins important que ce que je ne cherche pas. Ce n'est pas un détail rhétorique ; cette distinction, cette orientation du travail, est primordiale, parce que c'est elle seule qui établit une différence radicale entre position et posture. Ce n'est pas du tout la même chose de refuser l'entendement commun, à supposer qu'il existe, et de ne pas l'avoir pour objet. Je n'ai pas pour but d'être inintelligible, opaque, obscur ; qu'est-ce que ça m'apporterait ? Où ça me conduirait ? Mais je ne cherche rien qui soit gouverné par cette fin là. D'autre part, je n'établis pas de hiérarchie entre ce que seraient des clichés de la communication, et ce qui n'en seraient pas : ce n'est pas un problème de cliché, de distribution honorifique des codes, c'est la communication toute entière qui veut faire l'épargne d'une vraie théorie du langage et c'est elle que je désavoue intégralement. La communication, c'est une affaire de fourmis. Le langage humain, c'est tout-à fait autre chose. Le poème n'en est pas l'accident, il en est la condition.

Je vois à tes remarques que je me fais mal comprendre : je ne dédaigne pas ce qui est immédiatement intelligible, je pense que rien n'est immédiatement intelligible à moins de s'être trompé de corps. Que l'art militant abandonne le poème qui fait l'inconnu du langage (je dois cette formulation à Meschonnic et Savang), et il abandonne par là-même toute l'ouverture politique, toute la générosité, toute l'invitation à inventer un monde nouveau qu'il prétend pourtant accompagner.

Enfin, je comprendrai ce que veux dire "abscons élitiste" quand tu m'auras désigné ta propre conception de l'élite ; c'est elle-seule qui me dira ce que signifie vraiment ta question, où elle veut en venir. Où places-tu toi la frontière entre ce que tu admets de la singularité, de l'espace à lui accorder, et ce que tu n'en admets pas ? Et au nom de quelle formulation de la communauté tu le fais ? Dans l'an 01, par exemple, la limite est vite atteinte : l'horizon artistique, ce sont des chapeaux faits main et des chansons entre potes à la guitare sèche autour du feu. C'est pour moi un avant goût de l'enfer.

Parmi mes amis autonomes je trouve un seuil

très différemment placé, assez loin pour que ce soit un plaisir quotidien d'apprendre ensemble à comprendre ce que nous entendons par singularité, communauté, séparation ou élite. Tu vois que je ne peux pas répondre simplement à ta question...

- Ah tiens, une question encore : choisir tes lieux d'intervention (tes collaborations, ton mode de diffusion, la façon dont sont distribuées tes œuvres...), est-ce que c'est important pour toi ?

C'est indissociable de mon travail lui-même ; ça l'est même de plus en plus à mesure que je multiplie les expériences de travail collectif (du film « Kibboutz » aux livres expérimentaux à plusieurs mains en passant par la fresque de la Maison de la Grève ou le labo collectif d'animation expérimentale du Terrier) et les travaux plus pédagogiques (conférences libres à la MG, cours bénévoles dans les écoles de mon village et des alentours, ateliers plastiques et sonores de chambre etc.). Éditorialement, le Copyleft fait le reste : quel que soit l'éditeur avec lequel je fais un livre, il n'y a aucune capture possible de celui-ci. Je ne suis pas sûr d'avoir toujours le flair pour anticiper une situation éditoriale ou artistique pourrie, mais j'ai au moins développé une certaine prestesse pour faire demi-tour dès que la plus minuscule fissure éthique menace.

- je reviens à ta remarque de tout à l'heure, "quand tu m'auras désigné ta propre conception de l'élite... etc"... en effet... Je peux essayer de faire ça en m'appuyant sur ton exemple de l'an 01 : l'élitisme, ce serait justement de proclamer qu'il suffit qu'un chapeau soit fait main pour qu'il soit indigne d'un regard. Bref, dans cette conception l'élite se définit par ses exclusions formelles, par exemple elle marque les frontières du bon goût en désignant nommément les formes vulgaires ou méprisables. C'est une posture effectivement, et une prise de pouvoir.

Je comprends bien que ce n'est pas du tout ton propos, j'ai été un peu lourde avec ma question caricaturale, mais je trouvais important de préciser ce que tu développes justement dans ta réponse : "ce que je refuse est moins important que ce que je ne cherche pas".

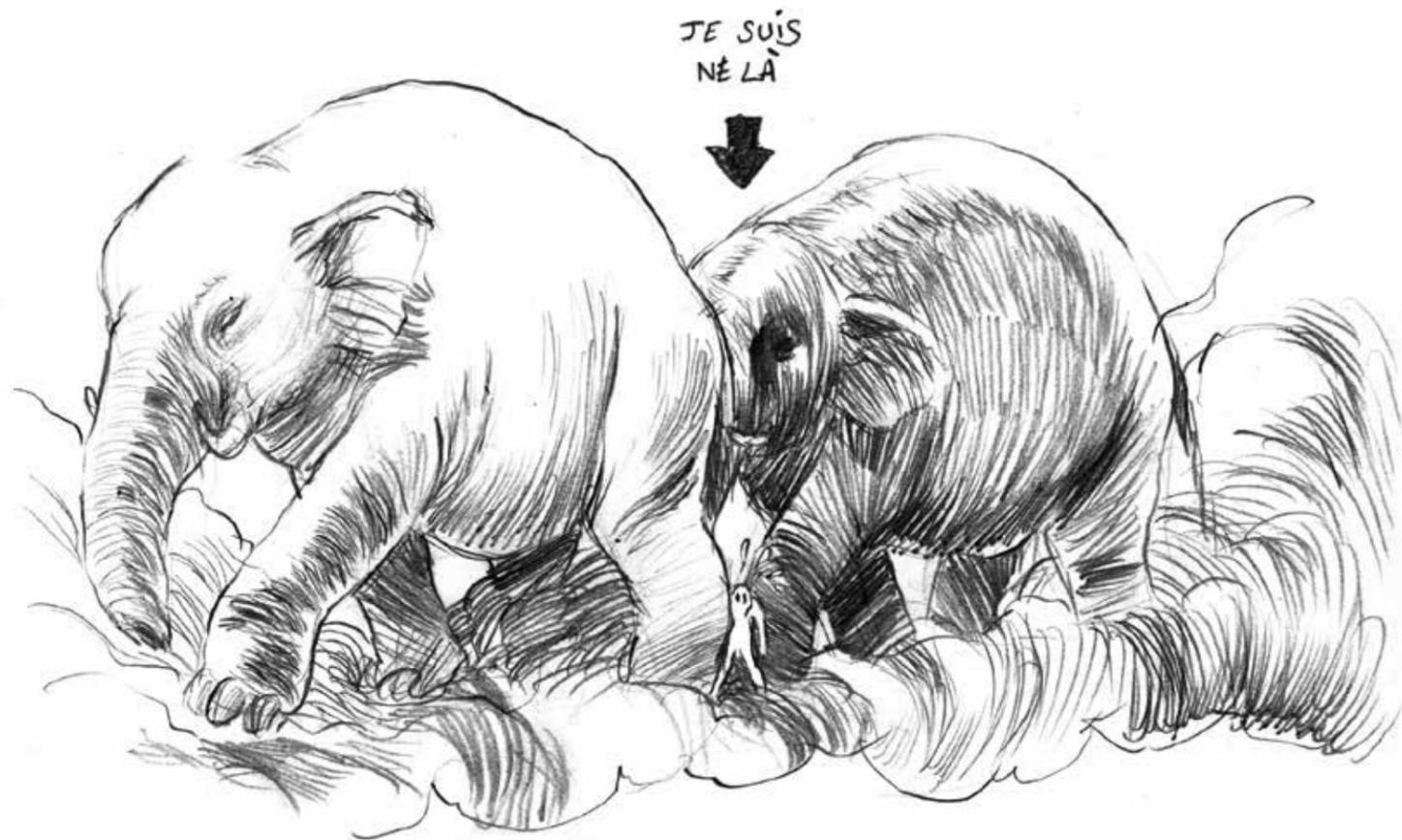
- C'est une définition à laquelle je souscrirais sans problème, notamment pour ce qu'elle entend du rapport au pouvoir (autant te dire que comme théoricien de la prise de pouvoir, je me pose là, ah ah ah!) si elle n'était pas toujours unilatéralement posée. Il se trouve que dans l'an 01, l'élite, elle se constitue autour de ce chapeau sinistre, que tous les bienheureux portent sur la tête. C'est le chapeau de ceux qui ont tout compris au monde, aux vraies valeurs. Le chapeau leur visse ces bonnes valeurs sur la tête et leur rappelle qu'ils ont fait le bon choix pour l'éternité. Le reste du monde est constitué de pauvres diables sans doute aveugles, sans chapeau à la con. Se poser le cul autour d'un feu - ce qui est une perspective complètement réjouissante - pour inventer le monde ne peut se satisfaire d'en liquider les questions par le bégaiement des formes achevées et entendues d'avance ; qu'elles soient artisanales ou industrielles importe moins que leur prétention à couper court à l'invention du monde par "la bonne réponse". Précisément quand cette "bonne réponse", ne peut s'empêcher d'être armée de "bon sens". Je me méfie comme de la peste du bon sens, au moins autant que des soirées guitare sèche et chansons. Il y a là dedans, pour moi, l'image dévastatrice d'un mouvement qui décide de s'arrêter. C'est bien de s'affronter également aux figures du pouvoir culturel, c'est nécessaire ; mais y

répondre par ce refuge permanent dans les bonnes vieilles évidences de l'esthétique (qui n'a pas besoin d'être populaire pour me poser problème), c'est un coup pour rien. Et ça rapproche assez dangereusement de la façon de considérer le problème artistique et ses liens avec la collectivité dans les petites marottes totalitaires comme dans le pourrissoir télévisé.

« j'ai été un peu lourde »... non non, c'est bien d'aller au charbon, d'oser poser frontalement les questions qui vous démangent ; parce que certaines sont récurrentes (celle sur l'élite, par exemple) ceci signifie que, d'une certaine façon, elles sont bien générées par les positions, les choix, les déclarations qui sont les miennes depuis presque une trentaine d'année maintenant. Alors autant les poser, oui.

- Sinon, je t'ai invité à réagir sur des citations, tu as as une à ajouter qui te semblerait à sa place pour conclure ?

Difficile de conclure sur une citation sans qu'elle prenne l'allure d'un mot d'ordre. Je pourrais, comme Denis Roche, m'en tirer en finissant sur la citation de Lénine, « Désormais nous travaillerons sans citation », mais Lénine, toute de même, pour s'en tirer... Et puis c'est encore un mot d'ordre. Le mot d'ordre, c'est ma boussole qui indique le sud. Je cours toujours dans la direction opposée.



Marcelo "Liberato" Salinas, l'auteur du texte qui suit, est le pseudo d'un des principaux animateurs de l'Atelier Libertaire Alfredo López¹ et membre fondateur du réseau Observatoire Critique de La Havane². Il met ici en évidence l'apport de l'anarchisme dans l'histoire de Cuba et définit le sens du combat des anarchistes cubains, non seulement contre toutes les formes d'oppression, mais aussi contre toutes les formes d'éducation massive ou personnalisée.

Dialogue d'un anarchiste de l'Observatoire Critique de la Havane avec ses amis démocrates

Marcelo Liberato Salinas

L'influence des anarchistes dans les orientations prises par l'Observatoire Critique a provoqué, chez quelques-uns de leurs amis sociaux-démocrates de l'île et certains docteurs en sciences politiques en exil, des critiques injustes, ceux-ci accusant nos compas de défendre des positions anti-démocratiques.

Alors certes, Marcelo "Liberato" Salinas se positionne contre la démocratie : « parce que la démocratie avec une totale élégance et une violente sérénité a anéanti dans les dernières décennies, mieux que n'importe quelle tyrannie brutale, le tissu social dont le monde a besoin, parce que la démocratie a été un des dispositifs avec lequel le capital et l'État ont écrasé la vie collective quotidienne à son niveau minimum nécessaire pour que circule librement le capital et les marchandises. »

Les amis démocrates de Marcelo « vont tous inévitablement gouverner, c'est-à-dire qu'ils vont rafraîchir l'écran d'un programme qui restera intact, sain et sauf, pour continuer à fonctionner jour et nuit. Ces démocrates qui veulent être les pilotes potentiels de masses

prêtes à être anesthésiées et qui vivent avec l'illusion que la démocratie changera leur vie sans effort, sans prise de responsabilité, sans implication mythique, sans amour désintéressé, comme elles l'ont fait jusqu'à aujourd'hui, purs produits de l'aliénation instituée qui a converti le smog en brume pittoresque. » C'est ainsi que Marcelo "Liberato" Salinas questionne l'avenir de son île, et il fait là preuve d'une grande lucidité pour analyser les efforts des bureaucrates au pouvoir et des aspirants démocrates à celui-ci pour construire à Cuba un "socialisme capitaliste".

¹ Alfredo López est une figure incontournable des luttes sociales et prolétariennes dans le Cuba du début du XX^e siècle. Il était proche de l'anarcho-syndicalisme naissant, qui, incarné dans la Confédération Nationale du Travail (CNT), venait d'Espagne. Alfredo López s'est inscrit dans cette dernière tendance dès 1922 et il appartenait au syndicat des typographes, organisa la Fédération Ouvrière de la Havane (FOH), où se regroupèrent les corporations et les associations ouvrières les plus combattives de la capitale. Avec Alfredo López débuta l'étape la plus dynamique d'un vaste mouvement social : on créa des athénées libertaires, des centres ouvriers, des clubs naturistes, on organisa des syndicats. Ce furent les anarchistes qui, en ces années troublées, les premiers et les seuls, sans moyens financiers ni aide de quiconque, unirent et orientèrent la majorité des travailleurs de la campagne et de la ville sur l'ensemble de l'île.

² L'Observatoire critique est composé de travailleurs, d'universitaires et d'artistes, il revendique un mode de fonctionnement autogéré. Ses sujets sont orientés sur la pensée critique et les cultures émergentes. C'est un espace de réflexion, indépendant du pouvoir politique cubain, créé en 2003. L'Observatoire critique est un projet portant sur les dynamiques sociales et culturelles, un espace de discussion, d'échanges, de récupération de la mémoire historique liée aux expériences émancipatrices et libertaires. Ce n'est pas un mouvement politique ou social au sens strict mais un espace qui, de fait, par les thèmes qu'il étudie et met en discussion, joue un rôle de dissidence intellectuelle et politique, avec comme caractéristique une pluralité de points de vue en son sein et un positionnement se situant globalement en faveur d'un socialisme autogestionnaire, écologique, libertaire, se distinguant ainsi clairement de la dissidence libérale ou catholique liée à l'exil cubain de Miami et soutenue par la "Communauté internationale" (gouvernements des États-Unis, du Brésil, d'Espagne et de l'Union européenne) et dont les grands médias se font régulièrement l'écho.

C'est un secret de polichinelle, l'Observatoire Critique, dans une large mesure, est un projet qui a été promu et soutenu par les efforts d'une poignée d'anarchistes et par les liens et les soutiens internationaux qu'ils ont reçu de compagnons anarchistes sous différentes latitudes.

Concentrés sur nos efforts pour combattre la propension à la peur, qui a été dosée de façon centralisée par le pouvoir, et à combattre sa contrepartie, l'apathie visqueuse qui a germé autour de nous et en nous, concentrés aussi pour combler collectivement le vide qu'a laissé dans les rangs de l'Observatoire Critique la migration périodique de nos militants, nous sommes restés déterminés à générer de nouvelles formes de relation, de communication et de pratiques anti-autoritaires, libertaires et autonomes dans notre environnement immédiat.

Dans cette situation, en effectuant un travail de fourmi et avec une âme de Sisyphe, les anarchistes de l'Observatoire Critique ont commis l'erreur de faire preuve d'une attitude et une approche plus réactive que propositionnelle au respect de l'héritage remarquable de l'anarchisme dans l'histoire de Cuba, en ne faisant référence à l'anarchisme que lorsque nous avons été interrogés par les agents de la police intellectuelle du progressisme local.

En d'autres termes, nous avons eu l'excessif scrupule de ne pas tomber dans la tentation de faire de la propagande anarchiste par respect fraternel des autres, et en considérant que ce sont les pratiques et les arguments, et non les harangues ou l'hégémonisme par chantage émotionnel, qui parlent de façon la plus éloquente d'une idée.

Toutefois, nous ne méconnaissons pas le fait qu'il existe une diffuse mais croissante demande, de la part de ceux qui nous regardent avec

compassion ou même avec sympathie, d'informations sur nos idées et nos propositions pour le pays, et de contributions plus systématiques visant à partager des expériences en actes et provoquer un débat sur la situation dans laquelle nous sommes. C'est à cela que nous nous sommes consacrés avec persistance ces derniers mois, comme d'autres compagnons l'ont fait sous d'autres latitudes. Nous ne ramons pas à contre-courant pour convaincre les masses, mais pour empêcher que les masses restent inertes.

Nous sommes enclins à être d'accord avec les hétérodoxes de l'anarchie, ainsi que les hétérodoxes du marxisme scientifique de caserne qui ont parlé de la communisation de la vie, ce qui inclut l'économie, la production de sens, la communication, l'épistémologie et tout ce qu'il est possible de concevoir. En d'autres termes, nous sommes non seulement pour la destruction de toutes les formes d'oppression, mais aussi contre toutes les formes d'éducation massive ou personnalisée, nous ne pouvons prétendre donner des leçons, parce que nous ne voulons pas combattre l'autoritarisme avec l'autoritarisme anarchiste.

Je veux simplement réfléchir à voix haute sur la façon dont nous pouvons être cohérent avec ce que nous voulons, et ne pas détacher les procédés des propositions. Nous voulons



LOS QUE NOS GOBIERNAN - ANTES, AHORA Y DESPUÉS - NO
RESOLVERÁN NUESTROS PROBLEMAS. NO TE QUEJES
DE ELLOS ¡ORGANIZATE! EN LA CASA, EN EL BARRIO,
EN EL TRABAJO. NUESTRA ARMA SECRETA: AYUDA
MUTUA, SOLIDARIDAD, COOPERACION.

Ni PARTIDOS, ni ESTADOS

¡EL PUEBLO ORGANIZADO!



vivre pleinement la fête de la liberté que nous vivons, ici et maintenant, avec les sens ouverts et avec les fulgurances offertes par la lumière qui irradie lorsqu'on est capable de faire subitement ce que l'on a longtemps rêvé. Nous sommes convaincus que cette expansion sensorielle fera que le projet que nous portons sera mieux défini, mais également qu'elle nous donnera de meilleurs arguments pour l'étayer et le partager avec vivacité et rigueur.

C'est dans ce sens que nous n'avons aucune objection à reconnaître que nous avons ouvert un champ vacant et qu'il est en train de devenir une friche disponible pour faire fleurir les semences anarchiques qui ont été semées avec l'arôme des rêves dans nos mains. Le parfum toxique que nous subissons est le même que celui qui a empoisonné les fleurs de la communisation à la fin des années 80 en Pologne, en Afrique du Sud, en Bolivie, en Euskadi, au Chili, au Nicaragua et tant d'autres endroits dans le monde, son nom de guerre est la démocratie. Nous ne ressentons aucune honte à dire que nous sommes anti-démocratiques, parce que nous ne nous reconnaissons pas dans les fantasmes des ingénieurs de la realpolitik, qui ont fait école en nous décrivant comme des anti-démocratiques, dans les versions les plus condescendantes, comme des cas cliniques qui choisissent toujours la violence dans leurs relations, des petits tyrans manipulateurs, des individus désagréables et peu dignes de confiance. Réduire les positions anti-démocratiques à cette sinistre caricature est une preuve concrète de l'immense pouvoir des donneurs de leçons aux masses, des actuelles satrapes académiques et universitaires globaux, et de l'énorme capacité intellectuelle du système de divertissement télévisuel tout aussi global.

Nous sommes anti-démocratiques, non pour

des questions personnelles, non parce que nos parents nous ont battus avec rigueur, ni parce que nous souffrons d'un égoïsme colossal comme les étoiles pop que fabriquent des moyens d'incommunication de masse. Nous ne sommes pas anti-démocratiques parce que nous n'écoutons pas les autres, ni parce que nous adorons le son de notre voix portant en public, comme l'ont suggéré à nos compagnons quelques amis docteurs en sciences politiques en exil. Nous ne sommes pas anti-démocratiques parce que nous avons besoin d'un spécialiste en relations humaines...

Nous sommes anti-démocratiques parce que la démocratie, avec une totale élégance et une violente sérénité, a anéanti dans les dernières décennies, mieux que n'importe quelle tyrannie brutale, le tissu social dont le monde que nous proposons a besoin, sans dirigeants, sans représentants, sans représentés. Cette démocratie qui a donné lieu à une politique, une économie, un art, une science séparés du reste de la vie, cette démocratie qui a liquidé la possibilité d'avoir une compréhension globale de nos décisions et la conscience de ses conséquences.

La démocratie a été une formule arithmétique d'urgence, conçue par les élites émergentes pour corriger les inefficacités de la concentration technique du pouvoir absolu dans les mains d'un individu et pour contenir, coûte que coûte, l'élan sourd des humiliés et des offensés à effacer les traces de tout pouvoir coercitif, avec l'édifiante -mais capricieuse- enseigne "demos-cratie".

Nous sommes anti-démocratiques car la démocratie, dans l'effort légitime d'éviter les dictatures, s'est convertie en une machine universelle absolue, à qui on a attribué tout le fétichisme, le dogmatisme despotique et le culte que cela implique au travers d'étoiles fulgurantes comme Norberto Bobbio ou John Rawls. Nous insistons sur notre distanciation vis-à-vis de la démocratie parce que celle-ci a été un des dispositifs avec lequel le capital et l'État ont écrasé la vie collective quotidienne à son niveau minimum nécessaire pour que circule librement le capital et les marchandises.

Le système démocratique réellement existant aujourd'hui présuppose l'absence de structure de dialogue entre les candidats à la gouvernance et les gouvernés, dont le système démocratique n'attend qu'une chose : qu'ils émettent un vote dans un silence total et dans l'isolement d'une cabine entourée d'un rideau, comme quand on défèque dans des latrines. La délibération collective entre des êtres égaux, le dialogue ouvert qui permet la recherche collective, sinon de la vérité, au moins de la décision la plus pertinente, est remplacée

par un débat de plus en plus dégradé, un débat entre candidats, duquel est censé ressortir un choix individuel éclairé, ce qui se convertit presque inévitablement en contradiction.

Contrairement au socialisme réel, la démocratie qui existe aujourd'hui réellement est la seule possible, et son unique fonction permanente et tangible est d'empêcher que gouverne le peuple à travers le réseau des assemblées locales, multi-thématiques et souveraines qui pourraient émerger naturellement de partout s'il n'y avait pas l'universel dispositif policier et culturel du développement scientifique de la léthargie et de l'irresponsabilité massive par la gestion des conditions de notre existence.

Nous ne négligeons pas les différences significatives entre les démocraties comme la cubaine, la vénézuélienne, la française ou la nord-américaine. Nos amis démocrates vont tous inévitablement gouverner, c'est-à-dire qu'ils vont rafraîchir l'écran d'un programme qui restera intact, sain et sauf, pour continuer à fonctionner jour et nuit. Ces démocrates qui veulent être les pilotes potentiels de masses prêtes à être anesthésiées et qui vivent avec l'illusion que la démocratie changera leur vie sans effort, sans prise de responsabilité, sans implication mythique, sans amour désintéressé, de la façon qu'elles l'ont fait jusqu'à aujourd'hui, purs produits de l'aliénation instituée qui a converti le smog en brume pittoresque.

Nous ne nions pas le rôle crucial que peut avoir à certains moments déterminés, dans les conflits sociaux, le fait de pouvoir élire les démocrates cravatés plutôt que les gorilles anonymes portant épaulettes et pistolets électriques. Ces gorilles qui s'entraînent en ce moment grâce aux fonds sociaux qu'apportent les nouveaux travailleurs indépendants... ce que nous serions dans ce cas en train d'élire, c'est le genre de mort qu'ils nous administreraient et non le genre de vie que nous voulons vivre. Mais ce dont il est question, c'est de savoir décider comment nous allons mener notre existence, et non de savoir comment vont-ils nous enrégimenter ; c'est de comprendre les conditions de notre mort sociale et individuelle.

S'il est vrai que les conditions sociales que nous avons connues, et à propos desquelles nous écrivons, se détériorent à un rythme accéléré, que virent au raisonnable les efforts pour prendre des raccourcis progressistes qui nous convertiraient, nous les bons humanistes, en gestionnaires raisonnables du chaos social qu'on nous a offert, depuis le poste de commandement humaniste nous ne pourrions pas expérimenter le monde que nous voulons, et encore moins explorer les potentialités qui à chacun de nos pas se manifestent obstinément.

Face aux actuelles lignes directrices 3 pour la réorganisation du capitalisme d'État cubain et face aux feuilles de route pour la mise en place d'un modèle de démocratie cubain fonctionnel par rapport à un capitalisme transnational sinistre, la force la plus redoutable que nous puissions présenter, nous les anarchistes, et tous ceux qui peuvent encore résister dans notre pays surréaliste, dans la salle isolée de cet hôpital psychiatrique global, c'est la volonté commune, fraternelle, travailleuse et libre de tous ceux qui veulent se réapproprier leurs conditions de vie, qui veulent autogérer cette vie sur la base des assemblées de citoyens, avec de la patience et de l'amour, afin de garantir que ni les démocrates cravatés, ni ceux qui portent des bottes et des fusils ne trouvent d'espace, ni dans nos désirs, ni dans nos vies. Pour que les belles marchandises disponibles du supermarché Carlos III, au cœur de La Havane, ne rendent pas incompréhensible et monstrueux le sens de nos vies.

Un pays sans État, un peuple organisé

Marcelo "Liberato" Salinas
Traduction de Daniel Pinós

Frank ZAPPA

2^{de} partie - Une parenthèse biographique d'un compositeur atypique

Pour l'ouvrir...

Vingt ans après sa mort, la musique et l'esprit de Zappa perdurent à travers quelques irréductibles aficionados et musiciens issus de tous horizons, de Juan Rozzoff à John Zorn, sans compter les fistons qui rejouent la musique de leur père. Pour ceux qui découvriront Zappa - ce compositeur sérieux qui n'avait pas la langue dans sa poche -, suit une petite rétrospective pour se rafraîchir la mémoire. Ouvrons donc une parenthèse biographique.

Un autodidacte dans l'arène musicale

Le décor : depuis la fin de la seconde Guerre Mondiale, l'American Way of Life est en plein essor, dopé par l'arrivée massive de la modernité de l'électroménager, de la télévision, des voitures, des sodas, des loisirs, etc. Dans les années 1950, les radios diffusent progressivement de nouveaux styles musicaux, comme le doo wop et le rhythm'n blues, qui auront une influence capitale sur Zappa.

On le sait, le jeune Frank ne jure que par ses idoles de blues et de rhythm'n blues, entre autres Howlin' Wolf (1910-1976), Muddy Waters (1915-1983), Johnny « Guitar » Watson (1935-1996) ou encore Clarence « Gatemouth » Brown (1924-2005)...¹ L'impact de cette musique sur lui est tel qu'il se laisse pousser la même moustache que Johnny Otis, célèbre promoteur et producteur de rhythm'n blues.

L'époque veut aussi que le rhythm'n blues en vogue dans les années 1950 partage les ondes avec le doo wop, un style musical afro-américain caractérisé par des ballades vocales harmonisées en quartettes ou quintettes, dont l'accompagnement en onomatopées a donné son nom au style. Les textes sont en général très candides et reflètent les mœurs et états d'âme des adolescents. Des groupes comme The Drifters, The Ravens, The Penguins, The Spaniels ou The Cadillacs influencent particulièrement la musique de Zappa, lequel se fera un plaisir de les parodier.

En effet, paradoxalement, Zappa semble se délecter à jouer ces ballades très mielleuses, qui contrastent avec le reste de son répertoire très complexe. Malgré l'apparente niaiserie des arrangements, les paroles de ses propres doo wop sont au contraire sarcastiques et parodiques. Elles forment une satire de la jeunesse insouciant des années 1950 et 1960. Lors de la sortie de l'album *Cruisin with Ruben and the Jets* (1968), un pastiche doo wop très in-

compris du public et de la presse de l'époque, Zappa déclarait : « [...] les seules concessions de cet album étaient l'approche harmonique, le style vocal et la tonalité, ainsi que la simplicité de tous les rythmes. Il est évident que le haut niveau de débilité des paroles n'est que le résultat d'un procédé poussé à l'extrême. »²

« C'est un album de chansons d'amour bien huilées et de simplicité débile. Nous l'avons réalisé parce que nous aimons vraiment ce genre de musique [...] »³

Mais l'éducation musicale de Zappa ne s'est pas limitée à la musique populaire afro-américaine. Vers l'âge de quinze ans, il se marginalise de ses camarades en développant un étrange intérêt pour la musique savante et surtout la musique que personne n'aime ni n'écoute : les œuvres d'Edgard Varèse (1883-1965) et en particulier *Ionisation* (1931) découverte par hasard chez un disquaire de San Diego. Fasciné par ce compositeur qui "avait tout l'air d'un savant fou"⁴, l'adolescent décortique et écoute en boucle cette œuvre sur l'électrophone au grand dam de ses parents. Pour s'amuser, le jeune Zappa fait même passer ce qu'il nomme "l'ultime test d'intelligence" à ses camarades ; il les soumet à l'écoute d'*Ionisation* et constate que c'est finalement lui qui est considéré comme un fou⁵.

Pour son quinzième anniversaire, Zappa ne veut pas de fringues, ni de vinyles, mais un appel téléphonique longue distance pour contacter son idole Edgard Varèse à New York. Sans succès. Il lui faudra attendre quelques semaines de plus avant de parvenir à joindre le compositeur qui lui confie qu'il travaille sur *Déserts* (commencé en 1950, révisé et achevé en 1960-1961), laissant Zappa rêveur, persuadé qu'il compose cette pièce sur "son" désert de Mojave (Lancaster, Californie)⁶. Même s'il ne rencontrera jamais Varèse, il aura eu l'opportunité d'approcher Louise Varèse en 1974 au Palladium de New York, à l'occasion de son quatre-vingt-dixième anniversaire pour lequel il est l'invité d'honneur, le maître de la cérémonie⁷.

Plus que jamais déterminé, il décide d'enrichir sa culture musicale par ses fréquentations très régulières à la bibliothèque municipale, avant d'avoir un second choc auditif : le *Sacre du Printemps* (1913) d'Igor Stravinsky, souffle de vivacité rythmique qui émerveille l'adolescent. C'est ainsi que Zappa développe un engouement pour la composition et commence par écrire une pièce pour caisse claire seule, inspirée des œuvres de Varèse : *Mice*. Cependant, les toutes premières compositions orchestrales de Zappa s'avèrent très médiocres ; il déclarera avec recul : « Je pensais qu'on pouvait tout démontrer par les mathématiques. On vérifiait si la musique était bonne en vérifiant si toutes les notes étaient à la bonne place. C'était très intellectuel. Et pas très

² ZAPPA, Frank, OCCHIOGROSSO, Peter, op. cit., p. 88

³ Cf. l'intérieur de la pochette de l'album *Cruisin With Rubens And The Jets*.

⁴ ZAPPA, Frank, OCCHIOGROSSO, Peter, op. cit., p. 88

⁵ ZAPPA, Frank, OCCHIOGROSSO, Peter, op. cit., p. 31

⁶ ZAPPA, Frank, OCCHIOGROSSO, Peter, op. cit., p. 32

⁷ MENN, Don, (trad. F. Hérad), « The Mothers of Interview, act II », *Guitar Player U.S.*, mai, 1992, in <http://zappinfrance.free.fr/pagesE/ActII.html>, 2

musical. Quand j'ai entendu les trucs que j'avais écrits, c'était si laid que j'ai décidé de revenir à la mélodie. Et les gens m'ont dit que mes mélodies aussi étaient horribles. »⁸

Mais Zappa n'est pas du genre à abandonner. Il persévère et, malgré un échec en classe de solfège du lycée, reste déterminé à devenir compositeur. Mais comment faire lorsqu'on est allergique aux études ? On écoute, on observe, on s'inspire, on apprend sur le terrain. C'est ainsi qu'en discutant avec le chef d'orchestre du lycée, Zappa entend parler pour la première fois d'Anton Webern (1883-1945) et de sa *Symphonie Opus 21* (1928), qu'il adopte immédiatement, sans même saisir le fonctionnement de la technique des douze sons : « Je ne connaissais rien à la musique dodécaphonique, mais j'aimais la manière dont elle sonnait. Comme je n'avais aucune sorte de formation musicale, écouter *Lighntnin' Slim*, les *Jewels*, [...], Webern, Varèse ou Stravinsky, ça revenait au même. Tout ça c'était de la bonne musique. »⁹

Il avouera lui-même, beaucoup plus tardivement, dans le magazine musical *Guitar Player* (1992), qu'il n'a jamais eu beaucoup d'égards pour les règles strictes de l'harmonie classique mais qu'il dispose d'une certaine aisance pour la technique dodécaphonique.¹⁰

C'est décidé, Zappa deviendra compositeur, merci Edgard, Igor et Anton : « Varèse, Stravinsky et Webern m'ont incité à écrire ma propre musique classique. Ils ont totalement influencé tout ce que j'ai composé ensuite dans ma carrière. »¹¹

Mais avant de pouvoir approcher les grands chefs Nagano et Boulez ainsi que les orchestres internationaux réputés, Zappa devra passer par les cases rhythm'n blues, rock, jazz et pop. Il va en profiter pour engranger suffisamment d'argent pour financer ses projets orchestraux et surtout développer son esprit critique déjà en marche dans les années 1960.

Un esprit contestataire dans un monde à la dérive

Replantons le décor : au début des sixties et décennies suivantes, une bonne partie de la jeunesse américaine rejette la société de consommation, adhère aux convictions politiques des Noirs américains et s'insurge notamment contre la bombe atomique et la guerre du Vietnam. Cheveux longs, pantalons pattes d'éph, headbands fleuris, engouement pour les drogues, paix et fraternité : voici cette jeunesse en révolution.

Bien que Zappa grandisse dans le même contexte que la génération Beatnik et Hippie, qu'il contestera au moyen d'une musique avant-gardiste et de textes incisifs, il se démarque de cette mouvance pour adopter un mode de vie californien plus marginal encore que ses contemporains. En effet, il appartient plutôt à la culture Freak¹², initiée par Vito Paulekas, Carl Franzoni et son orchestre les Wild Flowers, qui font "valser les préjugés" pour reprendre Guy Darol¹³.

L'anticonformisme des freaks cités précédemment séduit Zappa et son groupe les *Mothers of Invention*. Ils raillent la société américaine en permanence et fondent leur popularité par le biais de *happenings* scéniques, grandes occasions de rassemblement des freaks, auxquels Vito et Franzoni sont sollicités pour partager la scène à de nombreuses reprises dès 1965. L'ambiance qui se dégage lors des concerts est euphorique et délirante. Le sens de l'humour de Zappa mêlant parodie et absurdité participe à cet effet et n'est pas sans capter la jeunesse underground et cosmopolite hollywoodienne. Comme le souligne Alain Dister : « Chaque apparition des *Mothers* devient alors un événement, subtilement orchestré par la presse underground naissante - c'est-à-dire à l'époque le *Los Angeles Free Press*. »¹⁴ Cependant, derrière l'apparente bonne humeur de ces événements musicaux se dissimule un regard très critique vis-à-vis de la société, ainsi qu'une rigueur instrumentale dirigée par le compositeur.

En constant désaccord avec la société de l'époque, Zappa ajoute à ses compositions expérimentales des textes humoristiques acérés, qui appuient l'esprit provocateur des *Mothers of Invention* ; comme le souligne Michka Assayas : « Sous l'influence de Zappa, leur répertoire devient satirique, agressif, visant la ségrégation, le puritanisme, le culte de l'argent, la guerre du Vietnam, et l'étroitesse d'esprit de l'American Way of Life en général. »¹⁵

Le premier album de Zappa, intitulé *Freak Out!*¹⁶ est édité en 1966. Il s'agit d'un double album, un des premiers de l'histoire de rock et du disque (avec *Blonde on Blonde* de Dylan, 1966), qui, de plus,

⁸ DELBROUCK, Christophe, Frank Zappa & les mères de l'invention, op. cit., p. 43.

⁹ ZAPPA, Frank, OCCHIOGROSSO, Peter, op. cit., p. 33.

¹⁰ DELBROUCK, Christophe, Frank Zappa & les mères de l'invention, ibid

¹¹ JACKSON, Joe, « Rock Against the Clock », in *Guitarist Magazine*, n°54, janvier, Master Press International, 1994, p. 19.

¹² Traduction littérale : bizarre, monstre, original.

¹³ DAROL, Guy, JEUNOT, Dominique, Zappa de Z à A, Bordeaux, Le Castor Astral, coll. « Passage secret », p. 158.

¹⁴ DISTER, Alain, Frank Zappa et les Mothers of Invention, Paris, Albin Michel, coll. « Rock & Folk », p. 30.

¹⁵ ASSAYAS, Michka, Dictionnaire du rock, Paris, Robert Laffont, coll. « Bouquins », 2002, p. 1213.

¹⁶ En français, "se défouler", "piquer une crise" ou "faire peur à quelqu'un".

¹ ZAPPA, Frank, OCCHIOGROSSO, Peter, *The Real Frank Zappa Book*, 1/ New York, Poseidon Press, 1989, 2/ Londres, Picador Books, 1990, 3/ trad. MILLET, Jean-Marie, Zappa par Zappa, Paris, L'Archipel, 2001, 4/ 2005, p. 36.



sort des sentiers battus par la scène musicale d'alors. En effet, outre son style musical avant-gardiste influencé par les musiques populaires et savantes, où les instruments d'orchestre et instruments amplifiés ont places égales, il s'agit « surtout d'un premier manifeste, terrible, contre l'opulente et répressive Amérique »¹⁷ Au regard des textes, on pourrait croire que Zappa partage les mêmes propos que ses contemporains hippies : critiquer le système juridique, judiciaire et militaire sont des thèmes récurrents dans leurs chansons, affectés qu'ils sont par la guerre du Vietnam ou les inégalités raciales. Certes, mais la virulence de ses textes dévoile une contestation d'une toute autre dimension.

En effet, dans cet album, il prend position non seulement contre le gouvernement américain, mais aussi contre la futilité, l'hypocrisie, la bêtise humaine, un certain mouvement féministe et contre les hippies aussi. Ces derniers ne sont pas suffisamment lucides et jugés frivoles par Zappa, en particulier à cause des substances qu'ils ingurgitent à longueur de temps qui les empêchent de penser. Car Zappa ne supporte pas ce fléau : il préfère garder l'esprit libre et clair. Il interdit les drogues à ses musiciens et n'en consomme pas du tout, mis à part le café et les cigarettes qui auront raison de lui en 1993...

Ainsi, « *Freak Out!* indique déjà cette tendance particulière de Zappa à se comporter en sociologue à travers ses chansons. »¹⁸, comme le remarque Alain Dister. L'album génère des critiques assassines et jubilatoires, qui feraient regretter la contre-culture hippie aux plus conservateurs : « *Ces Mothers ont gaspillé deux disques par un enregistrement au goût indescriptiblement mauvais ; du pur fumier [...]* »¹⁹ relatent les journaux de San Francisco, ou encore : « *Chers parents, vous pensiez que les Beatles étaient mauvais. Vous vous êtes insurgés contre les Rolling Stones. Sonny et Cher vous repoussaient. Eh bien vous n'avez encore rien vu. Les Mothers of Invention débarquent avec Freak Out ! [...]* Leurs vêtements sont monstrueux - je préfère encore la mode actuelle. Ils portent cheveux et barbes sales. Ils sentent mauvais. C'est inimaginable. Alors chers parents, quand les Beatles, les Stones ou Sonny et Cher viendront en ville, accueillez les à bras ouverts. A côté des Mothers of Invention, ce sont des enfants de chœur. »²⁰

Ce sera ainsi jusqu'aux années 1980. Zappa ne cessera jamais de faire jaser et de dire tout ce qui l'exaspère à travers ses chansons, inspirées des faits divers et de l'actualité politique, dans le seul but de réveiller les esprits endormis, de désembuer les lunettes avec une lecture du monde clairvoyante, et d'amener l'auditeur à réfléchir par lui-même.

Ni anarchiste, encore moins conservateur, ni enclin à se soumettre à une quelconque autorité ou à appartenir à un groupe politique, Zappa est un électron libre qui trace le sillon de sa propre pensée par le biais de critiques et satires, régies par un certain cynisme qui amène le public à se poser des questions sur le contexte politique qu'il traverse. Mais pour avoir du crédit, Zappa mise sur le sérieux. Oui, on peut siffler en travaillant mais pour Zappa, c'est plutôt travailler en sifflant.

Un tyran ? Un maniaque ? Un perfectionniste surtout !

En effet, jouer avec Zappa n'est pas de tout repos. Exit les pauses fumette entre deux morceaux, place aux heures interminables de répétitions. Huit heures par jour sont imposées. Zappa est perfectionniste et exige de ses musiciens une rigueur implacable, et donc un haut niveau musical. Par exemple, en ce qui concerne les batteurs, Zappa sélectionne les meilleurs rythmiciens, car selon lui, la rigueur et leur capacité à ingérer tous les (poly)rythmes, partitions ou enchaînements est primordiale pour interpréter ses compositions à la perfection : « *Il est très rare de trouver un batteur, un bassiste et un clavier à même de*

*concevoir des rythmes multiples – et de les identifier assez vite pour jouer une figure complémentaire au moment ad hoc. (Le grand prix en revient à Vinnie Colaiuta, le batteur du groupe en 1978 et 1979) »*²¹

Zappa fait passer des auditions de recrutement à ses musiciens dont la difficulté n'est pas une légende, comme en témoigne Chad Wackerman, son dernier batteur de 1981 à 1988. Pendant l'audition, il interprète à vue et avec brio des extraits de la partie classique de Drowning Witch ; puis Alien Orifice, plus jazz, et une – des plus difficiles – partition savante de Zappa : Mo'n Herb's Vacation²², pas encore enregistrée à l'époque : « *[Zappa] savait ce qu'il voulait, et cette mise à l'épreuve consistait à savoir si vous étiez bon lecteur et à l'aise avec les mesures asymétriques les plus bizarres, comme du 21/16 ou du 19/16. [...]* La grande particularité de la musique de Frank Zappa est aussi la juxtaposition de styles les plus divers. D'ailleurs, pendant mon audition, il avait abordé différents styles de musique, n'importe quoi, du heavy metal au be-bop très rapide, beaucoup de reggae, du ska, des trucs latins et même du New-orléans. »²³

Bienvenue à l'école Zappa, qui permet aux instrumentistes d'améliorer leur jeu considérablement et de se dépasser tout en restant fidèles à eux-mêmes. Car si bon nombre de compositions sont écrites, Zappa laisse aussi libre cours à l'improvisation des musiciens. Le batteur Aynsley Dunbar, resté à ses côtés jusqu'à l'album *Apostrophe (°)* (1974) se remémore les conditions d'enregistrement de *Waka/Jawaka* et *The Grand Wazoo* (1972) : « *Les albums Waka/Jawaka et The Grand Wazoo étaient des œuvres hyper arrangées et assez complexes. Les musiciens devaient jouer les arrangements tels qu'ils étaient écrits mais étaient libres durant les solos.* »²⁴

Et puis, il fallait suivre la baguette de Zappa, avec ses attitudes de chef d'orchestre. N'ayant reçu aucune formation, il avait inventé une série de signes très élaborés, parfois même saugrenus, propres à chaque « moment » musical (accélération de tempo, changement de métrique, changement de style, etc.)²⁵. Explications de Zappa : « *Sur scène, j'utilise des signes codés. Par exemple je tourne mes doigts comme si je me tripotais des dreadlocks sur le côté droit du crâne – ça signifie : « Jouez reggae. » Si je fais le même geste, mais des deux côtés de ma tête, ça veut dire : « Jouez ska » (comme du reggae à double temps). Sur un morceau, peu importe le style original : j'ai juste à faire un signe au groupe pour qu'ils le stylisent à notre façon. »*²⁶

Populaires ou savants, habitués à être dirigés ou non, les musiciens devaient donc développer une aptitude à décrypter et à mémoriser rapidement son langage manuel, comme l'explique Andy Emler : « *Frank Zappa, du fait de la complexité de sa musique, était vraiment obligé de pouvoir avoir des conventions de signes qui permettaient à la fois aux musiciens de réagir au quart de tour et en même temps de permettre la liberté sur scène d'improvisation [...]* »²⁷

En effet, Zappa c'est la précision, l'exactitude et le travail. Il maintient ce rythme en permanence, même pendant les tournées lorsque les musiciens vont s'amuser, lui reste en retrait pour réarranger les morceaux pour le concert du lendemain. Les propos de Ruth Underwood et de Ian Underwood sont sans équivoque : « *Il ne se reposait jamais. Il y avait toujours et encore plus de musique. Même une fois que la musique était prête, ça ne s'arrêtait pas là. Pour une autre tournée, il rejouait ce morceau d'une manière complètement différente.* »

« *St Alphonzo's Pancake Breakfast est devenu de plus en plus élaboré, plus on faisait de concerts et plus il y ajoutait des éléments. Ça a pris un certain temps. Il n'avait pas été écrit comme il figure sur l'album.* »²⁸

Pour la fermer...

21 ZAPPA, Frank, OCCHIOGROSSO, Peter, op. cit., p. 184.

22 <http://www.chadwackerman.com/faqs.html>

23 ROSSI, Christophe, « L'esprit Zappa », in *Batteur Magazine*, n° 65, février 1994, Paris, MVM Editions, p. 25-26.

24 ROSSI, Christophe, « L'esprit Zappa », op. cit., p. 24.

25 Cf. photographies in CHEVALIER, Dominique, *Viva ZAPPA*, Paris, Calmann-Lévy, 1985, p. 14-15.

26 ZAPPA, Frank, OCCHIOGROSSO, Peter, op. cit., p. 171.

27 TOURTROL, Gérard, *Le Feuilletton*, émission radiophonique diffusée sur France Culture : Zappa, le rythme et la raison, du 21 au 25 août 2006, rediffusion de 1994., épisode 3/5.

28 LONGFELLOW, Matthew, *Frank Zappa, Apostrophe (°) Over-Nite Sensation*, DVD, Her Majesty, the Scarlet Pimpernel (Naïve), EV 426427, 2007.

17 DELBROUCK, Christophe, *Frank Zappa – Chronique discographique*, Paris, Parallèles, p. 22.

18 DISTER, Alain, Op. Cit., p. 51.

19 DELBROUCK, Christophe, *Frank Zappa & les mères de l'invention*, op. cit., p. 79.

20 Critique de la journaliste du *Free Press*, Lorraine Alterman, le 15 juillet 1966, in ZAPPA, Frank, OCCHIOGROSSO, Peter, op. cit., p. 228.

Les 118 groupes et liaisons de la FEDERATION ANARCHISTE

La Fédération Anarchiste est un groupement de militant.e.s organisé sur le principe du libre fédéralisme, garantissant aux groupes et aux individu.e.s qui le composent la plus grande autonomie et le respect du pluralisme des idées comme des actions, dans le cadre d'un pacte associatif.

La participation de tous aux structures et aux œuvres collectives (radio, éditions...) est calquée sur nos principes d'éthique et de solidarité.

Pour consulter notre pacte associatif, visitez notre site : www.federation-anarchiste.org

Au 30 décembre 2013.

Si un groupe ou une liaison ne possède ni adresse postale, ni courriel, ou s'il n'existe pas de groupe ou liaison dans votre région, contactez le secrétariat aux relations intérieures de la FA

FA-RI 145 rue Amelot 75011 Paris
relations-interieures@federation-anarchiste.org

★ 01 AIN

Liaison de Bourg-en-Bresse
bourg-en-bresse@federation-anarchiste.org

Liaison de Nantua
nantua@federation-anarchiste.org

★ 02 AISNE

Groupe Kropotkine
Athénée Libertaire & Bibliothèque Sociale
8, rue Fouquerolles 02000 MERLIEUX
Tél. 03 23 80 17 09
kropotkine02@no-log.org
http://kropotkine.cybertaria.org
Permanence : 1^{er} 3^{ème} et 5^{ème} jeudi du mois de 18 à 21h

★ 03 ALLIER

Groupe de Montluçon
allier@federation-anarchiste.org

★ 04 ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

Liaison Metchnikoff
metchnikoff@federation-anarchiste.org

★ 05 HAUTES-ALPES

Groupe GEL-05
BP 111 05003 Gap Cedex
gel-05@wanadoo.fr

★ 06 ALPES-MARITIMES

Liaison de Nice
nice@federation-anarchiste.org

★ 07 ARDECHE

Groupe d'Aubenas
FA-groupe-daubenas@wanadoo.fr
http://www.aubanas.lautre.net

Groupe de la Haute-Vallée de l'Ardèche
hautevalleedelardeche@federation-anarchiste.org

Liaison Nord-Ardèche
nord-ardeche@federation-anarchiste.org
http://ardechelibertaire.wordpress.com

★ 10 AUBE

Liaison de Troyes
troyes@federation-anarchiste.org

★ 12 AVEYRON

Liaison Sud-Aveyron
c/o SAP BP 42560 12400 Ste-Affrique

★ 13 BOUCHES-DU-RHONE

Groupe Germinal - Marseille
germinal@federation-anarchiste.org

Liaison La Ciotat
germinal@federation-anarchiste.org

Groupe George Orwell - Martigues
groupe-orwell-martigues@federation-anarchiste.org
http://groupemartiguesfederationanarchiste.noblogs.org

★ 14 CALVADOS

Groupe Sanguin - Caen
groupeanguinfa14@laposte.net
http://sous-la-cendre.info/
groupe-sanguin-de-la-federation-anarchiste

★ 15 CANTAL

Liaison Cantal
cantal@federation-anarchiste.org

★ 17 CHARENTE-MARITIME

Groupe Nous Autres
c/o ADIL BP 3 17350 Port d'Envaux
nous-autres@federation-anarchiste.org

★ 19 CORREZE

Liaison Jose Fortuny

★ 21 COTE-D'OR

Groupe La Mistoufle
Maison des associations
Groupe la Mistoufle
c/o les Voix sans maître BP 8
2 rue des Corroyeurs 21000 DIJON
Réunion et permanence du groupe et de la bibliothèque La Sociale tous les jeudis de 18h à 20h
au 6 impasse Quentin (proche du marché à Dijon)
lamistoufle@federation-anarchiste.org
lasociale@riseup.net
http://groupelamistoufle.blogspot.fr

★ 22 COTES-D'ARMOR

Groupe Jean Souvenance
C/O CEL 1 rue Yves Creston 22000 Saint-Brieux
souvenance@no-log.org

★ 23 CREUSE

Groupe Arthur Lehning
alayn.dropsy@yahoo.fr
http://anarchie23.centerblog.net

Liaison Emile Armand
Cedric Lafont
19 rue de Chanteloube
23500 Felletin
emile-armand@federation-anarchiste.org

★ 24 DORDOGNE

Groupe Drapeau Noir Périgord
c/o ADCS 24 Le Peuch
24290 St-Amand de Coly
groupe-dnp@federation-anarchiste.org
http://dnp.lautre.net

Groupe Emma Goldman - Périgueux
emma.goldman@no-log.org

★ 25 DOUBS

Groupe Pierre Joseph Proudhon
c/o CESL BP 121 25014 Besançon Cedex
groupe-proudhon@federation-anarchiste.org

Librairie L'Autodidacte
5 rue Marulaz 25 000 Besançon
http://www.lautodidacte.org

Liaison Nord-Doubs
liaison-nord-doubs@federation-anarchiste.org

★ 26 DROME

Liaison de Valence
valence@federation-anarchiste.org

★ 27 EURE

Groupe d'Evreux
evreux@federation-anarchiste.org
http://fagroupeevreux.monste-orange.fr

★ 28 EURE-ET-LOIRE

Groupe libertaire Le Raffut de Chartres
fa.chartres@gmail.com

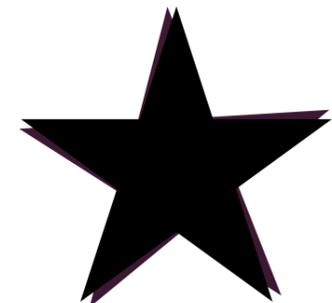
★ 29 FINISTERE

Groupe de Brest
brest@federation-anarchiste.org

Groupe Le Ferment
leferment@federation-anarchiste.org

★ 30 GARD

Groupe Gard-Vaucluse
fa.30.84@gmail.com
http://www.fa-30-84.org



★ 32 GERS

Liaison Henri Bouyé
henri-bouye@federation-anarchiste.org

Liaison Henry Martin
henry-martin@federation-anarchiste.org

Liaison Anartiste 32
anartiste32@federation-anarchiste.org

★ 33 GIRONDE

Cercle libertaire Jean Barrué
c/o Athénée libertaire
7 rue du Muguet 33000 Bordeaux
cercle-jean-barrue@federation-anarchiste.org
http://cerclelibertairejb33.free.fr/

Groupe Nathalie Le Mel
nathalie-le-mel@federation-anarchiste.org

Liaison Paul Lapeyre
paul.lapeyre@yahoo.com

★ 34 HERAULT

Groupe de Montpellier-Hérault
montpellier@federation-anarchiste.org
http://famontpellier34.blogspot.fr

★ 35 ILLE-ET-VILAINE

Groupe La Sociale
Local "la Commune"
17 rue de Chateaudun 35000 Rennes
contact@farenes.org
http://www.farenes.org

Librairie associative "La Commune"
17 rue de Chateaudun 35000 Rennes
Ouverte le mercredi & samedi
de 14 heures à 18 heures

Groupe La Digne Rage

Liaison Géronimo - Redon
geronimo@federation-anarchiste.org

★ 38 ISERE

Groupe La Rue Râle - St Marcellin-Royans
laruerale@no-log.org
http://vercors-libertaire.blogspot.com/
Vente du Monde libertaire le samedi
au marché de St Marcellin de 10h30 à 12h30

★ 40 LANDES

Groupe Elisée Reclus - Dax
elisee-reclus@federation-anarchiste.org
http://libertaire-landes.blogspot.fr/

★ 42 LOIRE

Groupe Nestor Makhno de la région stéphanoise
Bourse du Travail
Salle 15 bis Cours Victor Hugo
42028 Saint Etienne cedex 1
groupe.makhno42@gmail.com

★ 43 HAUTE-LOIRE

Liaison Sébastien Faure - Langeac/Le Puy-en-Velay
sebastien-faure@federation-anarchiste.org

Liaison d'Yssingaux
Yssingaux@federation-anarchiste.org

★ 44 LOIRE ATLANTIQUE

Groupe de Saint-Nazaire
saint-nazaire@federation-anarchiste.org

Groupe Déjacque - Nantes
nantes@federation-anarchiste.org
http://fa-nantes.over-blog.com/

★ 45 LOIRET

Groupe Gaston Couté - Orléans-Montargis
groupegastoncoute@gmail.com
http://groupegastoncoute.wordpress.com

★ 46 LOT

Liaison de Gourdon
gourdon@federation-anarchiste.org

★ 49 MAINE-ET-LOIRE

Liaison d'Angers
angers@federation-anarchiste.org

★ 50 MANCHE

Liaison de Cherbourg
cherbourg@federation-anarchiste.org

★ 53 MAYENNE

Liaison de Laval
laval@federation-anarchiste.org

★ 56 MORBIHAN

Groupe Libertaire René Lochu
6 rue de la Tannerie 56000 Vannes
groupe.lochu@riseup.net
http://anars56.over-blog.org/

★ 57 MOSELLE

Groupe de Metz
Association Culturelle Libertaire
BP 16 57645 Noisseville
groupe-demetz@federation-anarchiste.org
metz.bibliothequesociale1@orange.fr

Groupe Jacques Turbin - Thionville
groupejacquesturbin@rocketmail.com

★ 59 NORD

Groupe de Lille
lille@federation-anarchiste.org
http://lille.cybertaria.org/rubrique95.html
Vente du Monde libertaire chaque dimanche de 11h à 12h au
Marché de Wazemmes côté métro Gambetta. Simultanément,
distribution du quinzomadaire gratuit de la FA.
Réunion publique chaque 1er jeudi du mois, à 20h30 au Centre
Culturel libertaire, 4 rue de Colmar à Lille, M° Porte des Postes.

★ 60 OISE

Liaison Oise - Compiègne
fa-oise-somme@no-log.org

Liaison Beauvais
scalp60@free.fr

★ 62 PAS-DE-CALAIS

Groupe de Béthune-Arras
bethune-arras@federation-anarchiste.org
http://www.noirgazier.lautre.net/

★ 63 PUY-DE-DÔME

Groupe Spartacus - Clermont-Ferrand
spartacus@federation-anarchiste.org

★ 64 PYRENNÉES-ATLANTIQUES

Liaison Euskal Herria - Bayonne
euskal-herria@federation-anarchiste.org

★ 66 PYRENEES-ORIENTALES

Groupe John Cage
john-cage@federation-anarchiste.org
édite la revue Art et Anarchie
http://artetanarchie.com

★ 67 BAS-RHIN

Groupe de Strasbourg
Pour contacter la FA sur Strasbourg, écrivez au
secrétariat aux relations intérieures :
relations-interieures@federation-anarchiste.org

Liaison Bas Rhin
c/o REMON
BP 35 67340 Ingwiller
liaison-bas-rhin@federation-anarchiste.org

★ 68 HAUT-RHIN

Groupe du Haut-Rhin
groupe-haut-rhin@federation-anarchiste.org

Liaison de Colmar
colmar@federation-anarchiste.org

★ 69 RHONE

Groupe Vivre Libre
c/o La Maison des passages
44 rue Saint Georges 69001 Lyon
groupe@vivre-libre.org
http://vivre-libre.org

Groupe Kronstadt - Grand Lyon
kronstadt@federation-anarchiste.org
http://fa-kronstadt.blogspot.fr

Liaison Mornant et Monts du Lyonnais
mornant@federation-anarchiste.org

★ 71 SAONE-ET-LOIRE

Groupe La Vache Noire
c/o ADCL Le retour 71250 Jalogny
leperepeinard@no-log.org

★ 72 SARTHE

Groupe Lairial
L'Épicerie du Pré
31 rue du Pré 72000 Le Mans
Permanence libertaire le samedi à 18 heures et
"Café libertaire" le 3^e samedi du mois à 15h.

★ 73 SAVOIE

Groupe de Chambéry
c/o La salamandre - Maison des associations
67 Rue St François de Sales Boite X/33
73000 Chambéry
FA73@no-log.org
http://fa73.lautre.net

★ 74 HAUTE-SAVOIE

Liaison Haute-Savoie
haute-savoie@federation-anarchiste.org

★ 75 PARIS

Groupe Pierre Besnard
groupe-pierre-besnard@federation-anarchiste.org
Diffusion et vente du Monde libertaire tous les dimanche
matin de 10h30 à midi Place des Fêtes dans le 19^e

Groupe Regard noir
regardnoir.fa@gmail.com
http://regard-noir.toile-libre.org

Groupe Jean Baptiste Botul
botul@federation-anarchiste.org

Groupe La Commune de Paris - Paris Nord et Est
la-commune-de-paris@federation-anarchiste.org

Groupe Cable Street Beat
Strictly Antifascist
cable-street@federation-anarchiste.org

Groupe Voltairine de Cleyre
groupe-decleyre@yahoo.fr

Groupe CLAAAAAASH
groupe.claaaaaash@federation-anarchiste.org
Diffusion et vente du Monde libertaire tous les
jeudis de 19h à 20h devant la gare Saint-Lazare

Groupe Louise Michel
groupe-louise-michel@federation-anarchiste.org
http://www.groupe-louise-michel.org/

Groupe Berneri
Tous les mercredis sur Radio Libertaire,
de 20h30 à 22h30, émission "Ras-les-Murs", actualités
prison/répression, lutte contre tous les enfermements !

Bibliothèque La Rue
Bibliothèque libertaire La Rue
10 rue Planquette 75018 Paris
Permanence tous les samedi de 15h00 à 18h00
http://bibliotheque-larue.over-blog.com
larue75018@yahoo.fr

Groupe Salvador Segui
groupe-segui@federation-anarchiste.org
www.salvador-segui.blogspot.com

Groupe Artracaille
artracaille@orange.fr
pour le groupe : http://www.artracaille.fr
pour l'émission radio :
http://artracaille.blogspot.com

Groupe Anartiste
an.artiste@yahoo.fr
http://anartiste.hautetfort.com

Groupe No Name
no-name@federation-anarchiste.org

Librairie du Monde libertaire
145 rue Amelot 75 011 PARIS
Tél : 01 48 05 34 08 Fax : 01 49 29 98 59
Ouverture :
du mardi au vendredi : 14 h à 19 h 30
le samedi : 10h à 19 h 30
librairie-publico@sfr.fr
http://www.librairie-publico.com

Radio Libertaire
89.4 Mhz et sur le net
sur http://r1.federation-anarchiste.org
radio-libertaire@federation-anarchiste.org

★ 76 SEINE-MARITIME

Groupe de Rouen
c/o Librairie l'Insoumise
128 rue St Hilaire 76000 Rouen
farouen@no-log.org
Vente et diffusion du Monde libertaire chaque
dimanche de 11h à 12h au marché du Clos-St-Marc

Librairie l'Insoumise
128 rue St Hilaire 76000 Rouen
Ouverture :
Mercredi 16h. à 18h., Vendredi 17h. à 19h., Samedi 14h. à 18h.
Pendant les vacances scolaires
les Samedi de 14h. à 18h.
http://www.insoumise.lautre.net/

Groupe d'Elbeuf-sur-Seine
elbeuf@federation-anarchiste.org

★ 77 SEINE-ET-MARNE

Liaison Melun

★ 78 YVELINES

Groupe Gaston Leval
gaston-leval@federation-anarchiste.org

★ 79 DEUX SEVRES

Liaison Bakounine - Thouars
bakounine@federation-anarchiste.org

★ 80 SOMME

Groupe Alexandre Marius Jacob
amiens@federation-anarchiste.org
contact@fa-amiens.org
http://fa-amiens.org/

Liaison Abbeville
abbeville@federation-anarchiste.org

★ 81 TARN

Groupe Les ELAF
elaf@federation-anarchiste.org

★ 84 VAUCLUSE

Groupe Gard-Vaucluse
fa.30.84@gmail.com
http://www.fa-30-84.org

★ 85 VENDEE

Groupe Henri Laborit
henri-laborit@federation-anarchiste.org

★ 86 VIENNE

Groupe Pavillon Noir - Poitiers
pavillon-noir@federation-anarchiste.org
http://fa86.noblogs.org/

★ 87 HAUTE VIENNE

Groupe Armand Beaura
armand-beaura@federation-anarchiste.org

★ 92 HAUTS-DE-SEINE

Liaison Fresnes-Antony Anar'tiste
fresnes-antony@federation-anarchiste.org

★ 93 SEINE-ST-DENIS

Groupe Henry Poullaille
c/o La Dionysversité
4, place Paul Langevin 93200 - Saint Denis
groupe-henry-poullaille@wanadoo.fr
http://poullaille.org

Groupe de Saint-Ouen
saint-ouen-93@federation-anarchiste.org
http://seenthis.net/people/saint_ouen

Groupe Etoile Noire - Montreuil
etoile-noire@federation-anarchiste.org
http://etolenoire-fa.blogspot.fr

★ 94 VAL-DE-MARNE

Groupe Elisée Reclus d'Ivry-sur-Seine
faivry@no-log.org
http://fa-ivry.forlogaj.tk

Groupe Tous les maquis
touslesmaquis@voila.fr

Liaison L'Avenir
nosotros36@free.fr

Liaison Libertad - Champigny-sur-Marne
libertad@federation-anarchiste.org

★ 95 VAL-D'OISE

Groupe Makhno - Cergy-Pontoise
makhno-cergy@tele2.fr

★ 98 NOUVELLE-CALEDONIE

Liaison Nouvelle-Calédonie
nouvelle-caledonie@federation-anarchiste.org

★ BELGIQUE

Groupe Ici et maintenant - Bruxelles
groupe-ici-et-maintenant@federation-anarchiste.org
Le groupe édite avec d'autres le trimestriel "A voix autre"
http://www.avoxautre.be

★ SUISSE

Fédération Libertaire des Montagnes
flm@federation-anarchiste.org



LE MONDE LIBERTAIRE

Hebdomadaire de la Fédération anarchiste

Pour contacter l'administration: administration-ml@federation-anarchiste.org ou 01 48 05 34 08

Publications Libertaires 145 rue Amelot 75011 PARIS

ABONNEMENT en LIGNE sur www.monde-libertaire.fr ou renvoyer un des 2 formulaires ci dessous.



FRANCE (+ DOM TOM) ET ÉTRANGER

- 3 mois 12 n° hebdos + 1 n° hors série + les suppléments gratuits 25 €
- 6 mois 18 n° hebdos + 2/3 n° hors série + les suppléments gratuits 50 €
- 1 an 35 n° hebdos + 5/6 n° hors série + les suppléments gratuits 75 €

1 an de soutien 95 € ☺

Abonnement étranger: les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe bancaire exorbitante (plus de 15 €), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (voir plus bas).

Pour les chômeurs/chômeuses, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine.

- Chèque
- Virement bancaire (IBAN FR 76 4255 9000 0621 0076 4820 363 / BIC CCOFPRPPXXX)

NOM	Prénom
Adresse	
Code postal	Localité
Pays	



Avec le prélèvement automatique, vous n'avez plus à vous soucier des règlements. *Le Monde libertaire s'occupe de tout !*

Cette formule vous permet d'échelonner votre règlement au lieu d'effectuer le paiement en une seule fois.

Votre abonnement est prolongé chaque trimestre tacitement, ainsi vous ne courez plus le risque de voir le service suspendu pour cause de simple oubli.

À tout moment, vous pouvez annuler le service de prélèvements automatiques. Un simple courrier suffit.

AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENTS

- 18,75 € par trimestre (abonnement normal)
- 23,75 € par trimestre (abonnement de soutien)

N° NATIONAL ÉMETTEUR N° 58 50 98	ORGANISME CRÉANCIER PUBLICATIONS LIBERTAIRES
-------------------------------------	---

J'autorise l'établissement tireur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal *le Monde libertaire*. Je pourrai suspendre à tout moment mon service au journal *le Monde libertaire*.

TITULAIRE DU COMPTE À DÉBITER *(en lettres capitales)*

Nom	Prénom
Adresse	
Code postal	Localité

NOM ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT DU CC *(votre banque, CCP ou Caisse d'épargne)*

Nom	
Adresse	
Code postal	Localité

Date
Signature obligatoire

IMPORTANT merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal à votre autorisation. Il y en a un dans votre chéquier.

DÉSIGNATION DU COMPTE À DÉBITER

code établis.	guichet	n° de compte	clé RIB



#53

